

Plus de huit ans après le début de l'intervention soviétique

Accord sur un règlement en Afghanistan

La nouvelle image de l'URSS

En Union soviétique, pas plus qu'ailleurs, les succès diplomatiques ne suffisent à première vue à garantir aux dirigeants leur position intérieure. La signature des accords sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ne va pas faire disparaître les difficultés dont est fait le quotidien de M. Gorbatchev : elle risque plutôt de les aggraver dans la mesure où elle va accréditer l'idée que l'on peut faire, avec du courage et de la résolution, reculer le Kremlin.

Il a eu beau savoir brillamment tirer la couverture à lui en allant jusqu'à Tachkent pour être, avec tambours et trompettes, le premier à annoncer au monde que ces huit années de guerre avaient pris fin, il reste toujours, pour les Soviétiques, un homme sur lequel on hésite encore à tabler. Qu'il sympathise avec sa politique ou l'exécra, aucun de ses concitoyens ne peut en effet ignorer que le long-gueur des queues n'a pas diminué devant les magasins, que la réforme économique, bien avant d'apporter d'éventuelles améliorations structurelles, suscite de difficiles tensions sociales et que les consommateurs en sont à s'organiser contre le régime.

Et pourtant, dans la bataille permanente dont dépend le maintien de la politique de « réarmement », ce dégageant d'Afghanistan, même si l'opération peut réserver encore nombre de surprises désagréables, donne à M. Gorbatchev le considérable atout de l'identifier toujours plus à l'avantage que s'acquiert l'URSS en modifiant son image. Il y a trois ans encore, du tiers-monde à l'Amérique en passant par l'Europe, elle était le pays de la sclérose intellectuelle, l'ennemi des membres de la direction communautaire internationale, de la répression, de la crispation, de l'échec.

Aujourd'hui, elle est devenue le pays qui parvient à revenir sur ses erreurs diplomatiques et à se régier, par leur élimination, la crise des euro-missiles ; le pays dont le réveil incertain fascine le monde et retourne comme une crêpe l'opinion et le monde politique américains, commencent à modifier la donne européenne et suscite à nouveau l'intérêt du tiers-monde.

Car si les projets de démocratisation politique, les signes de libéralisation de la presse, le réexamen de l'histoire et l'érosion de la peur découlent bien des membres de la direction soviétique, il ne s'en trouve au sommet que très peu pour ne pas souhaiter donner plus d'efficacité à leur régime.

Plus M. Gorbatchev s'affirme devant le monde comme l'incarnation du changement soviétique, plus il est difficile non seulement de le mettre à l'écart, mais même de freiner son action.

Sauf auprès des jeunes appelés et de leurs parents — ce qui n'est pas rien — le retrait d'Afghanistan ne rendra pas M. Gorbatchev beaucoup plus populaire. A moins de catastrophe, il renforce en revanche sa position vis-à-vis de ses pairs. A l'approche du nouveau sommet soviéto-américain et de probables avancées nouvelles sur le désarmement, c'est très important pour lui.

Un accord sur le règlement du conflit afghan est intervenu à Genève, a annoncé, vendredi 8 avril en début d'après-midi, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez. Les Etats-Unis et l'URSS se porteront garants de cet accord concernant, surtout, le retrait

des troupes soviétiques dans un délai de neuf mois, sans doute à compter du 15 mai.

La signature de l'accord devrait avoir lieu en début de semaine prochaine. La résistance afghane a, par

avance, rejeté tout arrangement conclu en son absence, et annoncé qu'elle poursuivrait le combat jusqu'au renversement du régime actuel de Kaboul. Le corps expéditionnaire soviétique est évalué à quelque cent quinze mille hommes.



(Lire nos informations page 4.)

A la suite de la déclaration soviéto-afghane de Tachkent, jeudi, qui précisait déjà que « tous les obstacles » à un accord avaient été « levés », et réclamait l'intervention « immédiate » d'une signature, Washington avait exprimé une prudente satisfaction. Avant de regagner Moscou, M. Gorbatchev avait alors déclaré : « Le processus de règlement politique en Afghanistan touche à sa fin », des propos auxquels le secrétaire d'Etat américain George Shultz, avant de quitter l'Arabie saoudite pour la Jordanie, avait fait écho en disant : « Selon toute évidence, nous nous acheminons vers la fin. »

Sans aucun doute, le déblocage des négociations de Genève, qui s'essouffaient depuis le 2 mars, est le produit d'un com-

promis entre Américains et Soviétiques sur leurs aides militaires respectives aux deux camps en présence. Le président Zia Ul Haq l'a d'ailleurs dit, jeudi, devant le Parlement pakistanais : Moscou et Washington se sont entendus sur la « symétrie positive », c'est-à-dire sur la nature de la poursuite des livraisons d'armes à leurs alliés respectifs.

La déclaration de Tachkent, qui exprimait le souhait d'une « signature immédiate » à Genève, mentionnait également que le chef du régime de Kaboul « salue le fait que l'URSS et les Etats-Unis sont prêts à garantir les accords ».

(Lire la suite page 4.)

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le projet de M. Mitterrand

M. Chirac et M. Barre apprécient différemment...

PAGES 8 à 14

L'assassinat de Dulcie September

Six personnes en garde à vue.

PAGE 32

Le détournement du Boeing koweïtien

Les pirates de l'air ont décollé de Mechhed (Iran) vers une destination inconnue.

PAGE 32

Elections en Iran

Les limites de la démocratie...

PAGE 3

La spéculation sur la livre

La Grande-Bretagne baisse son taux d'intervention d'un demi-point.

PAGE 27

Violences au Honduras

Quatre morts dans une manifestation anti-américaine après l'extradition d'un trafiquant de drogue vers les Etats-Unis.

PAGE 7

Le sommaire complet se trouve en page 32

Le Monde

SANS VISA

Quarazate plutôt que Marrakech

Le Sud marocain ne compte pas seulement sur le tourisme pour sortir des difficultés économiques. A Marrakech, trop fréquentée, il faudrait préférer Quarazate, où le pays n'a rien perdu de sa forte personnalité.

Gastronomie : Où en est notre pain quotidien ?

Echecs - Jeux Pages 15 à 18

Timide réexamen de l'histoire du régime

Transparence à la chinoise

Les autorités chinoises se sont à leur tour engagées, mais avec beaucoup de prudence, dans le réexamen de l'histoire du régime.

PÉKIN de notre correspondant

La jeune fille en bleu-jeans tire son petit ami par la manche, pointe le menton vers une des photographies de l'exposition du Palais des beaux-arts. Un homme y est l'objet de la vindicte d'activistes. « Regarde, c'est la révolution culturelle... » Le jeune homme : « Non, c'est la campagne anti-droitière, dans les années 1950. » En fait, le cliché montre un « propriétaire foncier » passant un mauvais quart

d'heure peu après la fondation de la Chine populaire.

Les deux jeunes gens devaient avoir un an ou deux lorsque éclata la révolution culturelle, en 1966. Comme à des millions de jeunes, l'histoire du régime, à force de zigzags, leur est devenue indéchiffrable. Les rares qui s'y frottent ont bien du mal. Leurs aînés, eux, préfèrent le plus souvent oublier, ou faire semblant.

L'histoire a toujours été une matière hautement explosive en Chine. Les habitudes communistes s'y sont bien associées à la tradition, qui voulait que l'histoire définitive d'un régime soit écrite par les historiens officiels du régime suivant.

Cependant, onze ans après la mort de Mao Zedong, le régime s'avance toujours sur la pointe des

pièdes sur ce terrain miné. Trop de cadavres dorment encore dans ses placards pour qu'il puisse en ouvrir grand les portes. Il se contente de les entretenir, avec d'innombrables précautions, pour tenter de réduire la distance qui le sépare d'une population écumée par la politique.

Ainsi aura-t-il fallu plus de seize ans pour voir enfin publier un témoignage de première main sur l'un des événements les plus spectaculaires de l'histoire du régime communiste chinois, la mort de Lin Biao, le 13 septembre 1971 (lire notre encadré page 5). Cela, alors même que ce récit vient à l'appui d'une version dont Pékin n'a jamais démenti, en dépit des doutes émis à son sujet hors de Chine.

FRANCIS DERON

(Lire la suite page 5.)

Un rapport sur le futur aménagement du château

Vincennes : nouvelle destination

M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre de la culture, qui avait été chargé par M. Léonard, ministre de la culture et de la communication, de réfléchir au réaménagement du château de Vincennes, a remis son rapport au ministre le jeudi 7 avril.

En 1777, on propose à Louis XVI une dépense de 300 000 livres pour restaurer le château de Vincennes. Le roi annota le dossier : « Est-ce que vous êtes fou, monsieur Collet, de proposer quelque 100 000 écus de dépense dans un château qui n'est bon à rien et tout au plus à vendre ? » Jean-Philippe Lecat, qui rapporte cette anecdote, propose, lui, 170 millions de francs pour la réhabilitation du même bâtiment qui, entre-temps, a vieilli, il est vrai, de plus de deux cents ans... et subi quelques dommages. Transformé tour à tour en prison, en fabrique de fatenes puis de canons, le fort sera « modernisé » au cours du dix-neuvième siècle. Il y perdra la plupart de ses tours.

A la veille de la libération de Paris, en 1944, les troupes allemandes feront sauter une partie des constructions élevées au cours du dix-septième siècle. Elles seront restaurées grâce à l'obstination d'un architecte des Monuments historiques, Jean Trouvelot, qui rêvait d'installer dans ce décor austère la présidence de la République. Le général de Gaulle caressa un moment l'idée de quitter le faubourg Saint-Honoré. Finalement, il resta fidèle aux lambris de la Pompadour.

Mais, comme l'administration a horreur du vide, ces 60 000 mètres carrés furent répartis entre ses deux ministères de tutelle : la défense et la culture. Le service historique des armées s'y est taillé la part du lion. Les militaires trouvaient également le moyen de caser là un poste de recrutement de la légion étrangère, un arrondissement des travaux du Génie, des logements de fonction et un Musée des chasseurs à pied. La rue de Valois, pour sa part, y a logé le service départemental

d'architecture du Val-de-Marne, un lambeau de la direction historique des antiquités de l'Ile-de-France, un bureau d'architecture antique dépendant du CNRS et l'International Visual Theatre, un centre socioculturel destiné aux sourds. Le Collège international de philosophie y campa un moment.

Passé l'enceinte, le décor n'est guère avenant : pelouses mitées, cours transformées en fondrières dès qu'il pleut, murs noircis par les eaux, baraquements hétéroclites... Aussi les visiteurs ne se bousculent pas — trente mille personnes par an — en dépit de la ligne de métro qui dessert le château. Le donjon est pourtant un chef-d'œuvre de l'architecture médiévale. Mais il est quasiment vide, peuplé de quelques mannequins, laissés-pour-compte d'un musée de ciré. La chapelle, commencée sous le règne de Charles V et achevée par Philippe Delorme sous celui de François I^{er}, est presque toujours fermée.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 22.)

Roger GRENIER

La mare d'Auteuil
quatre histoires

GALLIMARD *uf*

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكننا من الاجل

Asie

L'accord sur un règlement en Afghanistan

Washington et Moscou poursuivront leur aide à chaque camp

(Suite de la première page.)

De son côté, M. Gorbatchev soutenait la déclaration de M. Najibullah concernant « un Afghanistan indépendant, non aligné et neutre... »

Le retrait militaire soviétique devrait, ainsi que M. Gorbatchev le souhaitait, s'amorcer le 15 mai et s'étaler sur neuf mois.

L'ONU, M. Perez de Cuellar, dont la présence est prévue à la cérémonie de signature de l'accord, doit séjourner à Bruxelles samedi et dimanche.

En revanche, les perspectives de règlement interne demeurent toujours faibles. L'alliance des sept principaux partis de la résistance a déjà confirmé qu'elle rejeterait un accord à l'élaboration duquel elle n'a pas participé.

que cinq millions de réfugiés - ne semble pas se dessiner. Et même si le principe de la formation d'un gouvernement transitoire était avancé, il en faudrait beaucoup plus pour réduire les antagonismes.

La survie du régime de M. Najibullah

Dans l'hypothèse du maintien d'un certain niveau d'aide militaire américaine à la résistance - l'hypothèse qui semble retenue - on ne donne guère de chance de survie, à moyen terme, au régime de M. Najibullah.

même si le régime actuel de Kaboul s'effondre, la paix ne sera pas pour autant garantie en raison des divisions de la résistance.

M. Gorbatchev qui, il y a quelques jours, avait dit à M. Brandt que la décision du retrait soviétique avait été prise dès 1985, semble donc s'être résolu à négocier un « intervalle décent ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

La déclaration de Tachkent

« Unanimité » soviéto-afghane

L'URSS et l'Afghanistan ont adopté une déclaration commune unanime le 7 avril, à Tachkent (Ouzbékistan).

1) L'URSS et l'Afghanistan s'engagent à respecter les déclarations du 8 février 1988, qui ont donné une impulsion nouvelle au processus de règlement politique du conflit.

2) MM. Gorbatchev et Najibullah « considèrent que, grâce à l'action commune de tous ceux qui ont participé au règlement, les derniers obstacles à la signature des accords ont été levés à l'heure actuelle et se prononcent pour leur signature immédiate ».

3) L'URSS et l'Afghanistan confirment que, « en cas de signature de ces accords dans les plus brefs délais, l'entente entre l'URSS et l'Afghanistan concernant un retrait des troupes soviétiques [est] sur la période fixée par ces accords, demeurera en vigueur et s'effectuera à partir du 15 mai ».

4) La politique de réconciliation nationale « permet de régler la situation autour de l'Afghanistan, d'arrêter la guerre et les affrontements fratricides, de rétablir la paix sur tout le territoire du pays et de former un gouvernement de coalition avec la participation de toutes les forces représentatives de la société afghane ».

5) « Le statut définitif de leur pays dans ses relations avec les autres Etats sera déterminé par les Afghans eux-mêmes et par personne d'autre ».

6) La création de « conditions propices au retour des réfugiés afghans revêt une importance importante pour la mise en œuvre de la politique de réconciliation nationale ».

7) L'URSS est « prête à coopérer à un haut niveau avec l'Afghanistan pour redresser l'économie de ce pays ».

8) MM. Gorbatchev et Najibullah appellent les autres Etats à contribuer au rétablissement de la paix et à la réconciliation nationale en Afghanistan et à « respecter les accords de Genève ».

L'« optimisme prudent » de la Maison Blanche s'expliquait par le souci de ménager le Congrès

WASHINGTON correspondance

La première réaction américaine à la déclaration de Tachkent était un « optimisme prudent » attribué au président Reagan par M. Baker, chef d'état-major de la Maison Blanche.

La réserve officielle répondait au souci de l'administration de ne pas s'associer trop bruyamment à la satisfaction exprimée par M. Gorbatchev. La Maison Blanche doit ménager la droite républicaine mais aussi la majorité démocrate du Congrès.

En fait, le Congrès est à l'origine de l'ultime demande de Washington exigeant la fin simultanée de l'aide militaire apportée par les Deux Grands à leurs alliés respectifs.

HENRI PIERRE.

CHINE : la session du Parlement

M. Yang Shangkun est élu chef de l'Etat

PÉKIN de notre correspondant

Le Parlement chinois a ratifié, au scrutin secret mais sans pouvoir exprimer publiquement un quelconque désaccord, la liste des plus hauts dignitaires de l'Etat - postes plus honorifiques qu'influents - qui lui était proposée vendredi 8 avril.

ministre et de son gouvernement, s'est faite sur fond de grogne estudiantine et grincements des rouages de l'ouverture. Des affiches apposées la veille à l'université de Pékin s'en prenaient notamment à M. Zhao Ziyang, le chef du Parti communiste.

La presse étrangère et le corps diplomatique ont été priés de quitter la salle du Palais du peuple pour le déroulement du scrutin alors qu'il avait été initialement prévu qu'ils y assisteraient.

Cette élection formelle, qui doit être suivie de celle du premier

F. D.

L'ancienne cible privilégiée des gardes rouges

PÉKIN de notre correspondant

M. Yang Shangkun est une figure de taille, à plus d'un titre, dans la légende de la Chine communiste.

Mais c'est un épisode antérieur de sa carrière qui l'avait rendu célèbre : il fut l'un des premiers dirigeants de la Chine des années 60 à passer à la trappe lors du lancement de la révolution culturelle, et l'accusation alors formulée contre lui était d'une gravité singulière.

dirige une troupe de théâtre aux armées.

En 1945, soit quatre ans avant la victoire communiste, il prend la tête du bureau des affaires générales. Ses liens avec Moscou sont notoirement établis.

Après bien, ses fréquentes rencontres avec l'ambassadeur soviétique à Pékin vont lui coûter cher. Mao le désigne comme un des plus puissants armés de la révolution culturelle.

Il réapparait sur la scène politique par la petite porte, sans avoir été annoncé, en décembre 1973, à l'occasion des funérailles d'un ex-colleague.

Après un passage par la province de Guangdong (dont Canton est le chef-lieu) où il dirige brièvement, M. Yang est, depuis 1980, un des membres influents de la commission militaire du parti, la principale base de pouvoir qui a permis à M. Deng de mener à bien ses réformes tout en zantant l'armée en laisse.

FRANCIS DERON.

Afrique

ETHIOPIE : après la décision d'Addis-Abeba

Les organisations humanitaires se mobilisent

Invités le mercredi 6 avril par le gouvernement éthiopien à évacuer le Tigré et l'Erythrie sous prétexte que leur sécurité ne pouvait plus être assurée, les organisations non gouvernementales (ONG) d'aide et d'assistance humanitaire ont apparemment décidé d'unir leurs efforts pour faire annuler la décision prise par Addis-Abeba.

L'Action internationale contre la faim (AICF), seule ONG française présente sur les lieux, a pour sa part lancé jeudi un appel au président François Mitterrand, à M. Jacques Chirac et à M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, pour qu'ils interviennent auprès du colonel Mengistu afin que « l'aide humanitaire directe » puisse se poursuivre.

A Genève, nous signale notre correspondante Isabelle Vichniac, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été officiellement avisé de la décision éthiopienne le 7 avril et invité à rappeler les quarante délégués qu'il a sur place. Le CICR a réagi par un communiqué, dans lequel il affirme qu'il « ne peut renoncer au mandat d'intermédiaire neutre qui lui a été confié par la communauté internationale ».

Les Nations unies, pour leur part, demandent des éclaircissements. Le coordonnateur des opérations de secours en Ethiopie, M. Michael Priestly, s'est entretenu jeudi avec le responsable de la commission éthiopienne aux secours et à la réinstallation (RRC) pour obtenir des détails sur le retrait et sur l'ensemble de ses implications.

La RRC a précisé à Addis-Abeba que l'ordre d'évacuation ne s'applique ni aux ONG éthiopiennes, ni aux opérations de transport aérien des Nations unies. Toutefois, les transports de vivres seront désormais limités aux vols au départ de la capitale éthiopienne et du port d'Assab et à destination des capitales provinciales de l'Erythrie. Les vols des petits avions sont suspendus, a indiqué la RRC.

De Bruxelles, la Commission européenne « a pris connaissance avec préoccupation de la décision éthiopienne et un porte-parole a précisé que « les deux tiers de l'aide alimentaire de la CEE à l'Ethiopie [140 millions de dollars pour cette année] transiteront par les ONG ».

Enfin, le Front populaire de libération de l'Erythrie (FPLE), principal mouvement indépendantiste pour cette région, a vivement condamné ce qu'il appelle l'« ultimatum » d'Addis-Abeba, qui, selon lui, « va aggraver les souffrances de la population affectée par la famine ».

Le FPLE a d'autre part annoncé jeudi 7 avril avoir tué plus de mille huit cents soldats gouvernementaux en marchant sur la ville de Keren, dans le nord du pays, où les autorités envoient des renforts depuis deux semaines. Cette nouvelle « victoire » n'a pas été confirmée de source indépendante, mais les troupes gouvernementales ont bel et bien causé plusieurs revers ces dernières semaines.

AFRIQUE DU SUD

Pretoria nie toute responsabilité dans l'attentat de Maputo

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Roelf « Pik » Botha, a affirmé, jeudi 7 avril, que l'Afrique du Sud « n'avait aucune responsabilité dans le conflit qui ensangante le Mozambique et encore moins pour les actions violentes qui en découlent ».

Dans une déclaration lue à la télévision sud-africaine, M. Botha a précisé que son gouvernement « n'acceptait aucune responsabilité dans le conflit qui ensangante le Mozambique et encore moins pour les actions violentes qui en découlent ».

M. Sachs, qui est également écrivain, est le deuxième intellectuel sud-africain exilé à Maputo à être victime d'un attentat à la bombe dans la capitale mozambicaine.

En août 1982, M. Ruth First, académicienne d'Afrique du Sud, et directrice de recherches du centre des études africaines de l'université de Maputo, avait été tuée par l'explosion d'un colis piégé.

Selon des témoins, M. Sachs était en train d'ouvrir la porte de sa voiture, non loin du lieu de sa résidence, dans le quartier de Point, quand son véhicule a explosé. L'attentat, qui a eu lieu à 9 h 20 (heure locale), a entièrement détruit la voiture et endommagé toutes les fenêtres du voisinage. Grièvement blessé, M. Sachs a été conduit à l'hôpital. L'agence de presse mozambicaine AIM a, immédiatement, affirmé qu'il s'agissait d'une tentative d'assassinat, œuvre des agents du gouvernement sud-africain.

Par ailleurs, la police sud-africaine (SAP) a affirmé jeudi que l'une des quatre victimes du raid militaire effectué par Pretoria, le 28 mars à Gaborone, capitale du Botswana, était le commandant régional pour le Botswana de la branche armée de l'ANC. Un responsable de la SAP, cité par le radio d'Etat sud-africain SABC, a affirmé que l'homme tué lors du raid de Gaborone était Solomon Melefi, âgé de trente-six ans, qui aurait quitté l'Afrique du Sud en juin 1976 et suivi un entraînement militaire en Angola et en Allemagne de l'Est.

Les autorités botswanaïses avaient indiqué qu'il s'agissait d'un réfugié sud-africain du nom de Charles Mokoena. En ce qui concerne les trois autres victimes, M. Sachs a affirmé que l'une d'elles aurait eu des contacts avec l'ANC, reconnaissant ainsi implicitement que ce n'était pas le cas des deux autres. Ce raid a provoqué une véritable guerre de communications entre Pretoria et Gaborone. Mercredi, la présidence de la République botswanaïse a qualifié le raid sud-africain de « mesure de sang-froid de quatre personnes innocentes pendant leur sommeil ».

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 56 avril. EN KIOSQUE R.F.A. La semaine des quatre jeudis ? 16 F.

Asie

Timide réexamen de l'histoire du régime Transparence à la chinoise

(Suite de la première page.)

Une histoire de la révolution culturelle a bien été préparée. Son auteur, M. Yan Jiang, chercheur en sciences politiques, n'a pas perdu son emploi à la suite des polémiques qui l'ont accablé, mais l'ouvrage n'a guère été diffusé.

A l'occasion, on se querelle encore, dans les revues publiques, à coups de modèles historiques, certains des récents passés. Les grands réformateurs de la fin de l'empire sont ainsi appelés à la rescousse de ceux du régime présent. Cela dénote certes d'une forme de pensée, mais aussi d'une incapacité à formuler encore trop clairement certains débats sensibles.

La rétrospective photographique de quarante années d'histoire moderne ouverte en mars au Palais des beaux-arts révélait d'une manière plus franche les causes des méthodes employées par le régime lui-même pour trahir. Un début de réponse sans doute à un récent sondage officiel sur deux

cents hauts cadres du parti et du gouvernement, 65 % ne se gênaient pas pour dire que la presse du régime n'est pas crédible.

A vendre, badges de Mao, garantis d'époque...

On y voyait donc des photos que la presse officielle n'a pas publiées à l'époque où elles étaient d'actualité. Par exemple, une vue du « mur de la démocratie » de 1978, où s'affichait un temps les pamphlets des contestataires avant leur interdiction. D'autres photos, au sens inverse par une nouvelle légende, comme celle montrant un jeune homme hérité d'une impressionnante collection de badges à l'effigie de Mao s'étalant de sa casquette aux poches de sa vareuse. L'activiste croyait poser en héros de la révolution. Le légende, aujourd'hui, dit simplement : « Un dévot ».

Le culte du Grand Timonier ne laisse du reste pas un souvenir amer à tout le monde. Des petits mafins,

fidèles de la religion nouvelle du commerce privé, l'ont récupéré pour proposer au touriste étranger, à prix d'or, les badges de Mao qu'ils avaient conservés. « Époque révolution culturelle garantie », assure l'un, qui tient boutique près du Temple du ciel, en accrochant au revers de pardessus du client un énorme bouton rouge frappé de la silhouette jadis adulée.

La section la plus cossue de l'exposition reprotrait, sous les yeux incrédules d'une foule de jeunes soudain très attentifs, des vues ouvertement présentées comme des falsifications pures et simples. Entre autres, cet instantané fameux de Mao, pelle en main, en compagnie de M. Peng Zhen, alors maire de la capitale, et sa version ultérieure, caviardée, après la chute de ce dernier au début de la révolution culturelle. M. Peng avait disparu du cliché. « Oh est passé le maître ? », demandait cruellement la légende. Et encore, des dirigeants miraculeusement rapportés sur une photo de groupe pour les mettre en valeur,

des étalages de marchandises évoquant l'abondance en période de disette.

Mais la consigne reste de ne pas secouer trop fort le bateau. On s'abstient, pour l'heure, de dénoncer trop vertement le « maquillage » célèbre par lequel on avait grossièrement gommé, sur les photos des funérailles de Mao, sa veuve Jiang Qing, et ses collègues de la « bande des quatre ».

Le théâtre, autre outil prisé des historiographes, procède lui aussi par petites touches. La pièce remuant à sa place le génie militaire de Mao au profit de celui de M. Deng Xiaoping (le Monde du 25 décembre 1987), qui ne résonnait pas particulièrement du ton de la vérité, a été renouée. M. Deng a-t-il trouvé que le trait était trop appuyé ? Rares, en tout cas, sont ceux qui auront pu comparer les deux versions, tant la troupe militaire qui la joue circule vite d'une ville à l'autre.

La mort de Lao She, drame qui a marqué d'une cicatrice ineffaçable

les artistes contemporains de cet écrivain populaire poussé au suicide au début de la révolution culturelle, vient seulement d'être portée à la scène. La responsabilité du régime communiste n'y est que très prudemment évoquée.

Les besoins de la propagande

Il y a, dans cette timidité, quelque chose d'assez pathétique quand on la compare avec le franc-parler des Chinois de la rue, qui ne sont pas pour autant des foudres de dissidence. Le chef en titre du parti, M. Zhao Ziyang, aurait, dit-on, récemment laissé entendre qu'il acceptait l'idée que Mao, au soir de sa vie, avait « perdu le contact avec la réalité ». Demandez ce qu'il en pense à quiconque n'est pas membre du parti (et encore, même là...), et il n'hésitera pas un instant à exprimer, en gestes ou en paroles, un diagnostic allant du gâtisme à la folie.

Par ailleurs, l'image de « transparence » que Pékin tente de projeter à

l'étranger ne coïncide pas toujours avec celle destinée aux Chinois. Les autorités ont fait grand bruit, au début de l'année, autour de la publication d'une biographie de M. Deng, illustrée de nombreuses photographies historiques, certaines inédites. Les représentants de la Chine à Hongkong avaient même organisé une retransmission télévisée en direct depuis Pékin afin de satisfaire le créancier étranger. Mais, dans les librairies de Chine, on était bien en peine d'en trouver trace, longtemps encore après la sortie du livre.

Enfin, à l'occasion, l'hagiographie la plus pesante peut encore resservir. Quand on sait que le premier ministre, M. Li Peng, qui manque grandement d'assise populaire, est le fils adoptif de Zhou Enlai, on se retient difficilement de penser, devant les articles interminables consacrés à la mémoire du « Mandarin rouge », ces derniers temps, que l'histoire est une fois encore conviée à repasser les plats pour les besoins de la propagande.

FRANCIS DERON.

Le « vrai » récit de la mort de Lin Biao en 1971

PÉKIN de notre correspondant

M. Xu Wanyi, ancien ambassadeur de Chine à Oulan-Bator au moment de la mort de Lin Biao, jouit d'une excellente mémoire. Dans une série de deux articles publiés au début de l'année par la revue chinoise *Connaissance du monde*, il restitue, heure par heure — minute par minute à certains moments — les affaires traversées par son ambassadeur, en tant qu'ambassadeur, alors qu'il n'y a aucune idée, des dessous de la lutte sino-soviétique qui se joue à Pékin, lorsque éclata l'affaire Lin Biao. Ses difficiles communications avec sa capitale, dès que les Mongols furent approchés, « les tristes » des couleurs chinoises, et, surtout, aux premières heures de la catastrophe de 1971, près d'Ordos, à 400 kilomètres de la capitale, faite de cartons, dans une tentative désespérée d'interception en catastrophe, les ingénieurs laborieuses, avec le ministère mongol des affaires étrangères pour déterminer si l'appareil appartenait à l'armée chinoise, et les neuf cadavres trouvés à proximité sont ceux de militaires chinois ; enfin, les photographes de Zhou Enlai, une fois le crime péni, et la certitude d'avoir rondement mené l'affaire.

Ce document tant attendu aurait été plus convaincant si l'ancien ambassadeur, aujourd'hui à la retraite, avait fourni des précisions sur ce qui permit à Pékin d'identifier les « cadavres » nommés « cinq » et bien celui du « plus proche compagnon d'armes » de Mao Zedong, alors que les doutes demeurent à l'étranger, comme en Chine.

Un grand général

« Selon les vérifications ultérieures » — probablement à partir des photographies prises par lui-même et ses collègues sur le site — il est certain, assure M. Xu, que le corps « au visage hagard, cheveux le corps défilé, sourcil et les brèves, yeux dévotement des trous noirs, nez carbonisé, dentition abîmée, langue noire, un mollet défilé » était celui de Lin Biao. Le diplomate dément que le cadavre ait porté des blessures infirmités antérieurement à sa mort dans le catastrophe aérienne, comme le bruit en a aussi couru.

Les Mongols se refusant à pratiquer l'incinération, les neuf corps (ceux de l'épouse de Lin Ye Qun et de son fils, Lin Liguo, ont été positivement identifiés par les Soviétiques) furent enterrés, sous les yeux des diplomates chinois, à un kilomètre du site, « dans l'intention de pouvoir être rapatriés ultérieurement », résume le récit. A présent que les relations de Pékin avec le bloc soviétique s'améliorent, s'agit-il d'un discret appel du pied pour rapatrier les restes de celui qui, avant d'être le fils du moine, fut — l'histoire officielle le reconnaît — un grand général communiste ?

La publication de ce récit vise en tout cas à faire taire toutes les rumeurs contradictoires, la version pénoise de la mort de Lin Biao. On peut douter qu'elle y parvienne. Une certitude, cependant, en émerge : jamais le Chine populaire n'a été plus proche qu'aujourd'hui de la Florence de Machiavel.

F. D.

GALERIES Lafayette

Galleries les Japons, c'est l'Exposition Événement.

Japon Créatif.
L'artisanat le plus sophistiqué et des technologies de pointe vous sont dévoilés. En exclusivité pour les Galeries Lafayette, et pour la première fois en France, des nouveaux concepts de mode, d'objets, font leur apparition : "Japan Creative" et "Sans nom, sans marque". Artistes, stylistes sont à l'honneur : un hommage tout à fait particulier est réservé au plus parisien des créateurs, Kenzo.

Japon Culturel.
Pour découvrir une civilisation millénaire : les authentiques trésors de la ville de Kyoto, une exposition réalisée avec le concours de la ville de Kyoto. S'initier à l'art du thé ; des compositions florales ; s'adonner aux rites du bain, découvrir les arts culinaires, les arts martiaux... toutes les facettes d'un pays riche en traditions.

Galleries les Japons, un shopping inédit au pays du soleil levant, une exposition unique à laquelle ont participé le Grand Magasin Seibu Saison Group, Japan Airlines, et la ville de Kyoto.

Venez jouer au grand jeu "connaissance du Japon" qui vous fera peut-être gagner un coupé Nissan Silvia, des scooters Honda, des montres Seiko et de nombreux autres lots.

- 10% avec votre carte Galeries Lafayette (gratuite dès acceptation du dossier) pendant la première semaine de l'exposition.



Avec la participation de :
SEIBU SAISON GROUP

JAPAN AIR LINES

Galleries les Japons.

Le Japon est là !

une cible privilégiée des gardes rouges

R.F.A. La semaine des quatre jours

سكزا من الالهي

Amériques

PÉROU : obligé d'ajourner un voyage en Europe

Le président Garcia est de plus en plus en difficulté

ÉTATS-UNIS

Une maison de rêve pour le futur retraité Reagan

C'est dans les moments difficiles que l'on voit les vrais amis ! Au moment où Ronald Reagan s'habitue doucement à l'idée de devoir rendre les rênes du pouvoir en janvier 1989 pour reprendre celles de son cheval, un carré d'une vingtaine de ses plus fervents supporters (parmi lesquels quelques virtuoses de l'immobilier) vient d'acheter une maison de rêve à l'intention du président.

Un rêve hollywoodien, bien sûr, avec piscine, pelouse, barbecue, dépendances et vue imprenable sur le quartier chic de Bel Air à Los Angeles. Un quartier bien fréquenté, puisque la future demeure des Reagan au 688 Cloud Road jouxte celle de deux autres actrices célèbres : Liz Taylor, et Zsa Zsa Gabor. Seul « usage » dans ce tableau paradisiaque, le coût du petit pied-à-terre (il n'y a que trois chambres) des futurs retraités : 2,5 millions de dollars...

Les agents immobiliers ont eu beau faire valoir, paraît-il, que c'était la moins chère du quartier, les contribuables américains ont commencé à s'inquiéter. La Maison Blanche a dû se résoudre à publier une mise au point précisant que, selon l'organisme gouvernemental chargé des problèmes d'éthique, « tout était en règle ». En effet, celui qui sera alors l'ex-locataire de la Maison Blanche s'est contenté de signer un bail de trois ans, qui a pris effet le 1^{er} mars. Ronald Reagan aura toutefois une option achat. En attendant, ce qui n'a pas été précisé, c'est le montant exact du loyer que les généreux propriétaires vont lui demander. On ne peut pas lutter contre l'arnât.

Le climat politique est devenu de plus en plus houleux ces dernières semaines au Pérou. Et cela explique la décision du président Alan Garcia d'ajourner un voyage en Europe, prévu du 10 au 14 avril, afin d'assister à un débat important au Parlement.

Désarroi, déception, perplexité : deux ans et demi après son installation triomphale au palais Pizarro de Lima, le président Alan Garcia affronte la grosse croix de la dépression de la crise économique et par le climat persistant de violence insurrectionnelle. Jeune - il n'avait pas trente-six ans en juillet 1985 - dynamique, intelligent, Alan Garcia avait, au début de son mandat, tous les atouts : une popularité exceptionnelle et, à sa dévotion, un parti majoritaire de tendance social-démocrate - l'APRA - pléinissant aux portes du pouvoir depuis soixante ans.

Il se voulait, alors, le président « de tous les Péruviens ». La droite classique était laminée. Et la gauche, divisée, était, en partie seulement, disposée à lui faciliter les choses. Les militaires, résolument hostiles pendant quatre décennies à la conquête légale du pouvoir par l'APRA, mais finalement résignés, étaient muets et plutôt confiants. Deux obstacles pourtant : la situation économique léguée par le gouvernement Belaunde était catastrophique (un taux d'inflation annuel moyen de près de 300 %) ; l'insurrection armée du Sentier lumineux, déclenchée en 1980, était en progression.

A mi-parcours de son mandat - la prochaine élection présidentielle doit avoir lieu en 1990 - le tableau a viré au noir. Les erreurs du gouvernement, ses hésitations, une politique de « colmatage » à la petite

semaine, y sont pour beaucoup. Mais la violence interne, que l'armée et la police ne peuvent juguler, les effets négatifs d'une lourde dette extérieure mal assumée, paralysante, et enfin la démographie galopante, qui précipite des dizaines de milliers de « nouveaux pauvres » dans les faubourgs de Lima et des capitales de départements, sans véritables infrastructures, ont aggravé la montée des périls.

Théoriquement, le Pérou d'Alan Garcia, qui lutte en avril 1988 pour sa survie, est au bord de l'explosion sociale. Trois facteurs contribuent pourtant à freiner des échecs apparemment inéluctables. D'abord, la capacité de souffrance des plus démunis (l'immense majorité), paysans des sierras farouches chassés par la violence, sous-prolétaires et chômeurs à mi-temps des villes surpeuplées ; ensuite, l'existence d'un secteur informel (près de 60 % de la population active), d'un monde de la débrouillardise et de la solidarité qui amortit les conséquences de la paupérisation et de la décomposition de la société ; enfin, le caractère andin de la violence, quotidienne mais plus sourde que celle de la Colombie par exemple. Le Sentier lumineux et l'armée péruvienne se livrent une guerre de patrouilles, avec des petits moyens, des embuscades sans suite, une guerre de choux, cruelle, sanglante, avec massacres indiscriminés et fosses communes des deux côtés.

« Du balcon au volcan »

Le terrorisme reste imprévisible et facteur de déstabilisation. Militants et dirigeants de l'APRA sont dans la ligne de mire, à commencer par le chef de l'Etat, mais les leaders de tous les partis démocratiques et des syndicats ouvriers, les industriels, le sont aussi. La stratégie du

Sentier ne débouche sur rien d'autre que le néant. Ses objectifs politiques restent vides, absurdes. Détruire, dit-il seulement. Mais il est là partout dans l'ombre. Il s'infiltre, ne cesse de gagner du terrain du nord au sud du pays. « Une tache d'huile », dit un général qui admet l'échec des forces de l'ordre tout autant incapables d'ailleurs de réduire la montée en puissance de la mafia de la drogue. Le Pérou se « colombianise ».

Jeune, dynamique, intelligent, populaire, le président péruvien avait tous les atouts. Mais trois ans après son élection, l'anarchie menace le pays.

Face à une telle situation, la faiblesse d'Alan Garcia est d'avoir voulu et de vouloir encore tout faire lui-même. « Un style de gouverner et un style de personnel », « autoritaire et suffisant », disent ses adversaires. Ses voyages à l'étranger, sa participation à de nombreux forums internationaux, sa campagne en faveur de l'intégration latino-américaine, lui ont, en deux ans et demi, donné une stature internationale.

Encore que certains dirigeants de pays importants, comme l'Argentin Alfonso, le Brésilien Sarney et le Mexicain de La Madrid, s'irritent manifestement de voir ce « jeune homme », volontiers arrogant, prétendre donner des leçons. Alors que sa propre maison a besoin d'une sérieuse remise en ordre.

Chez lui à Lima, Alan Garcia a en effet perdu beaucoup d'appuis. L'usure du pouvoir est très forte dans un pays pauvre en proie à de multiples difficultés. Mais la cote d'Alan Garcia dans les sondages est encore relativement satisfaisante. Le

président reste populaire auprès des paysans, des habitants des bidonvilles, des marginaux, bref, de ces 75 % de Péruviens ayant accès à moins de 25 % du revenu national.

Une clientèle séduite par le populisme d'un gouvernement qui a lancé, puis, il est vrai, supprimé, des programmes de soutien assez semblables aux TUC français. Des masses que le parti gouvernemental ramène encore abstraitement pour des meetings d'appui théoriquement spontanés. Alan Garcia avait, au début, pratiqué et même abusé des harangues depuis le balcon présidentiel, le balconazo. Aujourd'hui, une revue d'opposition titre ironiquement : « Du balcon au volcan ». Image un peu forcée, mais c'est vrai que les craquements se multiplient.

Le dérapage économique s'est accéléré à l'automne 1987. La décision d'étatiser le système financier (pourrait déjà contrôler à 80 % par l'Etat) a suscité une tempête politique qui a permis à la droite, écrasée à la présidentielle de 1985, et encore battue aux municipales de 1986, de relever la tête. Cette mesure techniquement inutile, mal appropriée et dont les motivations étaient surtout politiques, a coupé Alan Garcia des industriels, du monde des affaires et des classes moyennes pénalisées. Elle a stoppé une relance déjà menacée, et a rendu indispensable la dévaluation en catastrophe de la fin de l'année. Le Pérou était lourdement endetté. Le gouvernement ne peut guère en outre, compter sur des crédits extérieurs.

Une anarchie généralisée ?

Pour défendre la monnaie, les réserves de la Banque centrale de Lima ont fondu. La récession et l'inflation galopante menacent de nouveau. La pénurie s'installe avec, corollaires obligés, la spéculation et une contrebande effrénée. Le pou-

voir d'achat est en recul grave et le dernier plan d'austérité que ne renierait pas le FMI apparaît déjà insuffisant.

Les partis de gauche, sauf exception, avaient mollement condamné le massacre en juin 1986 des délégués politiques du Sentier lumineux. Ils ont retrouvé leur voix pour dénoncer « l'échec économique du gouvernement ». La droite fait chorus, bien que le plan d'étatisation du système financier ait été sérieusement amendé. Et l'écrivain Mario Vargas Llosa, propulsé au premier rang de la scène politique, fait nettement figure d'outsider pour la prochaine élection présidentielle. L'APRA lui-même est divisé et indécis. Les leaders historiques, comme Luis Alberto Sánchez, ouvertement hostiles au plan d'étatisation, s'efforcent de limiter les « privatisations » d'Alan Garcia. Plus inquiet, de larges secteurs des jeunes artistes, et de la jeunesse universitaire en général paraissent sensibles, aujourd'hui, aux thèses du Sentier lumineux, qui n'hésite plus à descendre dans la rue à l'occasion de grèves ou de manifestations d'étudiants et qui dispose, à Lima, d'un quotidien, très lu et parfaitement légal : el Diario.

Rien n'est joué sans doute. Alan Garcia reste un animal politique, instinctif, ayant le goût de la provocation, aimant surprendre amis et adversaires. Il n'a pas abattu tous ses atouts et il a habilement réorganisé le haut commandement de l'armée. Il joue maintenant à fond la carte populiste, rappelle à Lima les « gogriards » du parti. Comme Hugo Otero, son ancien conseiller et actuel ambassadeur à Paris, pour redresser son « image ». Lourde tâche ! Ce qui menace le Pérou ce n'est pas, comme semblent le redouter l'ancien président Belaunde et Mario Vargas Llosa, le « socialisme de l'APRA », c'est plutôt une anarchie généralisée.

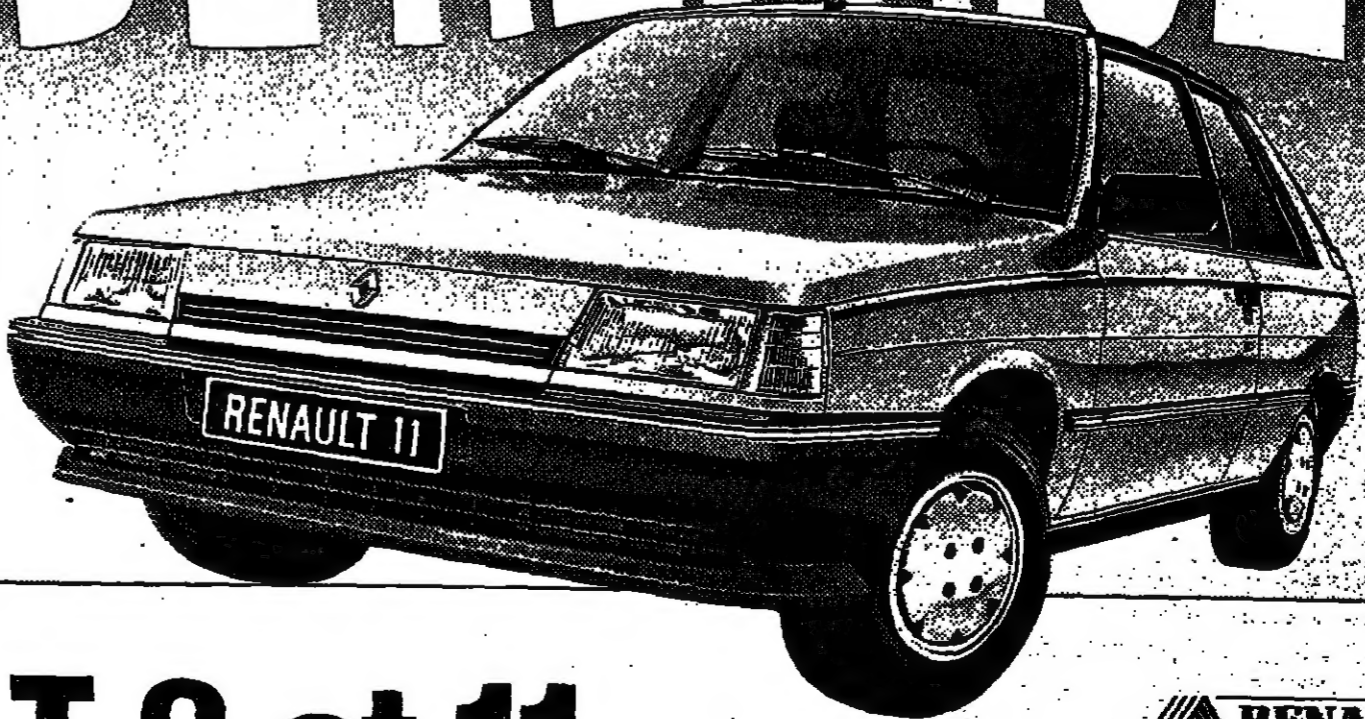
MARCEL NIEDERGAU

ARGUS* + 5000F

Vous possédez votre véhicule depuis plus de 6 mois, Renault vous offre en ce moment une avalanche de reprises. Pour tout achat d'une Renault 9 ou 11 neuve (V.P.) Renault reprend votre ancien véhicule 5000F au dessus de l'Argus*. Du 1^{er} au 30 avril, chez Renault c'est une avalanche de reprises. *Valeur aux conditions générales Argus.

Modèle présenté Renault 11 Spring 1.2 (3 portes). Millésime 88. Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. Diac votre financement. RENAULT présente Elf

UNE AVALANCHE DE REPRISES



RENAULT 9 et 11

RENAULT DES VOITURES A VIVRE

PHILIPES E 0388
ABI
DU 9 AU 17
HALL DE
PORTE DE
BIT
LA DEON

Amériques

HONDURAS

Quatre morts dans une violente manifestation anti-américaine

Quatre personnes ont été tuées dans une fusillade qui a éclaté, le jeudi 7 avril au soir, devant l'ambassade des Etats-Unis à Tegucigalpa, au cours d'une manifestation organisée en réaction à la remise du traficant de drogue Ramos Matta Ballesteros aux autorités américaines. Des témoins ont indiqué que des coups de feu avaient été tirés de l'intérieur de l'ambassade, sans doute à titre d'avertissement, et que les émeutiers avaient riposté avec des pistolets.

Les manifestants, au nombre d'environ trois mille, ont bombardé les bâtiments de l'ambassade avec des pierres et des torches enflammées. Certains sont même parvenus à pénétrer dans les bureaux du consulat. Une partie des locaux a été incendiée.

M. Matta vivait au Honduras après s'être évadé de prisons américaines et colombiennes. Arrêté le 5 avril, il a été envoyé le lendemain aux Etats-Unis alors qu'aucun accord d'extradition n'existait entre les deux pays, la Constitution hondurienne interdisant. Dans un communiqué, jeudi 7 avril, les parlementaires honduriens de toute tendance ont exigé que le gouvernement « demande le retour immédiat de Matta afin qu'il soit jugé au Honduras, dans le cadre de nos propres lois, des délits qui lui sont imputés ». Une radio locale a affirmé que les Etats-Unis avaient exercé des « pressions » sur le gouvernement pour obtenir le traficant, en menaçant de publier des preuves sur l'implication de responsables militaires du pays dans des trafics de drogue. Selon cette même radio, Washington aurait également menacé de suspendre son aide au Honduras. Ces informations ont été catégoriquement démenties par l'ambassade des Etats-Unis. — (AFP, Reuters.)

Europe

URSS

Rencontre de cinéastes polonais et soviétiques sur les « tabous » de l'histoire

Un colloque vient de réunir à Moscou des cinéastes soviétiques et polonais qui ont évoqué ensemble, pour la première fois, les points les plus sensibles de l'histoire des relations entre leurs deux pays.

MOSCOU

de notre correspondant

Nerveux, un haut responsable des affaires culturelles polonaises, s'était déplacé de Varsovie pour suivre cette rencontre à laquelle il ne s'attendait pas. C'est que ni son thème, les « tâches blanches » de l'histoire soviéto-polonaise, ni ses participants, une trentaine de représentants des cinéastes soviétiques et polonais, n'étaient inconnus.

Car les « tâches blanches », c'est le nom de code donné à tous ces chapitres jusqu'à présent tabous des relations entre deux pays membres du même bloc, officiellement amis, mais que les soviets et les non-dits séparément, en fait, très profondément. Sans même remonter jusqu'à l'empire tsariste et aux siècles passés, aucun Polonais n'a oublié jusqu'aujourd'hui ni comment Staline et Hitler s'étaient partagés leur pays en signant, en août 1939, le pacte Molotov-Ribbentrop; ni les déportations de masse qui avaient suivi l'entrée des troupes soviétiques sur leur territoire; ni le massacre, à Katyń, de plusieurs milliers d'officiers polonais par les forces de répression stalinienne. Après, il y

eut encore la passivité soviétique devant l'écrasement par les Allemands à l'été 1944 du soulèvement de Varsovie, puis les conditions d'établissement du régime socialiste officiel, de cela, on ne parle toujours officiellement pas, tandis que les autres chapitres ont été ouverts, depuis quelques mois, par la volonté commune du général Jaruzelski et de M. Gorbatchev.

Le premier souhaiterait se gagner par là une légitimité nationale. Le second aimerait ainsi conforter la position du plus proche de ses alliés au sein du Pacte de Varsovie et tenter également de jeter les bases de relations nouvelles entre la Pologne et l'URSS. Une commission d'historiens a donc été mise en place, mais avance à pas de tortue alors que, parallèlement, la pression monte à Varsovie dans les milieux opposés.

C'est dans ce contexte que les unions des cinéastes polonais et soviétiques avaient décidé d'organiser cette semaine, à Moscou, trois journées de débat sur le « cinéma historique, des tabous à la Glasnost ». Or, sous l'effet de cette même transparence, l'Union des cinéastes est devenue en URSS, l'un des premiers bastions du renouveau et pour ce qui est de l'organisation des cinéastes polonais, le moins qu'on puisse dire est que le général Jaruzelski n'y compte pas que des partisans. Il y est, à Varsovie, casuellement, des grincements et des hésitations mais la réunion s'est tenue « dans une atmosphère, disent les participants polonais, de totale

liberté de parole ». Aucun fait n'a été laissé dans l'ombre. Présents, des historiens russes de la commission officielle se sont fait rabrouer par leurs propres compatriotes quand ils ont timidement essayé de faire valoir qu'il faudrait encore faire des recherches sur Katyń avant d'en arriver à des conclusions définitives.

Le leitmotiv des interventions tant polonaises que soviétiques était que les « barrières ne pourraient être levées entre les deux Nations tant que toute la vérité n'aurait pas été dite ». Cité polonaise, on a multiplié les témoignages personnels directs mais en insistant sur le fait que « tout cela s'était produit dans le cadre d'un système totalitaire contre lequel nous luttons vous et nous ». Cité russe, la réponse était que les faits n'étaient que trop vrais et honteux mais que cette souffrance avait aussi été celle de la Russie et que la vérité était la première arme contre le renouvellement de l'horreur.

On se retrouve en septembre à Varsovie pour un nouveau débat sur le « stéréotype polonais » dans le cinéma soviétique d'avant-guerre. Il y a des projets de films communs dans l'air et les sourires des Polonais en disent long sur l'importance de ce qui vient de se passer : les intellectuels de ces pays ont, pour la première fois, tenté de prendre en charge le destin forcément lié de leurs Nations.

Ce n'était qu'un colloque, mais il marque une date.

B. G.

HONGRIE

L'afflux de réfugiés roumains provoque des tensions entre Budapest et Bucarest

VIENNE

de notre correspondant

Deux événements sont en train de raviver le vieux différend entre Budapest et Bucarest sur la minorité magyar en Transylvanie : l'afflux de milliers de réfugiés roumains de souche hongroise vers la Hongrie, et la décision du gouvernement roumain d'interdire aux minorités d'utiliser les noms hongrois pour les villes qu'elles habitent en Roumanie. Jamais les relations entre Budapest et Bucarest n'ont été aussi tendues.

Le premier ministre hongrois, M. Károlyi Grosz, a lui-même révélé à la mi-mars, en recevant des représentants des Eglises, qu'au moins dix mille Roumains avaient fui leur pays à cause des conditions de vie difficiles et d'une assimilation forcée pour se réfugier en Hongrie. Ce chiffre s'est considérablement accru depuis et atteint, selon des sources hongroises, treize mille personnes enregistrées. Selon des estimations non officielles, ce chiffre serait cependant beaucoup plus élevé.

« Incompréhensible et inadmissible »

Confronté au « phénomène regrettable » des réfugiés roumains, comme le dit M. Grosz, le gouvernement hongrois a débloqué, fin mars, des crédits de 300 millions de forints (environ 35 millions de francs) pour alimenter un fonds d'aide pour des « étrangers temporairement installés » en Hongrie. L'accueil de réfugiés venant d'un pays « frère » n'est pas prévu dans les règles de bonne conduite entre pays communistes.

Au début de cette semaine, une nouvelle parvenue à Budapest a « inquiété l'opinion publique hongroise » selon le quotidien du gouvernement Magyar Hirlap. En Roumanie, les journaux des minorités imprimés notamment en hongrois et en allemand n'ont désormais plus le droit d'utiliser les noms hongrois et allemands des villes — comme il

était d'usage dans le passé — mais doivent les appeler par leurs noms roumains.

« La Roumanie étant un Etat national unitaire, il est naturel d'utiliser pour les noms des localités la langue officielle de l'Etat », fait-on valoir de source autorisée roumaine.

Mais pour Magyar Hirlap, cette mesure « incompréhensible et inadmissible » constitue une « violation flagrante des droits fondamentaux des minorités ethniques ». Outre les Hongrois, vivent en Roumanie des Allemands, des Ukrainiens, des Croates et des Russes. Le même quotidien a révélé que l'ambassadeur de Hongrie à Bucarest n'avait pas été autorisé à adresser cette année à la minorité hongroise à la télévision le jour de l'anniversaire de la libération de la Hongrie en 1945, comme il l'avait fait dans le passé.

Les enjeux de l'aménagement du territoire

Une autre source d'inquiétude pour les Hongrois, susceptible d'accroître l'exode des membres de la minorité hongroise, est le plan d'aménagement du territoire que le gouvernement roumain est sur le point de mettre en œuvre.

Selon le quotidien du Front patriotique populaire Magyar Nemzet, ce plan prévoit « la démolition pure et simple de localités classées comme petites » c'est-à-dire des centaines, voire des milliers de villages roumains peuplés de Hongrois, d'Allemands et d'autres minorités.

Ce projet s'inscrit parfaitement dans la politique de brassage de la population au nom des nécessités économiques poursuivie par les autorités roumaines depuis des décennies. Sous prétexte de ne pas disposer de suffisamment d'élèves hongrois, le nombre des écoles et lycées hongrois a été progressivement réduit et les universités hongroises fermées.

WALTRAUD BARYLLI.

Du bon usage de la « glasnost »

Une note de service diffusée le jeudi 7 avril, par l'agence Tass à l'attention des médias soviétiques a fourni un exemple des consignes précises que ceux-ci sont appelés à suivre pour la « couverture » d'un événement. Cette note a été l'attention des rédactions, transmises sur le fil intérieur de l'agence officielle, concerne le premier Congrès de la société sportive des syndicats soviétiques, qui devait avoir lieu les jours suivants à Moscou. Elle précise que huit parmi les principaux journaux centraux — dont le Pravda, l'organe du PCUS, et les Izvestia, le quotidien

du gouvernement, — « ainsi que les quotidiens de journaux et sportifs de grand format » édités dans les Républiques fédérées « publient sur la première et la seconde journée des travaux du Congrès un compte rendu de Tass d'un volume de quatre à six pages dactylographiées incluant un résumé du rapport d'introduction ».

Les quotidiens Sovjetski Sport et Troud (organe des syndicats) « publient [...] des textes préparés par eux-mêmes, d'un volume n'excédant pas une page de journal ». Ils publient également « les

documents du Congrès et la composition des nouveaux organes dirigeants ». Les autres journaux, poursuit la note, « publient un compte rendu de Tass [...] d'un volume n'excédant pas une page et demie » dactylographiée. La télévision et la radio « diffusent une information sur le déroulement des travaux du Congrès et des interviews avec ses participants ». Enfin, les interventions des délégués des Républiques et des régions « sont publiées au gré des comités locaux du parti », dans la presse régionale. — (AFP.)

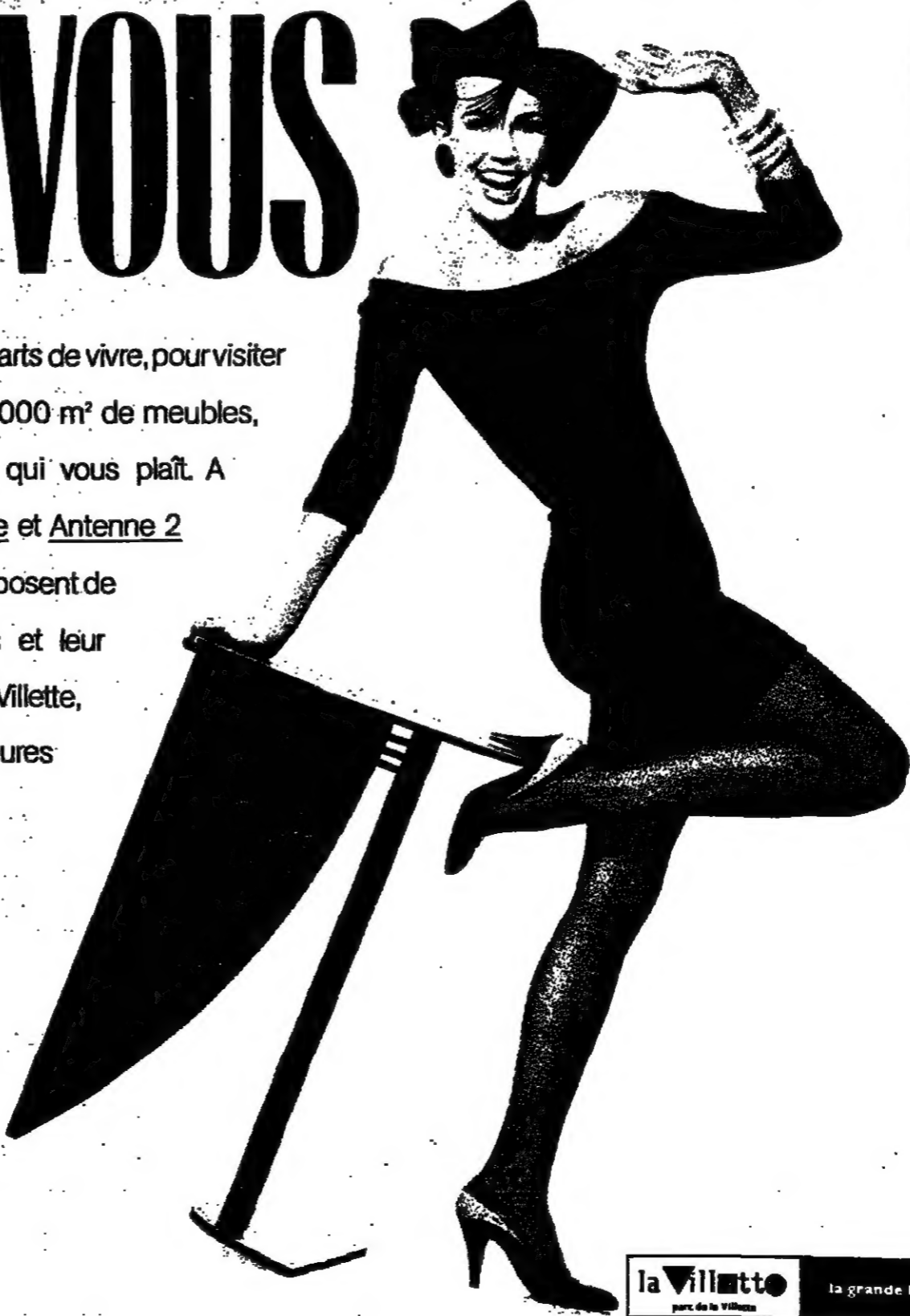
HABITEZ-VOUS

Habiter 88 : un salon pour rencontrer de nouveaux arts de vivre, pour visiter cinq maisons à l'heure du futur, pour découvrir 11 000 m² de meubles, d'idées, de créations, et pour acheter tout ce qui vous plaît. A l'occasion de ce Salon, la Maison de Marie-Claire et Antenne 2 dans l'émission "Fête commé chez vous", vous proposent de participer au grand jeu concours "8 créateurs et leur maison". Salon Habiter 88, Grande Halle de La Villette, de 11 heures à 20 heures, nocturne jusqu'à 22 heures les mardi et vendredi.

DU 9 AU 17 AVRIL
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE
M^e PORTE DE PANTIN

habiter 88

LE SALON DE LA CREATION DANS LA MAISON



la Villette

la grande halle



سكننا من الامم

حکذا من الاجل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

François Mitterrand a écrit à « tous les Français ». Pas aux Françaises ? Et pourquoi pas « Bonjour chez vous ! » pendant qu'il y était ? Il est vrai que le président de la République ne connaît que des « compatriotes », mot neutre. C'est trop comode.

A propos : ceux — celles ? — qui n'ont pas reçu la Lettre du président peuvent la lui demander. Il la leur adressera « personnellement », a annoncé son état-major de campagne. Du pain sur la planche...

La chef de l'Etat, pour réparer son omission du fatidique « e » muet, pourrait inviter le patronage de M^{me} de Sévigné. Ce serait une délicate attention qui pourrait lui rallier au moins les suffrages des tantes du petit Marcel de Proust. Ce n'est pas à négliger, même quand on dispose d'une avance dans les intentions de vote féminines, car, en face, on ne chôme pas

pour séduire la duchesse, M^{me} Verdun, et même Odette, sans oublier François.

Raymond Barre « fait confiance » à toutes, mais on devine sa préférence pour le bout de mode. La cuisinière bourgeoise a encore ses fans, après tout. C'est d'un

Paris-Match nous remet ça. Le premier ministre y accorde une interview à Claude Chirac, dont le rôle n'est plus à rappeler depuis qu'elle a réconcilié son père et la jeunesse en le mêlant à la venue en France de la chanteuse Madonna, l'été dernier.

rand et Eve Barre, a déclaré, le mercredi 6 avril, qu'elle refuse de s'« ériger en conseiller politique » et que, si son mari devient président de la République, son rôle à elle sera d'être « efficace, en s'intéressant de très près aux questions sociales, et discrète, car l'épouse du chef de l'Etat ne doit aucune légitimité populaire et doit, donc, rester à sa place ».

Danielle Mitterrand a déclaré, jeudi, à Antenne 2, qu'elle se veut « une Française libre » qui « doit pouvoir dire ce qu'elle pense ». Elle pense notamment ceci : « Depuis quelques mois, a-t-elle indiqué, nous avons tous conscience, même s'il ne nous avait rien dit, qu'il ne pourrait pas faire autrement. » Il s'agit, bien sûr, de François Mitterrand et de sa candidature à un nouveau mandat présidentiel.

fiatour pour ceux qui aspirent aux suffrages de leurs concitoyens. Il y a belle lurette qu'on sait ce qu'il en est pour Jean-Marie Le Pen et l'épouse qui s'est séparée de lui. Le mensuel Globe ne se lasse pas d'entendre Pierrette Le Pen parler dans des termes qui n'excluent pas non plus une certaine vulgarité de son ex-grand homme. Elle donne quelques informations sur les relations de son ex-mari avec M. Barre. Jean-Marie, lui, commence à l'avoir mauvaise. Il a saisi la justice, aux fins, pour celle-ci, de saisir le journal.

Le juge, Gérard Puyvetta, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, scotant en référé la demande du président du Front national et de ses filles, a refusé, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'y faire droit. Pierrette peut donc continuer à briser le vaisselle au public.

Le regard féminin n'est pas toujours

Récit du service politique.

L'« e » muet

autre style que celui de l'œil de velours que Jacques Chirac affiche depuis des semaines sur tous les murs. Le candidat du RPR songerait-il à arriver par les femmes ? Sans complexe, il invite les « sennes » à lui rendre témoignage de son charme. Jacques Chirac s'offre donc à tous les yeux sous ceux, auxquels les butors seuls résisteraient, de sa fille Claude.

Dans la même veine, M. Chirac confie que son émission de télévision préférée est « le journal télévisé en général, celui des « Nuls » en particulier ». Or, à ce chaud : il aurait pu énoncer l'inverse.

Au journal télévisé d'Antenne 2 — le plus antichiracien de tous, selon l'entourage du premier ministre — Bernadette Chirac, interrogée comme Danielle Mitter-

Déboussolés !

NOUS vivons décidément une étrange campagne électorale. Une campagne à nulle autre pareille, et surtout pas à celle de 1981.

Il y a sept ans, les électeurs étaient invités à participer à un débat fondamental autour d'un maître-mot : le « changement ». La gauche prétendait « changer la société », voire « changer la vie ». La droite l'accusait de fomenter la « révolution », mais vantait le « changement dans la continuité ». Les uns vivaient dans l'espoir, les autres dans la crainte ; l'enjeu, en tout cas, passionnait.

Aujourd'hui, qui parle encore de « changement » parmi les principaux candidats à la charge suprême ? Personne, sauf le chef de file de l'extrême droite, qui a toujours donné à ce mot une signification très spéciale.

La mort-à, en ce moment, c'est, au contraire... l'« immobilisme » ! Les partisans des deux ténors de la majorité n'avaient que ce terme à la bouche, le jeudi 7 avril, pour qualifier

le projet présidentiel de leur ennemi, « révolutionnaire » d'hier.

Il faut croire que M. Mitterrand possède aussi des dons d'ensorcelleur pour tenter d'expliquer comment il est parvenu, en deux semaines, à déboussoler MM. Raymond Barre et Jacques Chirac, en les prenant à contre-pied à chacune de ses interventions.

Ce jeudi soir, le spectacle était particulièrement cocasse. Au micro de RTL, le candidat de l'UDF a critiqué la Lettre à tous les Français, du président-candidat avec dans le ton... une modération confondante. Aux yeux de M. Barre, M. Mitterrand n'est plus qu'un socialiste « implicite », vrai porteur de « conservatisme », bref, un banal social-démocrate, au pis un radical-socialiste, mais sûrement plus cet homme « dangereux » que dénonçait M. Chirac.

Le président-candidat peut remercier l'ancien premier ministre. En admettant honnêtement ses « convergences » avec M. Mitterrand, en

particulier sur certaines questions institutionnelles et sur l'opportunité d'inscrire dans la Constitution les moyens de régler une fois pour toutes les controverses sur le fonctionnement du système audiovisuel. M. Barre a bien aidé M. Mitterrand à élargir son audience électorale vers le centre du paysage politique. De même, en réclamant des « droits d'auteur » sur plusieurs des propositions faites par celui-ci, il n'a fait, somme toute, que valoriser davantage le contenu du projet de son adversaire.

Un Chirac des mauvais jours

Même s'il s'en défend, M. Barre a, de toute évidence, intégré dans son attitude la perspective d'un insuccès. En témoigne non seulement la bonne volonté qu'il a manifestée, au micro de RTL, quand il a donné à ses commentaires sur la mise de M. Mitterrand une priorité sur la défense de son

propre projet, mais aussi le caractère désabusé de certaines de ses déclarations à paraître samedi dans le Figaro-Magazine, auquel il confie volontiers qu'« une défaite, en politique, ce n'est pas terrifiant ».

Du coup, la prestation de M. Chirac à « L'heure de vérité » d'Antenne 2 n'est apparue que plus déprimée. Est-ce à cause de son embarras devant les questions incisées qui lui étaient posées, sur les affaires économiques et financières, par le directeur de l'Expansion, Jean Boissonnat ? Est-ce parce qu'il est désemparé par le peu d'impact, à en croire les sondages, de sa campagne contre les arrière-pensées qu'il prête au président-candidat ? Toujours est-il que par son insistance à vouloir réduire sa confrontation avec M. Mitterrand à un choc manichéen, M. Chirac (qui ne voulait pas potenti-quer mais qui n'a pu pourtant y échapper) a offert aux téléspectateurs, par contraste avec la réaction de M. Barre, une vision archaïque de la campagne.

C'était le Jacques Chirac des mauvais jours, mêlant les approximations aux caricatures et aux incohérences. Ce fut le cas, en particulier, quand il invoqua son refus de réviser la Constitution pour justifier son opposition aux propositions de M. Mitterrand relatives à l'audiovisuel, quelques instants à peine avant de dire qu'il faudrait de toute façon modifier la Constitution pour élargir le champ du référendum... Jacques Chirac, le hussard, s'abrite au clair, mais chargeait avec tellement d'ardeur qu'il ne pouvait que s'isoler davantage, dans la bataille du premier tour, des électeurs modérés... orientés par M. Barre vers M. Mitterrand.

Le président-candidat, dont l'épouse disait jeudi sur Antenne 2 qu'il a encore le temps de s'inquiéter de la santé de ses plantations landaises de dahlias, pourrait partir à Rennes le cœur léger, vendredi soir, pour le premier meeting de sa campagne... en particulier.

ALAIN ROLLAT.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES RETRAITÉS

Avec notamment des articles de :

P. MAUROY, G. JOHANET, J. FRANCESCHI, P. BEAU

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (90 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



ASSOCIATION FRANÇAISE RAOUL FOLLEREAU
Ordre de la charité

L'Association française Raoul Follereau et Médecins du Monde s'adressent aux Candidats à la Présidence de la République



Médecins du Monde et l'Association française Raoul Follereau regroupent à elles deux plus de 600.000 donateurs. Elles interviennent en France et dans 30 pays. Leur budget global représente 30 % du financement total de l'aide privée au Tiers Monde.

Au moment où vous vous présentez devant le suffrage de tous les français pour la magistrature suprême, nous voudrions savoir si vous partagez l'ambition qui est la nôtre : mieux aider le Tiers Monde.

Il s'agit à la fois d'une vision réaliste et d'un idéal qui nous paraissent absents des débats dans la campagne présidentielle.

On parle de l'Europe et de l'horizon 92, mais sans s'adresser au cœur des Européens. Or certaines ambitions - certains espoirs - présents dans la jeunesse des pays européens trouvent leur expression privilégiée dans la vie associative en particulier.

L'avenir de l'Europe passe par le développement du Tiers Monde. Eux et nous sommes concernés.

Pour notre part, nous souhaiterions mettre l'accent sur :

1. l'organisation des rapports entre l'aide publique et l'aide privée,
2. la fiscalité des associations,
3. la fiscalité des dons,
4. l'organisation du mécénat humanitaire.

1. Vous n'ignorez pas que les rapports entre le public et le privé ressemblent aux rapports existants entre le « pot de fer et le pot de terre » et que les structures de concertation, même lorsqu'elles existent, n'ont aucun pouvoir de décision.

A l'heure de l'Europe où la coopération publique des pays voisins s'appuie, non seulement sur l'administration mais, de plus en plus, sur des organismes privés, nous souhaiterions une évolution semblable en France.

Notre première question est celle-ci :

- Accepteriez-vous, lorsque vous serez élu, de confier aux volontaires des organismes privés, présents sur le terrain, une plus grande partie de l'aide au Tiers Monde ?

2. Nos recettes étant constituées par des dons, nous ne sommes par assujettis à la TVA. Mais nous la payons sur nos dépenses en France. De plus, tous les salaires versés à nos personnels sont soumis à la taxe sur les salaires qui s'élève jusqu'à 13,5 %.

Notre deuxième question est celle-ci :

- Accepteriez-vous, lorsque vous serez élu, de supprimer la taxe sur les salaires et d'envisager une exonération de la TVA qui frappe les associations privées d'aide au Tiers Monde pour leurs dépenses en France ?

3. L'autre aspect fiscal concerne les avantages accordés aux particuliers et aux entreprises. Si la loi, dite « loi Balladur » améliore la situation, nous sommes encore très loin de nos voisins européens.

Notre troisième question est celle-ci :

- Accepteriez-vous, lorsque vous serez élu, d'élever les seuils de déduction pour atteindre les niveaux européens ?

(Ceci, tant pour les particuliers que pour les entreprises, soit sous forme de déduction du revenu ou du bénéfice brut, soit sous forme de réduction d'impôt. A titre d'indication, il faut porter de 5 à 25 % les déductions sur les revenus des particuliers et de 3 à 5 % du chiffre d'affaires les déductions sur le bénéfice brut des entreprises. S'il s'agit d'exonération d'impôt, le plafond sera fixé à 50 % dans la limite de 20 % des revenus).

4. Enfin, notre quatrième question est celle-ci :

- Accepteriez-vous, lorsque vous serez élu, de mieux établir les règles qui définissent le label « Grande Cause », le calendrier des quêtes, l'accès à la télévision publique et de renforcer les avantages y afférents ?

Cette lettre sera publiée dans la presse française ainsi que votre réponse dès qu'elle nous sera parvenue.

Dans l'attente de votre réponse, dont nous vous remercions, Nous vous prions d'agréer, l'expression de notre haute considération.

Bernard Kouchner André Récipon

B. Kouchner
A. Récipon

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

« La France n'a pas besoin d'un chef d'Etat qui prétend ne rien faire »

déclare M. Jacques Chirac à « L'heure de vérité »

M. Chirac était, le jeudi 7 avril, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2.

Interrogé sur la lettre de M. Mitterrand, M. Chirac répond : « La lettre est bien écrite. Je trouve que le projet est flou, qu'il est vague et que, au total, il est surtout porteur d'immobilisme. Il n'y a rien qui change. On n'a rien dit de bien fait, c'est moi qui l'ai fait, ce qui n'est pas mal fait, c'est la faute des autres, ou des experts qui m'ont mal conseillé, comme pour le chômage, et ce que je ferai demain, eh bien ! c'est ce que vous voudriez, on verra. »

En 1981, M. Mitterrand avait quelque chose à dire. Il nous donne le sentiment d'avoir eu, en fait, de n'avoir rien à dire. Et c'est un peu inquiétant. Et c'est inquiétant notamment venant de quelqu'un qui a fait une très longue carrière politique, et qui, sur toutes les grandes affaires intéressant notre pays, s'est toujours trompé. Il s'est trompé en combattant violemment les institutions avant de s'y rallier en 1981. Il s'est trompé en combattant violemment la force de frappe. Il a indiqué que c'était dramatique, que ça isolait la France. Il s'y est rallié en 1981 ; mais enfin, il s'était trompé. On serait la France et on l'avait suivi sur ces deux grands

sujets ? Il s'est trompé en 1981 lorsqu'il a cru qu'on pouvait faire de la relance de la consommation, des nationalisations, alors que tous les grands pays autour de nous faisaient exactement le contraire, même les socialistes, et privatisaient. Il s'est trompé sur cette stupide affaire de l'école, cette querelle absurde de l'école.

Un président en pantoufles

M. Mitterrand ne s'est pas trompé depuis deux ans, pour une bonne raison, c'est qu'il n'a rien dit et qu'il n'a rien fait. Et ma conviction c'est qu'il sera battu. La politique c'est en général une bataille. Gérer un pays c'est aussi un combat face à un monde difficile. On ne gagne pas une bataille en rêvant en quelque sorte au coin du feu. On ne s'engage pas dans l'avenir en chaussant ses pantoufles.

A propos du minimum social pour les plus pauvres proposé par M. Mitterrand, M. Chirac explique : « Le problème est de savoir comment est donné ce minimum. M. Mitterrand dit : on va simplement distribuer des allocations.

Non. Ça, ce n'est pas mon projet. Je dis : l'homme a besoin de se nourrir, mais il a aussi besoin de dignité. Et cette dignité ne peut lui être donnée que par le travail. Quand un homme revient chez lui le soir, vis-à-vis de sa famille, ou vis-à-vis de lui-même, il ne peut pas revenir simplement en disant : j'ai été touché mon allocation au guichet. Il faut qu'il dise : je l'ai gagnée.

Ce qu'il faut, par conséquent, c'est assurer, non pas assurer un revenu minimum, mais une activité minimum garantie. Cette activité peut être modeste. Elle peut être une activité de formation. Elle peut être une activité de réinsertion. Mais il faut qu'on aide les gens à faire l'effort nécessaire pour qu'ils aient à nouveau la dignité, en échange de quoi on leur donne le minimum. C'est une grande différence entre la conception de M. Mitterrand, qui est la conception de l'assistance, et ma conception, qui est celle de la dignité de l'homme.

Il ajoute : « La réponse financière de M. Mitterrand ne tient pas debout ». Il faudrait alors « élargir la base ou l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes

et en faire en réalité un impôt supplémentaire sur tous les patrimoines moyens. Il y a une autre raison : l'Europe, cela veut dire la libre circulation de capitaux. Or l'impôt sur le capital en France est sensiblement plus élevé aujourd'hui que dans la moyenne des pays européens, 40% de plus, et il est près du double de celui que paient les Allemands. Si nous augmentons encore l'impôt sur le capital en France, eh bien ! tout naturellement, le capital se déplacera de la France vers l'Allemagne et les autres pays ».

La proposition de M. Mitterrand lui paraît donc « démagogique et absurde ». « L'adhésion de M. Mitterrand à l'Europe est purement spéculative et intellectuelle », dit-il, car « il n'en tire pas la moindre conclusion sur le plan de sa politique ».

« Mauvaise foi et ignorance »

Concernant l'adhésion de l'Espagne au Marché commun, M. Chirac affirme : « Je n'ai jamais dit qu'on négocierait ça

J'ai dit qu'on reverrait un certain nombre de modalités strictement agricoles, ce qu'on a fait. »

A propos de la cohésion sociale, il déclare : « Je ferais remarquer à M. Mitterrand que depuis que mon gouvernement a été formé, le nombre de jours de grève, qui sont une expression de la cohésion sociale, a baissé : plus de 1 500 000 entre 1981 et 1985, un peu moins de 1 million en 1986. » Il ajoute : « Nous devons affronter un défi important. Non pas de faire une sorte de déficit transitoire, mais de faire un déficit définitif. Nous avons besoin de nous rassembler dans l'effort. »

Interrogé sur ses propos concernant le racisme, M. Chirac précise : « J'ai dit à Marseille que je comprendrais parfaitement le « ras-le-bol » qui a saisi un certain nombre de Français lorsqu'ils ont vu une politique de 1981 à 1985 qui s'est caractérisée par le développement du chômage et de la nouvelle pauvreté, par le développement de la nouvelle migration officielle et clandestine, par le développement de l'insécurité, c'est-à-dire de la délinquance, de la criminalité et du terrorisme. »

A propos du mouvement étudiant de décembre 1986, il recon-

naît : « Je regrette certaines erreurs de mon gouvernement, qui sont d'ailleurs mes erreurs, en réalité. J'ai eu tort de mettre dans un texte de loi un certain nombre de mesures, qui, par ailleurs, étaient de bonnes mesures et qui auraient pu tout naturellement être mises en œuvre, sans avoir besoin de texte de loi. »

Répondant aux reproches de M. Mitterrand sur sa politique de recherche, il a expliqué : « M. Mitterrand a parlé avec une mauvaise foi pudique, ou plus exactement une ignorance des faits, comme d'habitude, car s'il avait pris tout simplement les chiffres budgétaires, il se serait aperçu qu'en deux ans le rythme de la croissance de la recherche a été supérieur à celui des cinq années précédentes. Il s'est fondé pour cela sur un ajustement que nous avons fait dans le premier texte financier collectif de mon gouvernement, en raison de l'importance de la trisomie d'un certain nombre d'organismes. Ensuite, nous avons redéployé tout cela et augmenté très sensiblement notre budget de la recherche : 10% en 1988. »

Confiance

M. CHIRAC ne pouvait demeurer en retrait par rapport aux crises éditoriales tout au long de la journée du jeudi 7 avril, pour tous les membres de la majorité au contenu de la lettre à tous les Français. Il ne pouvait pas être moins sévère que M. Barre ne l'avait été dans un entretien à RTL en fin d'après-midi, alors que l'essentiel des reproches du président-candidat visait de façon tout à fait directe et explicite et sur un ton pugnace le premier ministre-candidat.

M. Chirac ne pouvait pas utiliser à l'égard de son adversaire politique des formules aussi percutantes, imagées et polémiques que celles choisies le matin même par son porte-parole, M. Alain Juppé, ni relire les cinquante-neuf pages du Livre noir de l'Etat-PG tout juste diffusés par le RPR pour retourner aux socialistes - chiffres et fonctions à l'appui - la démonstration de la « mésintelligence » du parti du président sur l'Etat pendant cinq ans.

En contrepoint, pour le deuxième « Heure de vérité » de la campagne électorale, M. Chirac a choisi à la fois de réfuter les imputations de M. Mitterrand et de développer son propre programme. Tout au long de l'émission, chaque dénonciation avait pour contrepoint la démonstration inverse. Il est vrai que M. Mitterrand s'est volontairement offert à cette réplique. Par sa lettre et surtout par les condamnations qu'elle provoquent, il se rattache à lui-même la proclamation définitive qu'il s'imposait - malgré tout - envers un président de la République en exercice. Désormais, il devient - volens nolens - un candidat parmi d'autres. Mais aussi, de par la détermination du titre en jeu, le candidat-cible par excellence, érigé même son premier ministre en « challenger » privilégié.

Match nul

Sur le mode calme, apaisé et réticent auquel il a habitude ses auditeurs depuis le début de sa campagne et devant un public rassemblé en de ses meetings provinciaux, M. Chirac a donc lancé quelques formules destinées à toucher en profondeur au-delà de l'effet immédiat. Ainsi non seulement le projet de loi Mitterrand est « flou, vague et porteur d'immobilisme », ce que d'autres ont également dit, mais il émane de « quelqu'un qui a fait une

très longue carrière politique et qui sur les grandes questions s'est toujours trompé », d'un homme dont on peut craindre les « combines », puisqu'il « a été et très longtemps ministre sous la IV^e République ». Ou encore : « On ne gagne pas en rêvant au coin du feu et on ne s'engage pas en chaussant des pantoufles. »

On a aussi entendu parler d'une proposition « démagogique et absurde » à propos de la restauration de l'impôt sur la fortune ou d'un « argumentaire de bande dessinée » pour le resta.

Si M. Chirac a souligné le rôle personnel qu'il a pris dans la conduite de la politique étrangère et de défense depuis 1986, c'est qu'il n'a pas voulu laisser apparaître l'idée que M. Mitterrand aurait essaié un monopole dans ce domaine. Mais, sur ces points, sa polémique a été volontairement limitée. Tout au plus a-t-il admis qu'il n'avait pas de divergences avec le chef de l'Etat, puisque ce dernier est, selon lui, « un converti récent » aux idées de de Gaulle. Une réponse aimable, en somme, à l'hommage rendu par M. Mitterrand aux « ouvriers de la dernière heure ». Match nul !

En revanche, M. Chirac a convenu qu'il avait commis des « erreurs », qu'il regrette, avec la loi Devaquet, il admet volontiers que les circonstances ont changé depuis 1978 lorsqu'il redoutait que la France ne devienne la « vassale » des « marchés » dans l'Europe. Il a su aussi se montrer tout à tour optimiste et documenté pour parler de l'emploi, de la fiscalité, de l'investissement, convaincu et ému pour évoquer la « dignité » à rendre aux marginaux, indigné pour accuser les socialistes de « mettre la main sur tout », un peu condescendant pour assurer M. Barre de son « amitié », et surtout ému pour affirmer que le candidat socialiste serait battu.

Par sa résolution, sa combativité, son dynamisme, M. Chirac a tenté d'illustrer son nouveau comportement public (la sérénité et le « volens »). Il s'est efforcé de séduire largement l'électorat de la majorité en refusant les clichés d'œuf cocornotiques à l'autre camp. Enfin, avant même le premier tour, il s'est placé en position de dialogue ou plutôt de duel avec le président sortant.

ANDRÉ PASSERON.

En déclarant que pour lui « la TVA n'était pas la priorité des priorités », M. Jacques Chirac a pour la première fois clairement annoncé sa conception du marché unique européen à l'horizon 1993. Le marché unique prévoit - depuis qu'a été signé l'accord de Luxembourg de décembre 1992 - un espace sans frontières, et notamment bidon sans frontières fiscales, l'idée générale étant de relancer la construction de l'Europe.

Commerce extérieur et investissement

L'année 1987 a été une année noire pour notre commerce extérieur. En 1986, c'était la première fois depuis 1969, le solde des produits manufacturés a été déficitaire (- 7,5 milliards de francs). Pour M. Chirac, cela tient au fait que nous importons beaucoup, notamment des biens d'équipement professionnels qui témoignent de la reprise de nos investissements. Cette affirmation est vraie en partie mais elle est difficile à évaluer correctement du fait que le matériel militaire fait partie du poste équipement professionnel.

On retiendra tout de même que les biens d'équipement civil sont en déficit de 2 milliards de francs en 1987 contre un excédent de 9 milliards en 1986. Toutefois, il a déjà été souligné que la situation s'est surtout aggravée dans les biens intermédiaires et dans les biens de consommation. L'INSEE note que, en moyenne annuelle, les pertes de parts de marché intérieur et étranger se sont poursuivies en 1986 comme en 1987 et que notre déficit manufacturier a continué de s'alourdir vis-à-vis de la communauté européenne. On assiste cependant à un redressement au second semestre de 1987.

Quant aux investissements

Marché unique et TVA

L'une des difficultés qui s'opposent au projet est son coût pour l'Etat français qui devra réduire les taux de la TVA plus élevés en moyenne qu'à l'étranger. Il en coûterait grosso modo une centaine de milliards de francs si nous devons nous aligner sur les taux les plus bas (en RFA le taux normal est à 14% et à 12% en Espagne et au Luxembourg contre 18,6% en France qui de surcroît a deux taux majorés à 33% et à 28%).

productifs, ils ont augmenté de 4% en volume tant en 1987 qu'en 1986. Cela suffit-il à nous placer au titre des pays de l'OCDE, comme l'affirme M. Chirac ? La réponse n'est pas évidente. Selon les perspectives économiques, les investissements seraient augmentés en moyenne, pour les 24 pays qui composent l'organisation, de 5,8% en 1986 et 6% en 1987.

Recherche : un trou de mémoire

M. Jacques Chirac a la mémoire courte. Lorsqu'il se pose en champion de la recherche scientifique, il fait preuve d'une capacité d'oubli peu commune. Son gouvernement n'a-t-il pas, en effet, dès son arrivée au pouvoir, fait porter à la recherche, tous ministères confondus, plus de la moitié (54%) des annulations d'autorisations de programmes décidées par les services du budget ? Une partie de ses amis n'a-t-elle pas tenté, contre l'avis de M. Alain Devaquet, de démanteler tout à la fois le CNRS, l'INSERM, l'INRA, l'ANVAR et quelques autres ?

Reconnaissons-lui cependant d'avoir finalement préservé l'unité de ces organismes, mais abstenons-nous de le suivre

Le coût serait d'une soixantaine de milliards de francs - ce qui est beaucoup - si les pays à taux bas faisaient une partie du chemin en ramenant leur fiscalité à la nôtre. Le point de rencontre se ferait aux alentours de 15% pour le taux normal et de 6% à 7% pour le taux réduit.

Cet effort de baisse n'est pas impossible à réaliser si l'objectif du marché unique passe bien d'abord par l'abolition des frontières fiscales. Encore qu'il faille bien voir que contrairement à ce qui se passe avec l'impôt sur le revenu dont le rendement peut augmenter même que les taux diminuent (effet d'élasticité), une réduction de la TVA privait définitivement l'Etat de ressources importantes.

Mais M. Chirac a, jeudi soir, confirmé de la façon la plus nette ce qu'il avait déjà dit M. Balladur, le rapport Boixau et le CNP (Conseil national du patronat français) : l'harmonisation des taux de TVA est, à terme, nécessaire, mais d'autres réformes passent bien avant. Le premier

ministre a cité les « rémanences » (la TVA n'est pas déductible sur tous les biens, notamment le gas-oil), la réduction du déficit budgétaire, la baisse de l'impôt sur les sociétés, la baisse de l'impôt sur le revenu, l'harmonisation de la fiscalité sur l'épargne, « essentiellement à ses yeux ».

« La TVA n'arrive qu'en cinquième position », a précisé M. Chirac, qui, sur ce point, s'oppose totalement aux vues de M. Barre. L'actuel premier ministre n'a probablement pas tort, ne serait-ce que pour une bonne raison : la RFA n'a pas du tout prévu de relever ses taux de TVA au cours des prochaines années pour tendre vers les nôtres.

L'effort, apparemment, devrait venir surtout de la France. Notre pays abandonnerait d'importantes recettes fiscales sans que l'effet en soit équilibré par la stimulation des échanges, la croissance, l'investissement. Seule la consommation des ménages y trouverait son compte. Mais est-ce cela qui fait visier en priorité ou l'investissement ? A. V.

J.-F. A.

Lexique

renoncement et les auxiliaires de la décadence (...).

« Elargissement du Marché commun : dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mars 1985, le conseil des ministres européens parvient à un accord de principe sur l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne. La signature du traité d'adhésion a lieu le mercredi 12 juin suivant. Mais le jeudi 7 mars, en visitant le Salon de l'Agriculture à Paris, M. Jacques Chirac avait déclaré : « Dans l'hypothèse où le conseil des ministres de la Communauté arriverait à un accord sur l'élargissement pour le 1^{er} janvier, ce qui est l'objectif de M. Mitterrand, et dans l'hypothèse où il y aurait alternance, la nouvelle majorité serait fondée à renégocier cet accord », car l'élargissement « n'est pas supportable pour l'agriculture française en raison de ses consé-

quences techniques, commerciales et financières ». Aussi, le vendredi 22 novembre 1985, lorsque l'Assemblée nationale française vote le projet de loi autorisant le gouvernement à ratifier ce traité d'adhésion, les députés RPR et UDF s'abstiennent.

« Racisme : le jeudi 10 mars 1988, M. Jacques Chirac fait campagne à Marseille. Les rapports avec les immigrés tiennent une large place dans ses propos. Répression de l'immigration clandestine et intégration des immigrés en situation régulière « doivent permettre de régler en cinq ans les problèmes de l'immigration ». assure-t-il, et de venir à bout de ces réactions racistes ou xénophobes, auxquelles « l'évolution que nous avons connue depuis quelques années a conduit un certain nombre de nos concitoyens ». Et M. Chirac ajoute : « Si je ne peux pas l'admettre, je peux le comprendre. »

BARRE : un petit tour...

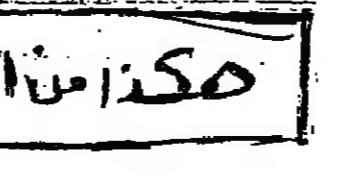
Dans

Politis

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

AU SOMMAIRE DU N° 12

- Afghanistan : la paix déchire la Résistance.
- Une nouvelle inédite de Breyten Breytenbach.



Le Monde SANS VISA

Entre un Hollywood naissant dans l'Atlas
et les casbahs du Glaoui,
le Sud marocain cherche à échapper
à un destin uniquement touristique.



GILLES RINGOLET



BERNARD FLORETTI

Oublier Marrakech à Ouarzazate

par Jean-Pierre
Péroncel-Hugoz

OUBLIER Marrakech... Et d'abord le fuir, cette vieille rouée dont les couches de rouge sur des chairs pas très fraîches ne font plus guère illusion que pour quelques convois de retraités nantais ou bruxellois. Naguère c'était la trouble aura mais hautement politique, avec quelque panache même, du pacha négro-berbère, El Glaoui. L'aman - le pardon islamique et royal - a tout effacé. L'un des fils du vieux chef trop ami de la France sert quelque part dans la haute administration chrétienne. Un photographe de Bab-Agnaou s'est enhardi jusqu'à faire figurer dans sa vitrine Hassan II et le Glaoui, portraiturés chacun en habit de bonhomme de neige ; le *hoccoaux bernous* du Maroc.

Reste aujourd'hui le côté trouble sans l'aura : petits trafics et grands profits ; *hachich* et *bachich* ; spéculations immobilières menaçant même les idylliques oliveraies miraculeusement épargnées *extra-muros* ; prostitution masculine étalée au grand soleil. « *Faute cachée est à demi pardonnée* », dit fort justement l'adage oriental, ennemi du scandale, mais Marrakech l'a oublié. Un incident pénible lui rafraîchit parfois les esprits, avant qu'elle ne retombe dans la facilité.

Récemment, un couple d'homosexuels parisiens, installé dans un hôtel du centre avec leurs mères, ramena un gamin dans ses filets argentés. On n'est plus au temps d'André Gide ou d'Oscar Wilde (encore que les pages marocaines incluses par Roland Barthes dans *Incidents* témoignent en la matière, à notre époque, d'une indulgence encore digne de l'ère gideenne). L'écolier vénal et impécunieux était pisté par son père, ses oncles et son frère aîné. Il s'ensuivit par clair de lune un pugilat avec course-poursuite sur le toit-terrasse et immersion dans un lavoir d'eau savonneuse qui a fait passer le goût du Sud pour quelque temps à une « famille » française...

Les jours suivants, dans une feuille d'opposition locale, un titre : « Quand les écoliers de

Marrakech séduisent. » Un confrère du cru s'est-il laissé à conter le fait divers pour embêter le gouvernement ? (1) Finalement non, car, à moins de vouloir à tout prix lire entre les lignes, l'article indique seulement qu'« une fois encore nos jeunes élèves ont séduit par leur talent artistique intrinsèque : danse, chant, poésie et autres expressions toutes aussi belles les unes que les autres. Le gouvernement lui-même n'en revenait pas, etc. »

Une autre Agatha Christie

Pour changer d'air, il y a deux solutions. La première : s'enfermer pour étudier au fond d'une maison anonyme de la médina. C'est suivre la voie de M^{me} Denise Masson. Venue là comme infirmière, il y a cinquante ans, elle y a appris l'arabe classique, jusqu'à fouiller les racines sémantiques oubliées d'une des langues les plus riches du monde ; produisant, après d'interminables années de travail à la loupe, la seule traduction - pardon, « *interprétation* », puisque le Coran, parole divine descendue du Ciel en arabe, est canoniquement intraduisible, - jamais analysée par l'islam orthodoxe du Livre sacré des musulmans. (C'est la version de La Pléiade, encore que le volume jouissant de l'imprimerie islamique du Caire et de Beyrouth soit une édition bilingue éditée dans ces deux villes par Dar el Kitab el Loubani.)

Soit aujourd'hui d'Agatha Christie, la « *vieille demoiselle de Marrakech* » a délaissé la haute mystique des religions abrahamiques ; elle a légué sa vaste demeure marrakchite à l'Etat français (comme son père avait laissé sa célèbre collection d'impressionnistes au Musée de Lille), et, l'intellect libre, elle pense enfin à elle, écrivant avec malicieuse gourmandise son autobiographie.

Il n'est pas donné à tout le monde d'en faire autant. Plus facile est de rouler ou plutôt de grimper vers les djebels neigeux auxquels Marrakech s'adosse. Les cols aux noms berbères inextinguibles se succèdent. Retenez au moins qu'il ne faut pas piédonner en disant « le col de Tizi-

Machin » puisque « tizi » et « col », c'est pareil. Dans un hameau mouillé, qui a la chance ou la malchance, c'est selon, d'être traversé par la route, vous constatez encore l'irrespect humain de ces touristes européens qui ne méritent pas le beau nom de voyageurs, et qui pénètrent, sans demander la permission, dans une maison d'où proviennent musique et bruits de fête. Que ne diraient pas ces mêmes intrus si des étrangers venaient les dénicher, les photographier chez eux, là-bas dans leur intérieur, en France ?

A Ouarzazate enfin, après trois heures de route, on se calme un peu. Prémotivement le nom de la ville, en berbère, exprime que : « *Là on n'entend pas de bruit* ». La nature, plus sévère et plus grandiose, impressionne. Palmiers sur fond de neige. La ville, dont un certain colonel Chardon, Lyautey local, traça le site *ex nihilo* dans les années 30, est neuve, utilitaire, propre, modérément affairée. Un chef-d'œuvre de chef-lieu de province, celle du Dra, en pleine expansion démographique, économique, urbanistique : hier cinq mille habitants, demain cent mille. Le gouvernement tout entier en compte déjà un demi-million.

Ouf, on est sorti du dépliant touristique ! Le pays ordinaire, le pays tout court reprend ses droits. Pas de monument écrasant à visiter obligatoirement. Pas de palais royal, avec ses quinze tours coiffées de tuiles vertes à photographier religieusement de loin, sur toutes les coutures, comme à Marrakech. Pas de « circuits », de caïches ou de danseuses patentées et flâpées. Et en tout cas, s'ils sont là, on peut leur échapper.

Il y a quand même, sur un tell, tout en haut de la rue principale, le casbah du Glaoui, gigantesque château de cèdre et de boue, aimé des cigognes et lentement fondu par les pluies : « *Défendu ! Vous pourriez recevoir un plafond sur la tête* ». Par les meurtrières, le soir, on voit pourtant des halos de bougies. « *Vous savez c'est plein de racoins, quelque ancien domestique, quelque très vieille concubine qu'on a dû laisser là* ».

A 30 kilomètres de là, les pluies torrentielles récentes ont entamé encore un peu plus le ksar en terre

brune d'Al-Ben-Haddou, ensemble fortifié de demeures patriciennes ou populaires, presque toutes désertées aujourd'hui et qu'on ne peut gagner qu'en traversant, à dos de mulet, un oued grondant. La joie règne parmi les naturels du coin car, en décembre 1987, de doctes experts à lunettes et cartables, « *venus de Paris* », ont décidé d'inscrire Al-Ben-Haddou sur la prestigieuse liste - garantie par l'UNESCO - du patrimoine universel, où le ksar inconnu figure désormais à côté des célèbres villes anciennes de Fès et Marrakech.

Les braves gens du cru se sont imaginé que ce « *tableau d'honneur* », comme ils disent, allait attirer immédiatement crédits de restauration, publicité et riches visiteurs étrangers. Ceux-ci viennent déjà, mais comment expliquer à ces villageois, si fiers de cette distinction pour leur vieux fort en pisé, que l'UNESCO, en pleine crise financière, serait bien en peine actuellement de financer le moindre colmatage de ce Carcassonne en train de s'effriter sans bruit au fin fond de l'Atlas ?

Le dernier James Bond

Le lendemain, c'est une des fêtes du roi. Tout le monde est dehors, y compris pour l'occasion dames et demoiselles honnêtes. Leurs kaftans rose électrique ou vert acide font mal aux yeux. Des estrades s'élevaient, emmaillottées du rouge chérifien, et dans que tu danses, chante que tu chantes ! C'est officiel et familial. Le match de foot est réservé aux messieurs. Un commerçant, indifférent au remue-ménage, profite du jour férié pour aménager son magasin, sous les nouvelles arcades ; il hisse un panneau peint de frais : « *Rencontre de la passion et de la beauté* ». Il vendra des gâteaux et des bonbons sous le photo enrubanné d'Hassan II et de ses deux fils, Sidi-Mohamed et Moulay-Rachid. Plus ostentatoire et plus riche, l'Association des producteurs de bananes présente dans la presse francophone locale à Sa Majesté Alaouite et à la Famille Royale « *ses vœux respectueux et son indéfectible attachement à*

l'Auguste Trône », etc. Avec des majuscules partout ! Moins emphatique, la langue arabe n'a que des minuscules.

La vraie nouveauté de Ouarzazate, d'aucuns disent son avenir, c'est « *l'Hollywood*, le *Cinecitta*, la *Victorine de l'Atlas* ». Oh ! là là ! n'en jetez plus ! Surtout à l'heure où le cinéma bat de l'aile. « *Pourtant, monsieur, nous y croyons ! Nous avons déjà eu Jean Yanne, Philippe de Broca, un film d'espions anglais, le dernier James Bond, et puis ça embraie avec des téléfilms italiens. Sophia Loren tournera ici, nous lui préparons une loge tout confort, avec l'eau chaude et tout, venez voir !* »

Aux portes de la ville, la haute plaine est exactement rose, le mont blanc étincelant et le ciel bleu écar. Un long créneau rouge est le seul apport humain. Pour une fois, ce n'est pas une casbah impériale fondée sous les Romains, arabisée sous les Idrisides, restaurée par les Mérinides à moins que ce ne soit par les Alaouites. Non, c'est un studio tout neuf, Atlas Corporation,

« *Espaces cinématographiques de Ouarzazate* ».

Derrière le rempart fantaisie, à part les cabines d'habillage et les bureaux des régisseurs, il n'y a rien, puisqu'on vient tourner ici à cause de la pureté absolue de l'air de ce plateau infini, à 1200 mètres d'altitude, du soleil sans voile, des cols modérés. Les équipes cinématographiques trouvent là une géante cuisine roulante servant simultanément quatre ou cinq catégories de menus : marocain, français, italien et même anglais, et du coup faisant l'admiration des populations locales, silencieux réservoir à figurants bibliques, coloniaux, afghans voire hindous. Il y a également des véhicules en tout genre, des barbelés, des madriers, des groupes électrogènes, des machines et tout le saint-frusquin pour des sièges, des cavalcades, des « cascades ».

(Lire la suite page 16.)

(1) Le magazine casablancais indépendant *Kalima*, qui voulait publier un reportage sur la prostitution des garçons au Maroc vient d'être suspendu sine die.

CLUB SANGHO SKANES

(Près de Monastir)
Au bord d'une plage de sable blanc

Une semaine à partir de

3.150 F

Tout compris Paris/Paris

TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

documentation
gratuite

**TUNISIE
CONTACT**

30, rue de Richelieu
75001 PARIS
Lc. A661

سكنيا من الاصل

Été studieux

Les temps sont durs pour le faméant. Depuis déjà un certain temps, vacances actives, circuits culturels, séjours à thèmes, stages en tout genre, compliquent singulièrement la vie de ceux qui persistent à vouloir « bronzer idiots ». Et le virus continue ses ravages. Après l'obsession de la forme, voilà venu, pour tous, le temps des vacances studieuses. Non plus seulement visiter un pays, notamment ses principaux sites, musées ou monuments, mais en saisir l'esprit, en comprendre le fonctionnement. Le voyage devient « dossier », véritable enquête que l'on instruit par des rencontres avec des personnalités locales, du pouvoir, du monde des affaires, de l'administration, de l'université ou de la presse.

C'est ainsi que la Fondation pour la démocratie (106, rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 47-53-04-04) propose des voyages destinés à faire comprendre le fonctionnement de l'ONU et du FMI (du 25 juin au 3 juillet, à New-York et Washington, 9000 F), du régime soviétique (du 16 au 31 juillet, à Moscou, Leningrad, Riga, Tbilisi et Samarkand, 13700 F), des institutions américaines à l'occasion des élections et de la Convention républicaine (du 13 au 21 août, à Washington, La Nouvelle-Orléans et à New-York, 11900 F), la situation en Afrique australe (du 14 au 31 août, 18 000 F) et en Chine (du 23 septembre au 3 octobre, 14 500 F).



KLAUS BARSCH/TOURISME COLOGNE

Cars au Nord

Autant le voyage en autocar rebute par son manque de discrétion quand il s'agit de partir à la découverte d'autres civilisations, autant il semble adapté à la fréquentation des pays du Nord comme celui de nos voisins germaniques. Voir, en entre-voir, en onze jours, Mayence, Marburg, Cassel, Göttingen, Hanovre, Hambourg, Brême, Münster.

Cologne, Coblenz, Trèves, c'est s'initier à l'Allemagne gothique et romantique, à celle des universités (Marburg et Göttingen), des cathédrales (Cologne, Trèves, Osnabrück). De Paris à Paris, onze jours en autocar climatisé et en pension complète : 7 950 F (supplément 690 F pour chambre seule), Le Tourisme français, 96, rue de la Victoire, 75009 Paris. Tél. : 42-80-67-80.

Le Vercors avant l'été

On ne pense pas assez, pour préparer ses vacances, aux maisons des provinces de France établies à Paris, qui toutes disposent d'un éventail de forfaits intéressants. Ainsi, la maison Alpes-Dauphiné (2, place André-Maîtreux, 75001 Paris, tél. : 42-96-08-43/56) propose un week-end d'orientation en Vercors. On y apprendra à établir un itinéraire, à lire une carte, à manier la boussole et à faire le point. Du 10 au 12 juin prochain, le week-end en pension complète, logement en chambre d'hôtes de 2 à 5 personnes, avec un accompagnateur, coûtera 630 F. Réduction de 30 % sur la liaison en TGV Paris-Grenoble.

Pour ceux que les montagnes rebutent, un week-end de descente en mountain-bike est prévu dans le Vercors toujours, du 6 au 8 mai. Mêmes conditions que précédemment : 730 F, bicyclette fournie. Réservations pour l'une ou l'autre formule à la maison Alpes-Dauphiné à Paris et à la Maison de la randonnée (7, rue Voltaire, 38000 Grenoble, tél. : 76-51-76-00).

Pour les golfeurs, week-end de luxe dans le seul hôtel à 4 étoiles des Hautes-Alpes, de France doté d'un golf privé de 9 trous. De mai à septembre, 3 500 F par personne en pension complète. Renseignements : Le Château, 38110 Faverges-de-la-Tour, tél. : 74-97-42-52.

Sportifs et randonneurs

C'était bien le moins que l'on puisse faire pour eux, pour tous ces randonneurs qui randonnent et dont on a pu chiffrer les troupes, en France, à près de neuf millions : leur consacrer un Salon. Du 14 au 19 avril, « le semaine la plus tonique » verra défiler à l'Espace Champerrét, rue Jean-Casticher, à Paris, dans le 17^e arrondissement, tout ce que le randonneur et les loisirs sportifs peuvent faire de mieux dans l'ordre du paysage, du raid ou de l'équipement. Canoë-kayak, tourisme équestre, cyclotourisme, etc., toutes les disciplines seront représentées avec des propositions pour les pratiquer. Ce quatrième Salon de la randonnée et des loisirs sportifs sera ouvert tous les jours de 10 h à 20 h (jusqu'à 22 h le vendredi 15 et le lundi 18 avril. Entrée : 32 F).



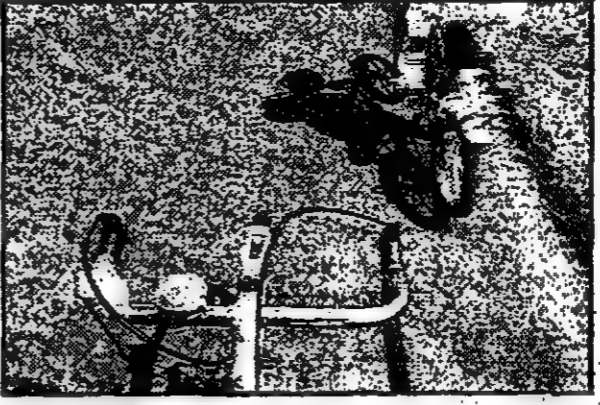
BERNARD FLORES

A dos d'Atlas

Le guide est chéah, c'est dire qu'il appartient à l'une des tribus berbères du Haut-Atlas ; le mule est d'extraction locale, donc « vaillante et robuste » ; les paysages

sont exclusivement grandioses. Hauteurs désertiques, gorges et vallées profondes, reliefs tourmentés et vastes horizons, villages dans les lauriers roses et forêts de cyprès. Le tout situé entre 1 500 mètres et 3 000 mètres d'altitude, sans promiscuité et sans cheminement d'usines.

D'instantané à Derrnate (du 2 au 16 juillet) ou de Derrnate à Youzfa (du 16 au 30 juillet) la découverte du Haut-Atlas marocain, d'ouest en est, sur 600 kilomètres. 6 750 F pour deux semaines ou 9 500 F pour les vingt-huit jours de la traversée complète, ce prix comprenant le vol Paris-Marrakech et... le confort tel que l'entendent les nomades. L'excursion au présent, 3, place Lachemaudou, 75012 Paris. Tél. : 43-07-52-96 (le soir) ou 16-37-82-98-47.



MARC BEZAT

Oublier Marrakech à Ouarzazate

(Suite de la page 15.)

Le seul anfil, c'est que les utilitateurs n'emportent pas leurs « déchets », souvent volumineux et non biodégradables. Derrière les faux murs s'accumulent une armada de camions accidentés par James Bond, un avion cassé en deux « pour les besoins d'une scène nilotique » (sic), les monstres en plastique d'un film d'horreur. Le tout mélangé, comme les tirés des œuvres et les bons mots des actrices, dans la tête des petits techniciens. « Nous ce qu'on aimerait voir, c'est Omar Chérif dans les Mille et Une Nuits, avec Isabelle Adjani, des gens de chez nous qui ont réussi chez vous. »

Chérif est égypto-libanais, Adjani algéro-française. Ouarzazate même a surtout dépêché dans l'Hexagone des mineurs pour le Nord. Depuis les dernières années du Protectorat français sur le Maroc (1912-1956), ils ont été près de cent mille, ces rudes berbères de l'Atlas, ne parlant alors ni arabe ni français, à venir extraire notre charbon. Aujourd'hui, les houillères ferment les unes après les autres, laissant sur le carreau, c'est le cas de le dire, deux mille à trois mille

mineurs marocains. Ils avaient généralement des contrats à durée limitée (le Monde du 23 mars), permettant de leur dire « Merci et adieu ! », le moment venu. Eh bien ! ça s'est passé beaucoup plus humainement, presque comme si on voulait écrire un scénario « édifiant » à tourner non plus dans les espaces d'Atlas Corporation mais dans les petites maisons neuves à cours fermées, composant le dandier urbain de Ouarzazate.

Là, les anciens mineurs sont revenus avec femme — parfois une vraie chémié roubaisienne ou tourquennoise — et enfants ; ils y ouvrent des commerces ou achètent un taxi avec le pécule de retour donné par les Français, remettant (ou mettant) la progéniture à l'arabe, modifiant l'environnement social et mental avec des aspirations syndicales et politiques, jusque-là à peine ébauchées dans le bled marocain.

Il y a quelque chose de faisant à Marrakech. Il y a quelque chose de sain, de reconfortant, de promoteur à Ouarzazate.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Carnet de route

• Comment y aller ? Air France a ouvert une ligne Paris-Ouarzazate, aller, retour le samedi.

• Que lire ?

Tout voyageur au Maroc a plus ou moins lu Tahir Ben Jeloun, et en tout cas le plus « marocain », le plus personnel de ses livres, l'Écrivain public (Soul) ; beaucoup ont apprécié aussi les divers exercices tangérois du vieil écrivain américain installé depuis des lustres sur le trottoir, Paul Bowles. Mais ce sont là sensations déjà assez battues ; il faut aller plus loin pour entendre encore un peu l'épique marocain. Au nord, un autre guide de qualité est Thierry de Beaucé avec sa Chute de Tanger (Gallimard). On peut y ajouter le récent album de Maurice Arama, originaire de couleurs comme une fantasia ; le Maroc de Desroix (Ed. du Jaguar).

Les politiques préféreront le mordant Rencontres avec le Maroc de Claude Ariam (La Découverte), les socio-économistes les Paysans sans terre au Maroc du regretté Paul Pascon et de Mohamed Ennaj (Ed. Toussaint, Casablanca) et librairies orientalistes en Europe), un petit livre-clé pour avoir ne serait-ce qu'une idée du grand drama rural de la société chérifienne : la faim de

terres. Une vision plus générale et littéraire, au meilleur sens du terme, du peuple marocain est donnée, avec une retranscription crue, par Abdelhak Serhane dans ses Enfants des rues étroites (Soul) et par Mohamed Chouari avec son Pain nu (Maspero).

Le roi Hassan II doit pouvoir aussi placer son mot, il le fait directement dans le Diff (Albin Michel) tandis que les éditions Fayolle retracent un règne commencé en 1961 et dont les ombres et lumières se prêtent à merveille à la bande dessinée. On peut aussi retourner à la plus classique Histoire du Maroc (Hatier et Librairie nationale de Casablanca) ou se plonger dans l'encyclopédique Commandeur des croyants, de John Waterbury (PUF). Quant à moi, si je n'avais droit qu'à trois volumes, j'emporterais l'Esprit du Maroc, de Mino Guinaudeau (Grove's éditions), où la grandeur d'une civilisation morte du fond des poubelles ; l'introuvable, et pour cause, Maroc disparu, d'un de mes lointains prédécesseurs britanniques, Walter Harris (traduction de Paul Odnot, Plon) et le terriblement lucide Incidents de Roland Barthes (Soul).

J.-P. P.-H.

LE CANADA. 0,19F

LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F.

Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion. Pour vos réservations, contactez votre agence de voyages ou le 42.61.54.24.

WARDAIR HOLIDAYS

* Base Paris/Montréal aller-retour IL060 km (tarif au 01/02/88).

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-62-70 - Licence A 681

DECouvrez LA NOUVELLE-ZELANDE

VOYAGE UNIQUE
12 novembre au 13 décembre 1988
Tout compris en demi-pension
33 500 F

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-62-70 - Licence A 681

WALDORF ASTORIA DE NEW-YORK
avec CONCORDE

Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air France. Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F. Aircorps : 93, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 45-22-86-46. Téléc. 643-780 F. Lic. 175001.

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

9^e QUESTION
QUELLE ville fut construite au XVI^e siècle par un prince, puis pratiquement abandonnée pendant quatre cents ans ?
L'INDICE DU « MONDE »
La ville est en Italie. On la surnomme « la petite Athènes ».

10^e QUESTION
AIR FRANCE propose ses tarifs « jeunes » aller simple de Paris et de la province, ces tarifs étaient-ils disponibles en février 1988 ?
L'INDICE DU « MONDE »
Ces liaisons sont plus nombreuses que les sièges en classe affaires sur les Airbus A 300 B2 desservant la liaison Paris-Londres.

Les questions 11 et 12 et leurs indices seront publiés dans le Monde du vendredi 18 avril (daté 16).
Bulletin réponse et question subsidiaire dans le Monde du vendredi 8 mai (daté 7).

GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE

sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

LA TABLE

Pains d'art et d'essai

DANS le PAIN d'autrefois, Claude Thouvernot rapporte qu'un curé de campagne, se nourrissant de pain bis, se procurait par contre du pain blanc pour donner à ses pauvres. C'était en 1895. N'ayant, un jour, pu avoir de ce pain blanc, il offrit un morceau de son pain bis personnel à un mendiant se disant ouvrier sans travail :

« Gardez votre pain, monsieur ! On est déjà assez malheureux d'avoir à mendier son pain pour ne pas être traité comme une bête. C'est du pain à chien que vous me donnez là ! »

L'anecdote est significative. Le pain normal, le pain-aliment du Français (autrefois plus souvent cuit à la maison qu'acheté chez le boulanger), était naturellement du pain bis. Fallait écrire aussi plus hygiéniquement !

Mais voilà ! Si, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, le pain blanc, fabriqué « en ville », était nourriture des nantis, parce qu'ils avaient les moyens de s'offrir d'autres aliments plus riches, parce qu'ils croyaient que le pain blanc convenait mieux à leur estomac délicat, par snobisme aussi un peu, il était bien normal que, jalousie aidant, ce pain blanc soit à son tour revendiqué par les moins fortunés. Et, riches ou pauvres, personne ne se rendait compte qu'ils troquaient ainsi un véritable aliment et l'on pourrait presque dire un aliment-médicament contre une simple amasette, un symbole de réussite sociale, un accompagnement élégant des plats !

De ce fait, le pain n'était plus l'aliment axial de la tradition mais un « plus », comme on dit aujourd'hui.

L'expression « gagner son pain à la sueur de son front » n'était plus de mise. On pouvait dire « gagner son bénéfice ». Et la consommation de pain, des 450 grammes quotidiens (en 1880) passait à 200 grammes en 1960... à 170 grammes aujourd'hui.

Aussi bien son prix modeste par rapport aux autres produits alimentaires, a-t-il incité les minotiers à faire bonne farine et les boulangers à faire bon pain.

De surcroît, la néfaste-food multiple les comble-approprète.

On sourit de l'image américaine qui veut le Français moyen coiffé d'un béret, basque et brandissant une baguette. C'est vérité ça dire : bien dorée, craquante, la baguette reste pour la médi-



ette presque un dessert, une pâtisserie bon marché. Le pain-nourriture, lui, n'a pas à être croustillant, il doit se mâcher lentement, avec sagesse, avec respect : il est la vie !

D'autant que la baguette (ne parlons pas de la ficelle qui n'existe presque plus), aujourd'hui, est une sorte d'espèce de chose usinière, moulée, insistée quelques heures puis vite mollassonnée à un faire des pains.

Et nous nous alors de retrouver dans les boulangeries (et pas seulement celles des beaux quartiers) des morceaux de pain presque entiers jetés au rebut !

On ne respecte que ce qui est respectable : le pain ne l'est plus guère.

P'ai là quelque part que M. Gérard Delessart, président de la Chambre syndicale de la boulangerie de la région parisienne, gémit qu'il faut « sauver la baguette ». Il accuse (sans doute avec raison) l'évolution des méthodes de panification, les très récoltés de nourriture, les très récoltés de nourriture conduisant à des farines de médiocre qualité. Il accuse aussi (à tort) le consommateur de s'être tourné vers les pains spécialisés, à l'ancienne et au feu de bois, « ce qui met en péril la boulangerie traditionnelle » (sic). Comme si, justement, la tradition n'était pas la cuisson au feu de bois du pain au levain !

Bien plutôt M. Delessart devrait accuser ses mandants qui, par facilité, ont peu à peu fait remplacer leurs fours anciens par des fours électriques.

Certes, depuis que le pape Poline, et quelques autres après lui,

ont redonné aux Parisiens le goût du vrai pain (en province et surtout dans les campagnes, on ne l'avait pas complètement perdu), ces Parisiens se laissent-ils quelque peu abuser : il y a maintenant des usiniers du pain de campagne et souvent ce dernier ne vaut pas mieux que la baguette moulée de l'artisan du coin.

Pourtant, il semblerait que les amateurs s'affirment et que les boulangers se réveillent.

Nous en avons eu la preuve avec le « Festival des pains », organisé par les Meuniers de France et qui vient de proclamer ses « honorés ». La finale nationale s'est déroulée dans les salons du Royal-Monceau. Trois médailles d'or ont été décernées respectivement à :

M. Borel, boulanger à Pontaurat (Puy-de-Dôme). M. Boucheix, boulanger à Cournon (Puy-de-Dôme).

M. Christophe, boulanger à Dives-sur-Mer (Calvados).

« Ne s'écroule pas », M. Delessart, les baguettes ont fait ici piètre figure.

Quoi qu'il en soit, le pain, au restaurant, a plus d'importance que ne le pensent les restaurateurs en général. Même s'ils vous jurent sur l'honneur que la clientèle n'en mange guère et réclame de la baguette !

Et l'on peut s'étonner que les chroniqueurs, les inspecteurs de guide, n'attachent pas plus d'importance aux bons pains (M. Lebey, qui couronne les tasses de café, n'a pas songé à signaler les maisons où le pain n'est qu'un pouce-fourchette et

couronner celles où il devient un véritable régal gourmand !).

Il y a quelques années j'avais, dans ces colonnes, écrit que le plus mauvais pain fait « maison », est, au restaurant, meilleur que le meilleur pain du boulanger voisin. C'était une image un peu vive et, aujourd'hui, ce n'est plus tout à fait vrai. Les restaurateurs qui se fournissent chez l'un des frères Poilâne, chez Poujauran (20, rue Jean-Nicot, 7^e), chez Falaizeau (76, rue de Grenelle) et qui fournissent Fangeron) et quelques autres sont à féliciter.

Mais la (courte) liste de ceux qui font leur pain reste un exemple. On me permettra en conclusion d'esquisser ici le hit-parade des pains « maison » de la restauration parisienne :

Les Célébrités (hôtel Nikko, 61, quai de Grenelle. Tél. : 45-75-62-62) : pain blanc, pain de campagne, pain aux raisins, pain aux noix, etc.

Joël Robuchon (32, rue de Longchamp. Tél. : 47-27-12-27).

Gérard Besson (5, rue de Coq-Héron. Tél. : 42-33-14-74).

Hubert (25, rue de Richelieu. Tél. : 42-96-08-47).

La Corbeille (154, rue Montmartre. Tél. : 42-61-30-87).

Arpège (84, rue de Varenne. Tél. : 45-51-20-02).

Alain Senderens (Lucas Carton), 9, place de la Madeleine. Tél. : 42-65-22-90).

Alain Raye (49, rue du Colisée. Tél. : 42-25-66-76).

Aux vieux métiers de France (13, bd Augusto-Blanqui. Tél. : 45-88-90-03).

Beauvilliers (52, rue Lamarck. Tél. : 42-54-54-42).

Tante Madeleine (11, rue Dupin. Tél. : 42-22-64-56).

Chez Fernand (17, rue de la Fontaine-au-Roi. Tél. : 43-57-46-25).

Didier Bondu (7, rue Léopold-Robert. Tél. : 43-26-56-81).

Ma Cuisine (18, rue Bayen. Tél. : 45-72-02-19).

Chez TOUTOISE (5, rue de Pontoise. Tél. : 43-26-56-81).

Gilles Epié (le Miraville, 25, quai de la Tournelle. Tél. : 46-34-07-78).

COURTINE.

P.-S. — Et voilà que l'on nous dit que, dans le métro parisien, on va installer des distributeurs de baguettes. On n'ose y croire ! Mais si ce n'est pas un canular, qu'en pense M. Delessart ?

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

En direct du producteur
LUSSAC SAINT-ÉMILION
CHATEAU DE LA GRENIÈRE
J.-Paul DUBREUIL, 33570 LUSSAC
Tél. 37-14-64-96. OFFRE SPÉCIALE
Cérisse 12 bouteilles (4-83-4-84-4-85).
Médailles OR-ARGENT 436 F TTC
France, Mill. 96 en cubi. TARIFS GRAT.

LES CAVES DE BIRAGUE
14, rue de Birague, 4. Tél. 40-27-90-50.
A deux pas de la place des Vosges, dans
de sup. caves du XVII^e s. : sélection de
vins fins en prov. directe des propriétés.
Mercredi à dimanche inclus jusqu'à 20 h 30.

GASTRONOMIE

Rive gauche

Le Sybairite
Séral-Germain-Des-Près
Médailles des E.V.P. spécial
CUISINE TRADITIONNELLE
PLATS CANAIS
42-23-21-56

Le Mozafran
COUSCOUS GRILLADES
TAGINES MECOHOU
7, rue Corneille, 8^e - (Th. Odéon)
Salles de 25 à 60 couverts
t. l. j. - 43-26-03-65

Remembre le jeudi 14 Avril 1988
pour rénovation
Reouverture en Décembre
LA COUPOLE
102, boulevard du Montparnasse
75014 Paris
Horaire de temps, hors des heures
de la Coupole, heures de temps de la Coupole.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

VERMOREL
Vacances ! Déjeuner !
AU FAMILY HOTEL ***
Agriculteur Pêcheur. Tennis. Parc 1 ha. Parc
An. Eau-Du-Garny. 18500 VIC-SUB-CÈRE
Tél. 71-47-50-60.

Côte d'Azur

06160 CAP-D'ANTIBES
MOTEL ROI SOLEIL
163, bd Edouard. A 500 m de la mer.
STUDIOS et ch. climatisés. 2 pers.
1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F
4 sem. l.c. (sant. juil., août, sept.).
Tél. 93-61-68-30.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer.
calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
48, boulevard Victor-Hugo. 06000 NICE
Tél. 93-67-62-66 - Télex 470418.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo. 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Petit centre-ré. Calme.
Petit parking, grand jardin.
Tél. direct, minibar.

Montagne

HAUTE-SAVOIE
VACANCES TONIQUES
en HÔTELS 3 étoiles
toutes activités incluses : piscine, tennis,
randonnées pédestres, équitation, polo-
club, mini-golf.
Club junior de 4 à 10 ans.
Renseignements et documentation par tél :
TONUS HOTEL - 74260 LES GETS
Tél. 30-75-75-39/30-75-82-79/30-75-74-85.

SAVOIE

05490 SAINT-VÉРАН
(Hautes-Alpes, Queyras)
Pare agréable. Site classé. Stat. village. Piscine.
foie. Plus ins. comm. d'Europe. 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. studio + cuisine-grill.
Déjeuner 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1617 F à 1848 F sem.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

Savoie

74290 TALLORES
LES PRÉS DU LAC *****
Hôtel neuf ouvert. Dans un parc magnifi-
que au bord du lac d'Annecy. Haute
agrée pour se reposer tout au long de
l'année. Plage privée, tennis, voile, plan-
che à voile, golf et équitation à 2 km ;
pêche. Chamb. et pet. déjeuners sentim. ;
restaurants à proximité.
Tél. 50-60-76-11 - Télex 309 298

SEMAINE GOURMANDE

La Petite Auberge

On oubliera peut-être un peu cette petite maison « sympy », la bonne tête du cuisinier-patron Léo Harbonnier (qui a gardé de son passage chez Camille Renaud le goût de la peinture) ; il y en a sur les murs et à la carte, avec le bonard Jacques Villon, les coeurs Victor Pagès, la carte d'agneau Emile Comperd (il Régérence) ; une petite d'arrivants aux nouilles à la crème, du mignon de bœuf aux olives, de l'andouillette en pot-au-feu, et surtout du délice de Maryvonne (le sourire de la maison) qui est foie de canard chaud à la purée d'échalotes. Bons desserts, belle carte des vins et, aux déjeuners, un menu d'Affaires à 175 F (par exemple, œufs brouillés aux champignons des bois, carré d'agneau, fro-

mage, soufflé au citron). A la carte comptez 300/350 F.

• **LA PETITE AUBERGE**
38, rue Laugier (17^e).
Tél. : 47-63-85-61.
Fermé dimanche et lundi.
Salon 16 couverts.
DC-CB.
Chiens acceptés.

Au Pouibot Gourmet

Là encore il s'agit d'une bien gentille petite maison où le chef-patron, Jean-Paul Langevin, cuisinier avec sagesse et honnêteté. Les rillettes de tourteaux et éperlées au parfum d'aneth (35 F) sont exquis et l'étruvé d'escalots à la crème d'ail sur un artichaut frais roborative (38 F), le foie gras de canard est évidem-

ment maison (78 F), le saumon frais poché aux petits mousserons (80 F), une parfaite andouillette et son gratin dauphinois (52 F), l'igoulette de canetta rôtie au jus est accompagnée d'une galette de navets (80 F) et la terrine de chocolat amer fournie aux madeines, sauce café, une merveille (30 F). Comptez 250/300 F maximum en vous laissant séduire par le châteaufort-du-pape de M. de Vallouit.

• **AU POUIBOT GOURMET**
39, rue Lamartine (19^e).
Tél. : 46-06-88-00.
Fermé dimanche soir.
CB.

Restaurant Vidal à Saint-Julien Chaptueil

Si je vous dis, en août fête des copains ? Ça y est, vous y êtes,

nous sommes ici au pays natal de Jules Romains ! M. Jean-Pierre Vidal y pratique les cartes-menus avec délicateté, mais on y peut s'y perdre : deux plats dans un menu pour 120 F, et trois pour 150 F ; puis, dans un autre menu deux plats pour 150 F, et trois pour 200 F ; puis un menu dégustation-confiance à 250 F. Ou ! L'important est de trouver là-dedans d'excellents mets comme le saumon sauvage croustillant à la peau avec sa sauce aux agrumes, le mignon de lapin moultard au feuillet d'ail confit, l'émincé de bœuf crème de girolles, le ris de veau pané au jus de truffes, etc.

• **RESTAURANT VIDAL**
place du Marché
43260 Saint-Julien-Chaptueil.
Tél. : 71-08-70-50.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

AIX-LES-BAINS PORTES DES ALPES

4 LA BONNE TABLE
45-99-74-01
F. dim. et dim. d'été.
43-47-26-82. PAELLA, ZARZUELA,
BACALAO, GAMBAS. F/jeudi, mardi.
Plans à emporter.

LENCLOS DE NONDON, 12 les jours :
42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais, 4.
Spécialités SUD-OUEST.

ROMÉ VILLIERS
Et PICADOR, 80, bd des Batignolles,
43-47-26-82. PAELLA, ZARZUELA,
BACALAO, GAMBAS. F/jeudi, mardi.
Plans à emporter.

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BELLEMAN, 37, r. François,
47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég.
F. samedi, dimanche.

142, av. des Champs-Élysées, 43-50-20-41

COPENHAGUE, 1^{er} étage. F. soir.
FLORA DANICA, et son jardin r.d.c.
SALMON, RENNE, CANARD SALE.

GODELINS

ENTOTTO
45-47-88-01 - F. dim.
143, r. L.-M.-Narbonne, 13^e.
Spécialités éthiopiennes.

JARDIN DES PLANTES

LE HONGROIS DE PARIS
LE PAPRIKA, 43, r. Poliveau, 9^e.
43-31-63-86. Orch. trigue de Budapest, le miel.

LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec,
42-36-10-92. Ses caves du XV^e F. sam.
et lundi. P.M.R. 170/200 F.

MAIRIE DU XVIIII

LE FICHET, 174, rue Ordeur,
46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Grill.
poisson. F. jeu. soir et dim.

PALAIS ROYAL

LA CLÉ DU PÉRIGORD, 38, r. Croix-Po-
Champs, 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest.
Pet. fin. am. 230 FC.

LE RISTROT D'YR
36, pl. Marché-Saint-Hippolyte, 42-60-03-00
Carte Poite. Race fruits mer. Gibiers.

PARMIER
LE FLEURY, 139, av. Parmenier, 10^e.
F. noct. 42-38-36-97.
Choix de poissons et sa carte.

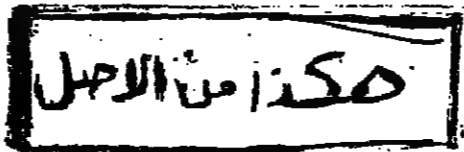
SANT-AUGUSTIN

LE SARLADAIS, 2, r. de Vième, 8^e,
45-22-23-62. Cassoulet 90 F. Coeffit 90 F.

SANT-GERMAIN-DES-PRÉS

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F.
dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

O BRASIL RESTAURANT
DISCOTHÈQUE
Spéc. brésiliennes. Tél. 43-54-98-56.
10, rue Guénégaud, 75006 PARIS.



هكذا من الاجل

JEUX

échecs

N° 1275

AVOIR UN PLAN

(Tournoi International de Linars, 1988)

Blancs : MURIN
Noirs : TIMMAN

Partie française.
Variante Steinitz.

1. e4 e5 2. Cf3 Cf6 3. Cc3 Cc6 4. f4 d5 5. f5 c5 6. Cf3 (b) Cf6 7. Fb3 (b) Fc7 8. Cd4 Cd5 9. d4 d5 10. e4 e5 11. Fb3 (b) Fc7 12. Fc4 Fd5 13. Fd3 Fc6 14. Cc3 Cd4 15. Cc4 Cc5 16. Dc4 Dc6 17. Fd3 Fc6 18. Cc4 Cc5 19. Dc4 Dc6 20. Td2 Td7 21. Td1 Td8 22. g3 g4 23. Cf4 Cf5 24. Cf3 Cf6 25. Ff4 Ff5 26. Ff3 Ff6 27. Ff2 Ff5 28. Ff1 Ff4

NOTES
a) 4... Cc4 est encore joué de temps en temps...

b) Dans les années 1900, on poursuivait par 6. dxp5, Cp6; 7. Cf3, Fxg5; 8. Fd3.
c) On 7. Dg4; 7. Cq-e2; 7. Cf3.
d) Délaissant la variante de sacrifice à la mode 7... Dd6; 8. Cc4, Da5+; 9. g3, exd4; 10. b4, Cxb4; 11. gxb4+; Fxb4+; 12. Fd2, Fxd2+; 13. Cxd2; b6; 14. Fc3 ou 14. b4 ou 14. Dd3 avec le plus souvent un léger avantage aux Blancs.

f) La manœuvre Fd2-Fd3 n'est pas claire; d'un manière générale, on va assister du côté des Blancs à un net flottement sur le plan stratégique.
g) Quant aux Noirs, ils n'hésitent pas à échanger les D, gagnant ainsi un temps pour l'avance du pion a, pour mettre à exécution leur plan; le doublement des T sur la colonne a.

w) Dernière tentative. Si 50. Cd2, Fd3 et les deux pions blancs tombent.
x) Si 52. f7, b1=D; 53. f8=D, Dc1+; 54. Rb4, Dd2+; 55. Ra4, Dd3+; 56. Da5, Dd5 mat.
y) Si 53. h6, Fd3.
z) Si 55. h6, Fg8; 56. f7, Fh7+ suivi de 57... Rg7 et les Noirs gagnent. Une belle partie de vaqueleur du tournoi de Linars.

jeux écheconsants. 5. Dg5E, Drg5+; 6. Rxc6, Drg5!; 7. Fd5+, Dxc45; 8. e8=D mat!
CLAUDE LEMONE.
ÉTUDE N° 1275
E. DOBRESCU (1984)
NOUVELLE
L'Informateur d'échecs, numéro 44, vient de paraître (au Danier de l'Opéra, 7, rue La Fayette, 75009 Paris).

bridge

N° 1273

ÉTOUFFEMENT EXCEPTIONNEL

Les jeux de redéfinition d'atout permettent de capturer des atouts qui semblent réellement impenables, mais pour faire fonctionner le raccourcissement il est nécessaire d'imaginer la position finale comme dans cette donne d'un Festival à Venise.

Roi et a continué Carreau coupé par le 5 de Pique du mort. Comment Nominiano, en Sud, a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense?

laquelle il a déjoué l'As de Trèfle qui aurait pu bloquer une des deux communications du mort à Trèfle. Ensuite Sud a coupé un Cœur, puis il est resté au mort grâce à la Dame de Trèfle et il a coupé son deuxième Cœur. Enfin il est resté au mort avec le Roi de Trèfle et a joué Trèfle coupé et sur-coupé.

donne de la Finale du Tournoi des Champions de Deauville de 1985.
♠ 1075
♥ ARDV4
♦ 10986
♣ 5

Note sur les enchères:
« Le « contre » de 1 SA était conventionnel et il promettait un bicoloré « mineur-majeur » (qui garantissait une mineure d'au moins cinq cartes et une majeure d'au moins quatre cartes). Ce gadget est utilisé par certains champions français.

dames

N° 325

ATTAQUE A DISTANCE

Championnat d'URSS, 1986-1987
Blancs : A. GOICHMAN
Noirs : A. VERCHOVICH
Ouverture : Raphaël

1. 32-28 19-23 26-26x17 12x21
2. 28x19 14x23 27-28-34 8-12(8)
3. 37-32(4) 16-14 28-36-31 7-11
4. 41-37 5-10(9) 29-34-29(10) 23-24
5. 34-29(8) 23-24 20-39-20 21-26
6. 39-34 20-24 31-43-29(11) 26x27
7. 38-19 13x24(12) 32-32x14(13) 18-23
8. 46-41 14-19 33-38-33 11-17
9. 48-34 9-13 34-41-37 17-21
10. 34-38 18-23(14) 35-37-31 12-18
11. 32-28 23x25 35-39-34(15) 23-28
12. 37-28 2-8 37-34x12 14-28
13. 41-37 12-18 38-25x23 13-18(11)
14. 38-32 9-13 42-39-32 9-14(11)
15. 31-27 18-14 40-28-23(16) 21-26(17)
16. 43-38 17-21 41-30-28 26x27
17. 49-43 21-26 42-33-18 6-11(10)
18. 44-39 9-13 42-39-32 9-14(11)
19. 45-40 15-18 44-39-32 15x4
20. 50-45 9-13(11) 45-38-13 11-17
21. 30-25 11-17 46-33x21(18) 17-21
22. 37-31 26x27 47-32(19) 17-21
23. 42x31 4-9 47-13-9 4x13
24. 47-42 17-21 48-22-17 24-31(1)
25. 31-26 1-7 11-11

(17-21); 17. 40-34 (11-17); 18. 34-30 (7-11); 19. 30-24 (20x29); 20. 33x24 (19x30); 21. 23x34 (17-23); 22. 31-27 (22x31); 23. 37x17 (11x22) (une belle succession de mouvements agressifs), etc.

Il n'est pas fréquent qu'une donne permette de comparer exactement le jeu de la carte de deux champions. C'est pourtant ce qui s'est passé sur cette

Roipi défensif très discuté à ce stade-là, dans cette position.
a) Une erreur innocente dans un championnat d'URSS, même si, comme dans cette partie, ce ne sont pas deux grands maîtres qui s'affrontent.
b) Temps de repos.
c) Le drame pour les Blancs tient à leur impossibilité de poursuivre par 12-7 car (9-13); 19x8 (3x1), N+.

PROBLÈME
J. BERGER (1934)
Grand problème arabe de l'entre-deux-guerres, solutioniste de première force. J. Berger plaça en jouant cette combinaison (au coup Berger), assez simple, presque aux antipodes de ses problèmes casse-tête.

mots croisés

N° 503

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

Horizontalement
I. Vit pour peu de temps encore sous les projecteurs. - II. S'attaque à la charpente. Il est temps de la sortir. - III. Sait ce qui lui est utile. Possédant. - IV. Il a vraiment bonne mine! Partie de partie. - V. Met à l'abri. Fait, en un sens, grand effet. Direction. - VI. Par ici ou par là, cela convient. - VII. Possessif. Une bonne campagne. - VIII. Prépare ses filets. On s'y repose. - IX. Tribu. On cherche à réaliser le meilleur. - X. En rajou-

taut. On l'utilise quand on fait le premier du VIII. - XI. S'inclinèrent.
Verticalement
I. Il ne nous laisse aucun répit jusqu'au 8 mai. - 2. Fin. Petit béta. - 3. Mettent sur pied. - 4. Suivent des lois. Des fers attachés négativement. - 5. Fait l'histoire. Monnaie. Partie de plaisir. - 6. Difficile à pénétrer. De bon ton pour un cheval. - 7. Pronom. Fait la chaîne. Dans le bain. - 8. Sévère mais juste, comme il le doit. - 9. Pronom. Toute retournée. c'est facile à réussir. - 10. Vieilles bêtes. N'est pas en bonne condition. - 11. Venus tout seuls. Cette Italienne est montagnarde. - 12. Une œuvre de salubrité publique.

anacroisés

N° 504

Horizontalement
1. BEHIMNOO. - 2. EMNPRTU. - 3. AELOSTI. - 4. CDEILNO. - 5. AAJOTTU (+ 1). - 6. AEELRTUZ. - 7. ABEIILN (+ 1). - 8. AABELOR. - 9. AEIINNOST. - 10. AACHLSTZ. - 11. CCDEEN. - 12. EEILORUZZ (+ 2). - 13. ACEPSTT. - 14. EGGGINSO. - 15. EIMMU. - 16. BCENTT. - 17. ENRSUUUV. - 18. AEEMSS (+ 2).

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certaines tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, sans impliquer sur la grille.

SOLUTION DU N° 503
1. REVULSIF. - 2. EMILIE (ELIMIE). - 3. OPULENTE. - 4. UNICITE. - 5. GUEULAIT. - 6. ECLAIRAI. - 7. EQUILES (ENQUISE). - 8. USUELLES. - 9. DORMEUSE. - 10. SCONE. - 11. GOMENOL (MONGOLE). - 12. ARAIGNEE (AGRAINEE, ENRAGEAI). - 13. AKINESIE. - 14. LUXEES (SEXUEL). - 15. SONDIEZ. - 16. BOTTELE. - 17. GEMASSE. - 18. TASSETTE ou TESTATES (ATTESITES). - 19. SUSPECT. - 20. ROUGEAUD. - 21. GALIBOT; apprenti maçon. - 22. SOBOKU. - 23. VIELLEUR (VIELLEUR). - 24. MOXITES. - 25. EMMENENT. - 26. LOISIBLE. - 27. CROISE. - 28. INEGALES (ALIGONES, ENSILAGE, GENIALES, SIGNALES). - 29. SUISSES. - 30. EPAULET. - 31. ORANGEES. - 32. QUINAUD, bonzeux. - 33. ILIAQUE. - 34. SIXIEMES. - 35. INETENDU. - 36. NAZIMES. - 37. NECROSA (ECORNAS, NARCOSE). - 38. DEFLURNT.
MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

A ces prix-là, je vais encore en mettre partout dans la salle de bains.

48F
TAFELBERG Étagère.
Pin massif non traité.
119 x 36 cm.

170F
TUFFBO Tapis de bain.
100% coton. Divers coloris.
55 x 90 cm.

230F
TALLA Banc.
Pin massif non traité.
119 x 36 cm.

30F
RADIE Applique de salle de bain.
Fixations plastique.
Globe en verre.
Blanc. Diam. 14 cm.

30F
RADIE Porte-savon.
Plastique noir.

5F
RADIE Porte-gobelet.
Plastique noir.
Gobelet inclus.

149F
SERVIETTE EPONGE.
100% coton.
Rayé bleu/blanc.

TIDAN
Jeu de 2 poubelles à pédale.
Blanc ou noir.

PAR
Patière.
Pin massif teinté brun clair
et verni. Long. 40 cm.

FRÄCK
Miroir articulé.
Métal chromé.
1 face normale,
1 face grossissante.

NASEN
Set de 5 accessoires
pour salle de bain.
PVC blanc.

NASEN
Armoire de toilette.
Avec miroir. PVC blanc.

TALLA
Callebotin.
Pin massif non traité.
60 x 60 cm.

Il est temps d'aborder un vrai, beau et grave problème existentiel: pourquoi dans certaines salles de bains entend-on des clapotis joyeux et pas dans d'autres? IKEA vous remercie de poser la question qui, à cet égard, n'est pas dénuée d'objets ni dans le catalogue ni dans votre magasin IKEA.

Parce que des objets, des accessoires et des meubles pour la salle de bains, chez IKEA, il y en a en veux-tu en voilà. Dans toutes les dimensions pour toutes les dimensions de salle de bains. Dans des couleurs toutes plus belles les unes que les autres et qui donnent envie de chanter à tue-tête même

quand on chante très, très faux. Sans oublier le linge de toilette tellement doux à la peau et tonique à l'esprit qu'il vous met de bonne humeur rien qu'en s'enveloppant dedans.

Autre sujet de bonne humeur, les prix. Ça, on ne peut pas dire qu'ils vous mettent à sec quand vous vous mouillez. Des prix comme ça, ça vous rabiboche avec les prix. Plus petits, y a pas. Ou alors ce n'est pas IKEA. Ni la qualité IKEA, ni les couleurs IKEA, ni le côté malin, bien conçu et pratique IKEA.

Tenez, c'est bien simple, on est sûr que si vous venez faire un tour, comme ça, mine de rien, juste

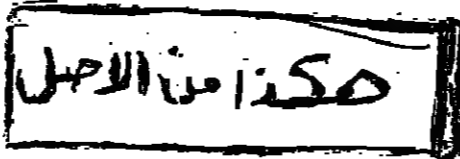
pour voir éventuellement un porte-savon, vous restez deux heures (pas de problème, le parking est gratuit), vous réfléchissez dix minutes en grignotant une spécialité suédoise (le restaurant n'est pas cher du tout) et vous mettez dans le coffre de votre voiture de quoi en mettre partout dans votre salle de bain. Le tout sans avoir dépensé la moitié de la moitié de ce que vous comptiez dépenser.

Offre valable jusqu'au 17 Avril 88 dans la limite des stocks disponibles.

Ils sont fous ces Suédois **IKEA**

- MINITEL 3615 IKEA
- IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - LUN. A VEN.: 11-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H
 - IKEA EVERY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVERY LISSES MENÉCY TEL. (1) 64.97.71.20 - LUN. A VEN.: 11-20 H - (NOCTURNE LE JEU. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H
 - IKEA LYON: ZAC DU CHAMP DU PONT - 69800 ST-PIERRE TEL. 78.26.49.49
 - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS - IKEA VITROLLES: RN 103 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16
 - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS

سكز من الاجل



Société

Aux Pays-Bas

Un ingénieur au chômage avoue l'enlèvement et l'assassinat de l'industriel Gerrit Jan Heijn

AMSTERDAM
de notre correspondant

Deux aspects ont particulièrement choqué le public néerlandais lors du dénouement tragique, le jeudi 7 avril, de l'enlèvement de l'industriel Gerrit Jan Heijn (*le Monde* du 8 avril). Tout d'abord, le fait que cet homme de cinquante-sept ans, « l'épicien le plus important des Pays-Bas », selon un slogan publicitaire, ait été abattu le jour même de son enlèvement, le 9 septembre 1987.

Second aspect : le cerveau présumé du rapt ne répondait pas du tout à l'archétype du criminel invétéré, membre du milieu néerlandais. En fait, celui-ci serait un homme de quarante-cinq ans, ingénieur diplômé, qui avait fondé plusieurs petites sociétés commerciales. Il est, sans grand succès. Ces dernières années, il avait vécu grâce à une allocation chômage avec son épouse, artiste-peintre, durant ses loisirs, et leurs trois enfants.

Tous les membres de la famille ont été arrêtés mercredi. Mais la police a laissé entendre que l'épouse et les enfants ont pu être étrangers à l'enlèvement. Ainsi, l'épouse, inquiète, avait téléphoné à la police le jour même de l'enlèvement de M. Heijn, affirmant que son mari semblait lui aussi avoir disparu. Le lendemain, elle rappela la police pour l'informer du retour de son époux.

Le cerveau et acteur principal présumé, identifié selon les coutumes judiciaires néerlandaises seulement par le prénom et la première lettre de son nom de famille, Ferdé E..., a reconnu avoir enlevé M. Heijn, près de la ville de celui-ci aux environs de la ville de Haarlem.

Après l'avoir conduit en voiture vers une forêt aux abords de la ville de Arnhem, l'ingénieur obligé sa

victime à enregistrer deux messages sur des cassettes, le tua ensuite d'une balle dans la tête et l'enterra à l'endroit où il avait déjà préparé une tombe. Près du même endroit devait avoir lieu, le 27 novembre, le remise d'une rançon d'une valeur de quelques dizaines de millions de francs français.

Ferdé E... et la famille de M. Heijn entretenaient des contacts par le biais de petites annonces, en code, dans plusieurs quotidiens néerlandais, tout comme en 1984, les ravisseurs de M. Freddy Heineken, le magnat de la bière. Ferdé E... semble avoir suivi l'exemple de ces truands, dont le chef, condamné à douze ans de prison, a raconté, par le menu, son exploit dans un livre devenu un best-seller aux Pays-Bas.

Pendant les négociations, le ravisseur de M. Heijn avait laissé croire à la famille que sa victime était encore en vie. Les messages enregistrés, les lettres et une partie du petit doigt sectionné de M. Heijn après l'assassinat étaient destinés à bernier la famille.

Il y a un mois environ, la vigilance d'un employé de banque devait mettre la police sur la trace de Ferdé E..., qui avait commis l'imprudence de faire des courses dans un supermarché près de son domicile, avec des billets de banque de 250 florins provenant de la rançon, et dont les numéros avaient, naturellement, été relevés.

Le ravisseur devait commettre la même erreur à plusieurs reprises, ce qui permit finalement à la police d'établir son identité et de l'arrêter. A quelques billets de 250 florins près, la totalité de la rançon, constituée en grande partie en diamants, se trouvait toujours dans la cave de la coquette maison de l'ingénieur au chômage dans le village de Landmeerpolder, dans la banlieue verte d'Amsterdam.

RENÉ TER STEEGE

Mis en cause à propos de ses liens avec l'Afrique du Sud

Un collaborateur de M. Pasqua va porter plainte contre plusieurs journaux

Comme il l'avait déjà laissé entendre (*le Monde* du 8 avril), M. Jean Taousson, chargé de mission au cabinet de M. Pasqua, a décidé de porter plainte contre les journaux qui, ces derniers jours, l'ont mis en cause à propos de ses liens avec l'Afrique du Sud.

Evoquant les accusations portées contre le collaborateur de M. Pasqua à propos de l'assassinat de Duitse September, représentants en France de l'African National Congress (ANC), un communiqué du ministre de l'Intérieur, diffusé le jeudi 7 avril en fin de journée, indique que « certains journaux » ont accusé le conseiller de M. Pas-

qua « d'être intervenu auprès des services consulaires du ministère afin d'obtenir l'autorisation de séjour de M. September ». « Selon les mêmes sources, ajoute le communiqué, M. Taousson aurait été à l'origine du recrutement de mercenaires pour le compte des services spéciaux sud-africains. »

Ces informations sont qualifiées « d'allégations infamantes ». Le communiqué conclut que M. Taousson « a chargé son conseil de poursuivre en justice les auteurs et les responsables de ces articles ».

Après la mort d'un enfant à Castellet (Vaucluse)

Le parquet d'Avignon ordonne l'ouverture d'une information judiciaire

Le parquet d'Avignon a ordonné l'ouverture d'une information judiciaire pour tenter de déterminer les causes de la mort de Raphaël Hurtig, cet enfant de trois ans qui avait disparu le dimanche 3 avril et dont le corps a été découvert mercredi soir dans un bos, à proximité du village de Castellet (Vaucluse).

Une autopsie pratiquée jeudi après-midi à Montpellier (Hérault) sur le cadavre de l'enfant avait conclu, selon des renseignements officiels, à une mort par étouffement. Les résultats de cet examen médico-légal, qui ont été transmis au juge d'instruction Jean-Pierre Masia, chargé de l'information judiciaire ouverte par le parquet d'Avignon, ne feraient état d'aucune trace de coups, blessures ou traumatisme.

Les gendarmes de la brigade de recherches de Nîmes, chargés par le juge d'instruction de l'enquête policière, observent un mutisme absolu sur la conduite de leurs investigations. Ils se disent simplement « surpris » par un constat : le sentier où le corps de l'enfant a été découvert avec l'aide d'une radiesthésiste avait, déjà, été exploré au début des recherches sans que des chiens spécialisés utilisés, à ce moment-là, détectent aucune piste.

Par ailleurs, le fait que l'enfant n'ait été victime d'aucun égratignure et que ses vêtements soient restés propres, sans trace de boue alors qu'il pleuvait le jour de sa disparition et que le lieu où il a été retrouvé était d'un accès extrêmement difficile, ne permet d'exclure aucune hypothèse.

URBANISME

Dans le 15^e arrondissement de Paris

Un quartier au bord de l'asphyxie

Les habitants du quartier de la porte de Versailles à Paris (15^e) sont furieux. Qu'on rénove le vieil hôpital de Vaugirard, passe encore. Difficile de s'y opposer. Mais que l'on construise des logements, ce n'est pas plus qu'ils ne peuvent supporter. Pour comprendre leur colère, il faut circuler au cœur de cet îlot bordé par la petite ceinture, au bout de la rue de Vaugirard.

Circuler, c'est vite dit. Dans ses rues étroites, très litéraines — elle s'appellent Vaugirard, Lacroix, etc. — l'effet d'accumulation menace à tout instant. Un médecin cardiologue écrit : « Il m'est arrivé de mettre plus d'une heure pour me rendre auprès d'un malade atteint d'un infarctus du myocarde. » Un autre médecin confirme : « Les visites d'urgence sont pratiquement impossibles. » Une autre enfin : « Je suis contrainte de me rendre à pied aux appels d'urgence. Plusieurs fois, le transfert d'un malade à l'hôpital a été retardé par le fait qu'une ambulance se trouvait dans l'impossibilité d'avancer. »

Les derniers ateliers et les maisons particulières aux grilles rouillées ont un air faussement calme. La proximité du Parc des expositions se charge de l'agiter. Au moment des grands Salons, qui attirent jusqu'à 200 000 visiteurs par jour, les automobilistes rôdent inlassablement, en quête d'un carré de trottoir pour stationner. Il manque, dans le quartier, reconnaît un rapport établi par la mairie de Paris en 1983, environ

6 000 places de stationnement en semaine. Le week-end, le déficit atteint 13 200 places. La situation, lit-on, est alors intolérable, les piétons et les véhicules en transit se frayant un passage avec beaucoup de difficultés. « Tant pis si l'on me traite de racistes », dit M. André Moritz, président de l'office et lui-même d'origine tzi-

gane, « mais lorsque je constate que, dans certains jours, on a laissé s'entasser jusqu'à 55 % d'immigrés, je suis non. »

M. Moritz a donc fait adopter par son conseil d'administration un nouveau règlement intérieur qui fixe à 10 % maximum le taux d'occupation d'un immeuble par les immigrants. « C'est seulement et nous ne déposons pas ce pourcentage que les étrangers arriveront à avoir un véritable échange enrichissant pour eux », explique-t-il. Dans le même temps, il a été décidé que l'attribution d'un appartement social sera désormais subordonnée à la justification d'un revenu minimal de 4 500 F, que les mauvais payeurs (actuellement 27 % d'impayés dans les HLM de La Seyne) seront poursuivis et qu'ils seront expulsés si nécessaire. Une soixantaine d'expulsions ont déjà été prononcées par les tribunaux.

Mais M. Moritz pousse le ton de la bonne gestion trop loin. Il va jusqu'à faire démanteler le mobilier des mauvais payeurs pour le garder en guise de caution. Ce n'est, qui n'est pas du goût de tout le monde, lui a valu une enquête de la gendarmerie et coûté le poste de second adjoint qu'il occupait à la mairie de La Seyne.

Incidents racistes dans le train Valenciennes-Lille

Quatre personnes dont deux militaires, fusiliers-commandos de l'air de Saint-Cyr l'Ecluse, ont été placées au garde à vue, le jeudi 7 avril à Lille. La nuit précédente, dans le train Valenciennes-Lille, ils auraient violemment pris à partie plusieurs voyageurs. Deux étudiants, dont l'un est d'origine maghrébine, un jeune Sénégalais et un employé de la SNCF auraient, notamment, été l'objet de menaces, de réflexions douteuses et d'insultes racistes. Un témoin a alors tiré le signal d'alarme, entraînant l'arrêt du train, qui s'est immobilisé à la hauteur d'Orchies (Nord). Les contrôleurs sont parvenus à isoler les agresseurs qui ont été interpellés en gare de Lille. Les quatre jeunes gens, Bertrand Brouzet, dix-huit ans, Renaud Brunot, vingt ans, tous deux militaires, ainsi que Laurent Caudoux, dix-huit ans, ont été inculpés jeudi soir de « viol de fait avec préméditation et d'insultes publiques à caractère raciste ». Ils ont été remis en liberté, mesure assortie d'un placement sous contrôle judiciaire pour les frères Caudoux.

Quatre attentats contre des banques à Marseille

A quelques minutes d'intervalle, le jeudi 7 avril, vers 21 heures, quatre charges de faible puissance ont explosé à Marseille autour de la place de Strasbourg, près de l'avenue Camille-Pelletan (3^e arrondissement). Les engins visant quatre établissements bancaires — Société générale, Crédit mutuel, Caisse d'épargne et BNP — n'ont causé que des dégâts légers. Il n'y a pas eu de victime. Une cinquième charge également déposée devant une agence bancaire n'a pas fait explosion.

CHARLES VIAL

A l'occasion de sa « Journée mondiale »

L'OMS décerne quarante médailles pour la lutte anti-tabac

La première « Journée mondiale sans tabac », organisée le jeudi 7 avril par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'occasion de son quarantième anniversaire (*le Monde* du 7 avril), n'a pas empêché — on s'en doute ! — des centaines de milliers de personnes de fumer. Mais cette campagne, relayée par les médias et appuyée par de nombreux gouvernements, a eu un certain écho.

« L'utilisation du tabac équivaut à un lent suicide », a souligné dans une déclaration le directeur général de l'OMS, M. Haflon Malher. Il a encouragé tous les fumeurs à prolonger ces vingt-quatre heures sans tabac « d'une semaine, d'un mois, d'une année ».

L'OMS a rendu publique la liste de quarante personnalités et organisations ayant remporté une médaille pour avoir contribué à promouvoir l'idée d'une société sans tabac. Parmi elles figurent l'ex-président Jimmy Carter, le président cubain Fidel Castro, qui ne fume plus en public depuis 1981, le dessinateur Morris, dont le célèbre Lucky Luke ne porte plus de cigarette à la bouche, le *Readers' Digest*, qui a toujours refusé la publicité pour le tabac, ainsi que la compagnie aérienne soviétique Aeroflot et la compagnie américaine Northwest Airlines.

Paris joue avec le feu

Maryse, chauffeur de taxi, allume une cigarette dès qu'elle se trouve dans un embouteillage. Journée sans tabac ou pas. « Ça m'évite d'appuyer sur le klaxon, explique-t-elle. Aujourd'hui, je n'ai pas résisté à l'envie de fumer comme d'habitude. » Antidote à l'ennui et à l'impatience, le tabac s'est consommé le jeudi 7 avril à Paris avec la même frénésie que les autres jours, dans les sables d'attente, les bails de gare ou les queues des cinémas.

Les animateurs de radio, chargés de diffuser la bonne parole tout au long de la journée, n'ont pas relâché la cadence infernale des cigarettes. « Mais ça ne fait rien puisque le public ne nous voit pas ! », avoue une animatrice. On n'a pas mieux respecté qu'ailleurs les consignes de cette Journée à NRJ, radio dont la religion bannit pourtant l'usage du tabac. « NRJ prône la vie saine, le sport et l'hygiène », explique Max Guazzini, son directeur général, tout bronzé, dans une tenue de jogging. La station a donc offert 100 000 F d'espace publicitaire au Comité français d'éducation pour la santé. « Nous avons essayé de moins fumer

aujourd'hui mais c'était dur », déclare Max Guazzini en absorbant une énorme pilule antitabac. Dans les studios, la plupart des disco-jockeys ont déjà consommé leur premier paquet. « Quand le spot annonce que le tabac c'est plus ça va, j'éprouve une envie insupportable d'en griller une », confie l'un d'eux, joignant le geste à la parole.

La plupart des fumeurs approuvent l'idée de la Journée. Le centre médical Emile-Augier, dans le seizième arrondissement, qui, comme contre-attrapage de France, proposait une journée « portes ouvertes », a reçu vingt-cinq visites de fumeurs curieux de connaître les méthodes de thérapie. Pourtant, les habitudes n'ont guère été modifiées. Aux Champs-Élysées, le débit de tabac du Brugnotre Publicis a ressemblé à un autre d'attente ou d'ordinaire. Les fumeurs n'ignoraient cependant rien des dangers qui les guettent : « Quand on me montre des photos de tumeurs je trémiss sur l'instant mais je me remets à fumer dix minutes après », déclare Philippe, un jeune coiffeur établi, cigarette à la

main, au café Cocteau, dans le quartier des Halles.

Alors, faut-il interdire le tabac dans certains lieux ? Gérard Faesch refuse depuis trois ans aux fumeurs l'entrée de son restaurant Aux Deux Cocottes, rue du Faubourg-Poissonnière. Cette initiative lui a valu au départ la distribution de moitié de ses recettes. Il pense toutefois que « rien ne vaut l'exemple : lorsque tout le monde s'abstient, plus personne n'est tenté d'allumer une cigarette ».

Les non-fumeurs, blessés par cette Journée, voudraient réserver des zones sans tabac sur les lieux de travail. « Impossible », répondent plusieurs chefs d'entreprises. « Quant à interdire totalement le tabac, ça serait porter atteinte aux libertés individuelles. »

L'exemple des États-Unis fait souvent trembler : c'est parce que le tabac procure un certain plaisir que ce pays, en plein retour de puritanisme, le considère avec tant de violence », estime Arnie, attaché de presse. Je ne voudrais pas que la France prenne le même chemin... »

RAFAËLE RIVAIS

Une décision de l'office municipal

Pas plus de 10 % d'étrangers dans les HLM de La Seyne

Jusqu'à nouvel ordre, les gitans et les Maghrébins n'auront plus le droit aux HLM de La Seyne (Var), nous signale nos correspondants à Nice et à Toulon. Ainsi en ont décidé à une écrasante majorité les quinze membres du conseil d'administration de cet office municipal qui gère cinq mille logements. Motif de la mesure discriminatoire : la proportion des étrangers parmi les locataires, et notamment les Maghrébins (six cents familles) a atteint un tel seuil qu'elle engendre de graves difficultés de gestion et des frictions avec les autres habitants. « Tant pis si l'on me traite de raciste », dit M. André Moritz, président de l'office et lui-même d'origine tzi-

gane, « mais lorsque je constate que, dans certains jours, on a laissé s'entasser jusqu'à 55 % d'immigrés, je suis non. »

M. Moritz a donc fait adopter par son conseil d'administration un nouveau règlement intérieur qui fixe à 10 % maximum le taux d'occupation d'un immeuble par les immigrants. « C'est seulement et nous ne déposons pas ce pourcentage que les étrangers arriveront à avoir un véritable échange enrichissant pour eux », explique-t-il. Dans le même temps, il a été décidé que l'attribution d'un appartement social sera désormais subordonnée à la justification d'un revenu minimal de 4 500 F, que les mauvais payeurs (actuellement 27 % d'impayés dans les HLM de La Seyne) seront poursuivis et qu'ils seront expulsés si nécessaire. Une soixantaine d'expulsions ont déjà été prononcées par les tribunaux.

Mais M. Moritz pousse le ton de la bonne gestion trop loin. Il va jusqu'à faire démanteler le mobilier des mauvais payeurs pour le garder en guise de caution. Ce n'est, qui n'est pas du goût de tout le monde, lui a valu une enquête de la gendarmerie et coûté le poste de second adjoint qu'il occupait à la mairie de La Seyne.

REPÈRES

Défense

Des PC volants pour la force nucléaire

Le ministre de la Défense, M. André Giraud, s'est fait présenter, le jeudi 7 avril, en vol et au sol, sur la base de Brégy-sur-Orge (Essonne), les programmes ASTARTE et RAMESES de quatre avions Transit équipés de matériels américains, qui seraient de réelle puissance de communication entre les autorités gouvernementales et les forces nucléaires (*le Monde* des 2 et 16 février). Ce système de transmissions des ordres d'engagement de la force nucléaire est, désormais, opérationnel et il vise à suppléer les défaillances éventuelles des centres de commandement et de communications au sol, en cas de crise ou, en période de conflit.

Environnement

Une drôle d'odeur dans la capitale...

Paris s'est éveillée, le jeudi 7 avril, enveloppée d'une odeur sulfureuse, où dominait le soufre. Les miasmes se sont étendus jusqu'à la mi-journée sans que les spécialistes aient pu en déterminer l'origine. Teneur anormale de diazote de soufre, à cause d'un pétard; nuageux très bas; et de l'absence de vent : c'est le diagnostic du ministre de l'Environnement. Cependant, jeudi soir, le laboratoire d'analyse de la Ville de Paris n'avait pas encore identifié avec précision l'origine irresponsable. Les météorologues ont tenté d'expliquer la trajectoire des vents, même légers. Ils sont remontés jusqu'à la Belgique : Meise, entre Bruxelles et Paris, les nuages ont légitimement le temps de prendre leur course balnéaire...

Un phoque criblé de plomb au Touquet

Les responsables du parc naturel du Méquothenne (Somme), n'en sont pas encore revenus. Le jeudi 7 avril, on leur a rapporté un phoque du Groenland d'une certaine taille qui s'était échoué sur la plage du Touquet. Voilà qui est déjà exceptionnel. Mais, encore plus étonnant, l'animal, qui est classé dans les espèces protégées, était criblé de plomb. Il avait été tué par un chasseur en mal de gibier. Bien que les phoques ne soient pas en danger, le phoque a été transporté par avion spécial dans une clinique pour mammifères marins des Pays-Bas. Après extraction des plombs, il sera relâché en mer du Nord.

Espace

Une perche de secours pour la navette

La navette spatiale américaine Discovery, qui doit être lancée le 4 août prochain, sera équipée d'une perche télescopique d'environ 3 mètres pour permettre l'évacuation rapide des astronautes. En cas d'urgence, et seulement si la navette est en vol horizontal dans l'atmosphère, les astronautes désactiveront l'écoulement de l'engin et glisseront alors avec leur parachute et leur équipement de survie le long de cette perche, ce qui leur éviterait d'être touchés pendant leur évacuation par la queue de l'appareil. Ce système très rustique a été préféré aux petites perches individuelles qui devaient éjecter les membres de l'équipage loin de la navette au cas où celle-ci devrait s'écraser faute de pouvoir atterrir ou être mise en orbite.

Médecine

Epidémie de méningite au Tchad

Les autorités tchadiennes ont lancé, le mercredi 6 avril, un appel à la communauté internationale pour l'acheminement d'urgence de médicaments et de personnel afin d'aider le gouvernement à enrayer une épidémie de méningite méningo-spineale qui sévit à N'Djamena depuis plus de deux mois. Les milliers de victimes étrangères, M. Boura Lasso, a qualifié la situation de « précaire » et indiqué que deux cent trente décès avaient déjà été recensés sur deux mille six cent quarante malades soignés à l'hôpital de N'Djamena.

Une vaste campagne de vaccinations avait été lancée il y a un mois et demi, mais seulement deux cent cinquante mille habitants que compte la capitale du Tchad ont pu être vaccinés. Depuis cette semaine, une équipe de médecins militaires français de la 1^{re} Division est à pied d'œuvre à N'Djamena, avec six cent trente mille doses de vaccin. — (Roulet)

THÉÂTRE

Mort de Judas et le Point de vue de Ponce Pilate de Paul Claudel

La brebis rue dans les brancards

Sophie Loucachevski porte sur la scène au Théâtre Paris-Villette...

de 1933: Mort de Judas et le Point de vue de Ponce Pilate.

Les années précédentes, Claudel a été ambassadeur de France à Tokyo, puis à Washington...

de travail autant de salaire que ses camarades pour dix heures...

de sauvegarde de Pilate. A une question de Pilate, Jésus a répondu...

Il est infiniment plus facile de ne pas croire que de croire...

Non seulement il esquise une sorte de pseudo-réhabilitation de ses deux protégés...

Pilate, nous rappelle Claudel, est un fonctionnaire de Rome...

De belles méditations

Or, grâce à la poigne souple, irrésistible de Pilate...

Ce qui, d'ailleurs, ne regarde pas vraiment Pilate...

Mais c'est le drame: la sanhédrin, le tribunal formé de membres de la noblesse sacerdotale...

Pilate, d'ailleurs, qui n'y est pas obligé, essaie de sauver la tête de Jésus...

C'est cela, ce fait d'avoir quitté Jésus, laissant la question sans réponse...

Dans une lettre écrite de Chine en 1907, Claudel écrivait: Rien de plus perfide et de plus dangereux que l'interrogatoire...

Au Théâtre Paris-Villette, Sophie Loucachevski a eu l'idée excellente de porter Mort de Judas et le Point de vue de Ponce Pilate sur la scène...

François Berthod nous donne un Pilate très proche, à la fois créateur et inquiet...

MICHEL COURNOT. Théâtre Paris-Villette, 21 heures.

La deuxième Nuit des Molières 1988

La revanche du privé



Zone au Bataclan, nommée pour le meilleur spectacle comique

La deuxième Nuit des Molières aura lieu à Paris au Théâtre du Châtelet, le lundi 2 mai...

nasse dans une mise en scène d'Andréas Voutsinos, avec Anny Duperey...

vingt spectacles créés sur des scènes publiques parmi les deux cent trente-six soumis au vote...

Comme toujours dans ce genre d'exercice, le vote des professionnels du théâtre laisse pour compte de remarquables spectacles et artistes...

OLIVIER SCHMITT.

Je ne suis pas Rappaport, de Herb Gardner

Les filous magnifiques

Sur un banc de Central Park, Georges Wilson et Jacques Dufilho fument des pétards...

A notre âge, faut inventer ou crever. Pour une fois, Nat parle vrai, car si on peut se fier à son grand-père...

Comédie-Française

Prochain départ de M^{me} Claude Winter

M^{me} Claude Winter, qui assure, depuis le décès de Jean Le Poulain, l'intérim au poste d'administrateur de la Comédie-Française...

ment un couple, un vrai, face à l'adversité.

Et dans Central Park, les mauvaises rencontres ne manquent pas: dealers, drogués, racketteurs de vieux...

Je ne suis pas Rappaport, de Herb Gardner, a fait un succès d'une efficacité très américaine: un bon sujet humanitaire - un vieux noir, un vieux Noir aux prises avec la société de consommation - et des dialogues en or...

Georges Wilson et Jacques Dufilho, en cannes absolus du troisième âge, sont inoubliables. Sur ce canevas de vieux marginaux, miliciens, mi-clocharde, chacun brode avec sa couleur...

ODILE COURNOT.

★ Théâtre de l'Euvre, 20 h 30.

Dominique Borg à Aubervilliers

L'image d'Alice

Dominique Borg monte à Aubervilliers De l'autre côté d'Alice, une adaptation théâtrale des lettres de Lewis Carroll aux petites filles.

Dominique Borg a une physique de poupée blonde, une peau transparente, les pommettes larges et les yeux clairs...

J'explique son attitude de cette manière, et c'est ce que j'aimerais traduire sur scène. Oui, cette manière de froter le désir impossible, un danger mortel, et puis de le réaliser autrement, de l'exprimer autrement...

D'abord elle envisage de travailler sur Oscar Wilde, ou Edgar Poe. En tout cas sur le trouble, l'inexprimable, l'ambiguïté, dit-elle. Elle assiste au spectacle de Patrice Chéreau la Dispute, tombe en arrêt devant Roland Bertin...

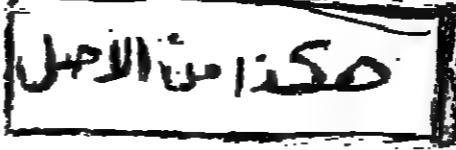
A ce moment, Dominique Borg découvre la correspondance de Lewis Carroll...

Le jeu est léger, poétique, fait de mille petites choses - une certaine façon de croiser les jambes, de poser la main sur la couture du pantalon...

Principales nominations

- Meilleur comédien: Daniel Auteuil, dans le Double Inconstance... Meilleur spectacle musical: L'Homme de la Mancha... Meilleur spectacle de l'année (théâtre privé): Ce que voit Fox... Meilleur metteur en scène: Robert Hossein...

Handwritten signature or text at the bottom of the page.



Culture

MUSIQUE

Le XII^e Printemps de Bourges

Racines africaines

Le Printemps se termine ce week-end, somptueusement, avec Johnny Clegg, le « Zoulo blanc » d'Afrique du Sud.

« Le Printemps, c'est la fête de l'Huma sur dix jours », dit en forme de boutade M. Rimbaut, le député, maire de Bourges. Et il est vrai que le Festival, avec ses fêtes et ses merges, en a quelquefois les apparences. Mais c'est aussi une énorme entreprise culturelle employant pendant deux semaines sept cents personnes. Après dix années de fonctionnement, le Printemps de Bourges était arrivé à un seuil de saturation. Il a fallu le stabiliser d'urgence. Opération réussie puisque avec soixante-dix-sept spectacles — au lieu d'une dizaine en 1987 — répartis dans dix salles, la douzième édition du Festival atteindra sensiblement le même chiffre de spectateurs que l'année dernière : soit cent vingt mille personnes.

En dépit de quelques imitations parfois caricaturales comme les Francfolies, le Printemps de Bourges est la seule manifestation réunissant tous les courants de la chanson et des musiques populaires, sans oublier la musique classique :

samedi 9 avril, Raphaël Tambyeff aux grandes orgues de la cathédrale, et le quintette de cuivres de l'Orchestre national de France dans un spectacle mis en lumière par Jacques Rouveyrolis.

Cette année, il les neuf salles de trois cents à trois mille places ont été systématiquement remplies chaque jour par un public de dix-huit à vingt-cinq ans, provenant pour moitié de la région, le stade, la virine des stars, a en son audience en dents de scie : trois mille personnes pour Indochine et Barry White, sept mille pour Julien Clerc et Frank Zappa — qui se produit samedi — dix mille pour Serge Gainsbourg, et quinze mille pour Johnny Clegg, à l'affiche dimanche et dont l'ascension est irrésistible. Prévu à l'origine pour trois jours, au Zénith, un semaine supplémentaire de concerts a dû être ajoutée en juin pour Johnny Clegg, et la location est déjà pratiquement complète. Le succès de Johnny Clegg, c'est celui d'un homme blanc installé en Afrique du Sud depuis l'âge de sept ans et qui, fasciné par la danse et les traditions zoulous, s'en est imprégné si fortement qu'il les transmet lui-même admirablement aujourd'hui. C'est aussi l'avènement d'une musique riche, inventive et proche de ses racines. C'est enfin une forme de solidarité avec la communauté noire du pays de l'apartheid.

Sponsors

Le budget du Printemps de Bourges s'est élevé cette année à 23 millions de francs en argent frais, et à 12 millions en prestations. Arrivé seul à Bourges, il y a quatre ans, le sponsor (Télécom BNP) a fait une entrée en force pour cette douzième édition : 3,5 millions de francs en argent frais hors taxes, et plus de 10 millions en prestations (informatique, transports, promotion). Soit 13,5 millions de francs au total : un record en France dans le parrainage culturel.

Judi 7 avril, outre Stephan Eicher, Marc Seberg — le meilleur groupe rock français — François Rabreau, les solistes de l'ensemble baroque de Limoges, Zoot, Mist Juleps et Boy George, dans une imitation hallucinée de Divine, la tendance du jour était au jazz, ou plutôt au rock jazz, avec toute une série de jeunes formations aux noms surprenants : Sexaphame, Angel, Eros, et surtout T. Baïlé. Le meilleur portrait de groupe est venu d'Ile-de-France. Hélas! la formation a un mailloin faible: une chanteuse sans vraie personnalité et, ce qui est pire, sans swing.

CLAUDE FLÉOUTER.

PATRIMOINE

Vincennes : nouvelle destination

(Suite de la première page.)

Le monument au duc d'Enghien, fusillé dans les fossés du château est quasi invisible, la porte qui ouvre sur le bois de Vincennes est obstinément close. Elle donne d'ailleurs sur une esplanade désertique que la Ville de Paris songe à aménager.

Pour donner une nouvelle destination au château de Vincennes, intégralement restauré, il faudrait que les administrations qui y prospèrent quittent les lieux. Ce souhait est d'autant plus difficile à réaliser que le Service historique des armées, logé ici depuis 1922, a entrepris d'énormes travaux pour organiser ses considérables archives. Il n'est donc pas question qu'il s'en aille. Pas plus que la direction départementale de l'architecture du Val-de-Marne dont la compétence sur le château justifie son maintien. Le Musée des chasseurs invoque la présence des centres des défenseurs de Sidi-Brahim, enfouies dans un coin de la citadelle, pour s'accrocher sur place. Quant à l'International Visual Theatre, il faudra bien lui trouver un nouveau domicile avant de l'expulser.

L'affectation de Vincennes à un projet unique semble donc bien compromis. Jean-Philippe Locat mesure d'ailleurs ces difficultés puisqu'il

propose au ministre des pôles multiples pour le château. A côté des Archives des armées maintenues sur place, il prévoit — dans le donjon et la chapelle — la constitution d'un ensemble muséal où seraient présentées les grandes heures de Vincennes, à travers des collections qui iraient de la porcelaine à l'orfèvrerie en passant par l'artillerie et l'art médiéval. Sans préciser d'ailleurs d'où seraient tirées ces richesses. Il prévoit surtout, dans l'enceinte de la forteresse, l'installation d'une maison du mécène. « Cette ambition nouvelle, écrit-il, doit disposer d'une structure de soutien, et ses conseils et assemblées se tenir dans un lieu propre. [...] Vincennes est superbement propice à une telle implantation. » On se voit pourtant pas pourquoi les mécènes auraient besoin de séjourner dans une propriété de l'Etat, environnés de fonctionnaires. Le mécène, faut-il le rappeler, est un choix privé. A vouloir lui attribuer un centre géographique, à vouloir à toute force l'encadrer d'un dispositif administratif contraignant, l'actuel gouvernement semble en faire une sorte de « financement groupé » des activités de l'Etat dans le domaine culturel. C'est bien mal connaître les mécanismes qui font son succès dans un certain nombre de pays. La confusion des genres augure mal de son développement en France. Si la restauration de Vincennes est une bonne chose, la vieille citadelle attend toujours in ou les locataires qui s'imposent.

EMMANUEL DE ROUX.

LETTRES

Edouard Bonnefous Prix des Ambassadeurs

Le Prix des Ambassadeurs a été attribué à Edouard Bonnefous pour son livre *Avant l'oubli*, publié en deux tomes. Le premier volume, *La Vie de 1900 à 1940* (Ed. LaFont/Nathan), avait paru en 1984 et avait déjà reçu le Prix du cercle de l'Union en 1985. Préfacé par Maurice Druon, le second volume se rapporte à la période 1940-1970 (Ed. LaFont/Nathan).

[Né en 1907, ancien ministre, ancien sénateur des Yvelines, membre de l'Institut, Edouard Bonnefous est l'auteur de plusieurs ouvrages de politique française et internationale, parmi lesquels une *Histoire politique de la III^e République* en sept volumes (PUF), *Sauver l'humanité* (1976, Flammarion), *La recherche des milliards perdus* (PUF, 1980), *Le Monde en danger* (1982, Ed. du Montclair).]

Communication

L'enquête judiciaire sur les rémunérations de M. Michel Droit

Le parquet demande l'annulation des investigations du juge Grellier

Le parquet de Paris tente-t-il une nouvelle fois d'étouffer l'enquête judiciaire sur les activités de M. Michel Droit, membre de la CNCL? Le jeudi 7 avril, dans la soirée, le parquet a en effet demandé à la chambre d'accusation de la cour d'appel d'annuler la commission rogatoire délivrée le 16 mars par le juge Grellier. C'est cette commission rogatoire qui avait permis aux policiers de vérifier les comptes de l'académicien et d'y relever la présence d'importantes sommes d'argent versées par le groupe de M. Robert Hersant (*Le Monde* du 8 avril).

Cette enquête avait suscité les protestations de M. Droit et de son avocat, M. Jean-Marie Varaut, qui contestaient au juge le droit de mener ce type d'investigation et en avaient aussitôt demandé l'annulation. La chambre d'accusation devrait rendre son verdict la semaine prochaine. Pour sa part, M. Claude Grellier, estimant importantes et nouvelles les informations révélées par l'enquête policière, avait demandé au parquet les moyens de

poursuivre plus avant l'instruction de ce dossier. Moyens qui lui sont aujourd'hui refusés.

M. Droit avait promis de faire la lumière sur ses comptes. Dans un communiqué publié dans la nuit du 7 avril, son avocat reprend les explications déjà données au *Monde*. Selon ce texte, « lorsqu'il a été nommé membre de la CNCL en novembre 1986, Michel Droit, conformément à la loi, a donné sa démission du Figaro à la rédaction du journal et il appartenait depuis 1981. Il a, en outre, fait alors valoir ses droits à une retraite anticipée. C'est à ce double titre qu'il a touché, au début de 1987, les indemnités et primes de départ en retraite qui lui étaient dues ».

« Ayant créé, en 1987, la rubrique Figaro histoire du Figaro Magazine, poursuit le communiqué, étant propriétaire des droits en cas d'édition et commercialisation en librairie ou par correspondance, Michel Droit a souhaité, afin d'être totalement libéré de toute attache avec le

Figaro, céder à celui-ci la totalité de ses droits sur Figaro histoire, comme l'article 5 de la loi du 30 septembre 1986 portant statut de la CNCL le prévoit expressément. La somme sur laquelle le journal (*Le Monde*) s'est interrogé correspond donc à ce versement mensuel sur six mois, comme il est d'usage chez les écrivains au titre des droits d'auteur », continue le communiqué.

« Ces versements pour solde de tout compte entre le Figaro et Michel Droit n'impliquent évidemment aucun lien fonctionnel avec le groupe éditeur et lui qui soit incompatible avec son indépendance ».

Un texte flou qui laisse subsister de nombreuses interrogations : sur le cumul des « droits à une retraite anticipée » et de « primes de départ », sur le caractère inhabituel de la cession des droits d'auteur d'une rubrique à un journaliste qui l'a créée, sur la ventilation des sommes comme sur le calendrier de leur règlement. Le doute subsiste aussi sur la provenance de ces règle-

ments. L'agence Presse information (AGPI) qui règle habituellement les pigistes du Figaro Magazine, contactée le 7 avril au téléphone, affirmait « ne pas être du tout au courant des sommes versées à M. Michel Droit ».

Mais surtout, le communiqué de M. Varaut ne fait aucune allusion à d'autres sommes importantes perçues chaque mois par M. Droit. Des sommes qui, selon l'enquête policière, porteraient les revenus mensuels de l'académicien à une moyenne de 120 000 francs en 1987 alors que son salaire à la CNCL n'excède pas 45 000 francs.

Dans le Figaro de vendredi 8 avril, M. Varaut conclut ainsi un article tiré de « Situation parfaitement légale » : « M. Michel Droit m'a demandé de donner à cette violation du secret de l'information et de l'instruction, et à cette atteinte grave pour son honneur, toutes les suites judiciaires qu'elle comporte ».

ANNECK COJEAN.

Lancement officiel de Télé-Toulouse

Sabotage en cours de diffusion

TOULOUSE

de notre correspondant

Pour le lancement officiel de la première télévision locale toulousaine de France, Télé-Toulouse (TLT), Toulouse avait mis les petits plats dans les grands. Le nouveau quartier de Campan-Caraffin était presque en état de siège : services d'ordre et barrières pour canaliser la foule. Le « tout Toulouse » des affaires et des médias, des stars parisiennes de la télévision et de la radio étaient là. Tout ce beau monde qui a suivi les émissions en circuit fermé jusqu'à 21 heures, le public en avait été privé. Un sabotage de câble-axial qui alimente l'émetteur avait arrêté la diffusion de TLT. Ce câble a été cassé ou brisé et la précision du geste laisse penser qu'il y a bien eu un sabotage. Une enquête a été ouverte par la police toulousaine et M. Jean-Claude Castellan, directeur général de TLT, a indiqué qu'il portait plainte.

Pourtant, à l'heure dite — 19 h — le générique avait retenti, amplifié par d'énormes haut-parleurs. Les premières images crevaient, au grand soulagement de tous les acteurs de TLT, le mur de télévision installé dans le hall d'accueil. D'emblée, cette télévision affiche en haut à droite : deux minutes de spots locaux et nationaux pour donner le ton ; une météo à la mode d'aujourd'hui, toulousaine au point de vouloir annoncer le couleur du ciel de chacun des quartiers de la ville! Re-pub. Bonjour les nouvelles! Quelques images empruntées au satellite, des brèves internationales et nationales. « On a oublié de mettre les « jingles », concède, quelques instants plus tard, une voix

anonyme en régime. Repas léger pour les téléspectateurs peu exigeants.

Après de nouvelles pubs, apparition de la présentatrice sur décor bleu. Du classique. En quelques minutes, les Toulousains vont apprendre que la Foire de la ville n'a pas l'appétit à son président, qu'Arlette Lagulier s'est laissé aller à un brin de nostalgie soixantehuitarde, que le personnel de TLT n'a pas otdé à la campagne antitabac et que « les cachous, c'est chou ». Lajour, il est vrai, est de la région. Après quelques cassettes préenregistrées, c'est le tour de « Toulouse à un et à dix ». Un magazine de Raoul Sangla, qui dirige par ailleurs la technique. Il offre, en une dizaine de minutes, une vadrouille un tantinet émerveillée, sur une place toulousaine. Retour au direct avec les actionnaires principaux de TLT dont la « marraine », M^{me} Evelyn-Jean Baylet, PDG de la *Dépeche du Midi*, qui assure qu'elle « pensait d'abord (*[son] journal en faisait cette télé* ».

A bon entendre... Tous les Toulousains n'auront pas vu les premiers pas nécessairement hésitants de TLT. Outre la coupure pour sabotage, en certains endroits de la ville, la réception était encore difficile. Mais en septembre, France Télécom chargée de la diffusion au lieu de TDF (c'est une première), aura effacé ces zones d'ombre. La « BBC », selon la mot d'un confrère factuel, initiales des noms des promoteurs de TLT, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, M^{me} Evelyn-Jean Baylet, de la *Dépeche*, et M. Courtois, le banquier de l'affaire, pourra alors donner toute sa mesure.

GERARD VALLÉS.

Réseaux câblés, domotique et télésécurité

EDF va se diversifier

Electricité de France va entamer sa diversification « prudente » de ses activités vers les réseaux de télévision par câble, la télésurveillance et la « domotique », cet ensemble de techniques qui permet de contrôler la gestion des équipements d'un bâtiment ou d'un logement, annonce le directeur général d'EDF, M. Jean Bergougnoux, dans un entretien à l'AFP.

Cette diversification devrait se concrétiser dès la semaine prochaine par un accord couvrant ces trois domaines avec la Caisse des dépôts, un des câblo-opérateurs avec lesquels EDF cherche à s'associer.

M. Bergougnoux précise cependant que ce nouvel axe de développement ne doit pas conduire EDF, déjà lourdement endettée (à bas-

teur de 224 milliards de francs) à investir massivement ou à subventionner des activités non rentables. Ainsi EDF limiterait-elle à 10% au plus sa participation à des sociétés locales d'exploitation de réseaux câblés. En revanche, l'établissement public apporterait son expertise en gestion d'abonnés, et l'utilisation de son réseau de poteaux et de tranchées. Aux Etats-Unis, la plupart des câblo-opérateurs ont des accords similaires avec les propriétaires de tels réseaux, compagnies d'électricité ou de téléphone le plus souvent.

L'exploration de ces nouvelles activités a un double avantage pour EDF : redéployer ses effectifs, alors que le programme nucléaire est ralenti ; et préparer l'avènement de systèmes de relevé à distance des 25 millions de compteurs d'électrique.

EDF et la Caisse des dépôts comptent d'ailleurs aller plus loin dans le domaine des services à distance. La télésurveillance, par exemple, les centres EDF, fonctionnant en continu, peuvent jouer un rôle de relais entre alarmes et interventions des entreprises compétentes. A plus long terme, les deux partenaires s'intéressent à la domotique, qui permet la gestion centralisée d'une série de fonctions dans des bâtiments : chauffage, éclairage, sécurité, machines. Ils réfléchissent ensemble à un projet d'école intelligente, dans laquelle les coûts d'énergie et de maintenance seraient réduits, et qui pourrait être élargi aux hôtels, hôpitaux ou prisons.

Quelques chiffres

Depuis la nomination de M. Michel Droit à la CNCL en octobre 1986, le procès-verbal de l'enquête policière sur le compte bancaire de l'académicien dans l'agence Victor-Hugo de la Société Générale fait apparaître onze versements émanant du groupe Hersant et échelonnés du 27 novembre 1986 au 12 janvier 1988. Cinq proviennent de la Société de gestion du Figaro, les six autres de l'agence Presse Infor qui, dès août 1987 permit prendre la relève comme organisme payeur. Versés par la Société de gestion du Figaro, la somme de 84 027 F se répartit ainsi : 27 347 F (27 novembre 1986) ; 4 407 F (4 décembre 1986) ; 2 596 F (6 mars 1987) ; 15 000 F (24 juillet 1987) ; 14 677 F (12 janvier 1988).

Les 222 520 F payés par Presse Infor se décomposent, aux de la façon suivante : 56 898 F (12 août 1987) ; 33 840 F (10 décembre 1987) ; 37 224 F (12 octobre 1987) ; 33 840 F (13 novembre 1987) ; 33 840 F (14 décembre 1987) ; 26 896 F (12 janvier 1988).

Ce sont donc au total 226 547 F qui ont été déjà versés à M. Droit, les comptes étant arrêtés au janvier dernier.

Intéressé vendredi 8 avril dans le journal de 13 h de France-Info, sur les sommes importantes qu'il aurait perçues en dehors des versements du groupe Hersant, M. Droit a demandé l'information et s'est excusé : « Je voudrais que ce soit réglé ». Il a toutefois précisé que l'enquête policière fait notamment état, le 30 juin 1987, d'un versement de l'origine inconnue de 184 720 F, et le 2 janvier 1987 d'un virement de 224 488,94 F.

La disparition d'un grand homme de presse britannique

Sir Denis Hamilton est mort

Sir Denis Hamilton, ancien président de l'agence de presse Reuter et ancien président du groupe de presse éditant le Times, est décédé à l'âge de soixante-neuf ans, le jeudi 7 avril à Londres. Il fut à la base d'innovations dans ces deux groupes qui leur donnèrent leur rayonnement.

nouvelles technologies dans le groupe. Surtout, il fit confiance à de jeunes journalistes, qu'il forma au sein de ce que le presse britannique appela : « l'académie Hamilton ». Quand il quitta, en 1967, la rédaction en chef du Sunday Times, ce dernier diffuse un million quatre cent mille exemplaires.

L'agence Reuter, dont il est l'un des directeurs dès 1967, avant d'en devenir président en 1979, il priviligie le développement des services économiques, multiplie les bureaux de correspondants dans le monde et participe à la création en Bourse de l'agence en 1984.

Né le 6 décembre 1918, Sir Denis Hamilton commença sa carrière de journaliste en 1937, comme simple reporter — à dix livres la semaine! — dans le journal régional The Evening Gazette, qui appartenait au groupe Kemsley, propriétaire du Times. Après la guerre, qu'il termina avec le grade de lieutenant-colonel, Sir Denis devint, en 1950, l'assistant personnel de Lord Kemsley puis directeur, à trente et un ans, du Sunday Times, l'un des grands hebdomadaires britanniques. Vingt ans plus tard, alors qu'au même temps le groupe de presse Kemsley avait été revendu à lord Roy Thompson, Sir Denis en devint le président et rédacteur en chef. Il y lança le journalisme d'enquête, créa un supplément illustré pour le Sunday Times, fut à l'initiative de l'introduction des

Y.-M.-L.

50 DERNIÈRES
THEATRE DU SOLEIL

L'INDIADE OU L'INDE DE LEURS REVES

D'HELENE CLOUIS

Cartouche 43.74.24.08 - 18h30

THEATRE NATIONAL DE
CHAILLOT
GRAND THEATRE

LE MISANTHROPE

MOLIÈRE • ANTOINE VITEZ
JUSQU'AU 23 AVRIL

ANACAONA

JEAN METELLUS • ANTOINE VITEZ
DERNIÈRES LES 8, 10 ET 16 AVRIL

SOIRÉE A 20H30. MATINÉE DIMANCHE A 15H. RÉLACHE DIMANCHE SOIR ET LUNDI

RENSEIGNEMENTS - RÉSERVATIONS - 47.27.81.15.

Spectacles

théâtre

Vendredi 8 avril

SPECTACLES NOUVEAUX

LE PUBLIC Odon/Th. de l'Europe (43-25-70-37), 20 h 30.
LES VOISINS Th. Marie-Stuart (45-09-17-40), 22 h.

MONTARNASSE (43-22-77-74). Le Secret 21 h.
MONTARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Forêt, d'après la vie de saint François d'Assise: 22 h.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47). D'elle de couple: 20 h 45.
SENTER DES HALLES (42-36-37-27). D'avis sur coupé: 20 h 30.

10-30): La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08); Georges V, 9 (45-42-41-53); La Bastille, 11 (43-54-07-74); Escurial, 13 (47-07-28-04); Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02); Kinopanorama, 15 (43-06-30-50); v.f. Rex, 2 (42-36-83-93); Paté France, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13 (43-21-60-74); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-66); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES GRANDES REPRSES
AMARCORD (Il. v.a.): Accotone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).
L'ARME FATALE (*) (A. v.f.): Mazevilles, 9 (47-70-72-86).

LES LIASONS DANGEREUSES 1960 (Fr. v.a.): Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.f.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Danon, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Ermitage, 6 (45-43-16-16); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Napoléon, 17 (42-67-43-42); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); Trois Secrétas, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Les autres salles

AMATEURS DE PARIS (43-66-43-17). L'Invidé: 20 h 30.
ANTOINETTE - SIMONE-BERREAU (42-08-77-71). Les Cablons tempo: 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Émission sur le Réactionnaire amoureux: 20 h 30.
PALAIS-VILLETTE (42-02-02-68). Indes-Paste (d'après Figures et Paraboles): 21 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle 1, 0. L'Émission des jours: 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-37-81-15). Grand Théâtre: 0 Amica: 20 h 30.

LES GENS DE DUBLIN (A. v.a.): Utopia Champanillon, 5 (43-26-84-65); Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14); Trois Parisiennes, 6 (45-20-30-19).

LES DAMNÉS (Brit. v.a.): Accotone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).
LES DAMNÉS (*) (Il. v.a.): Accotone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LES LIASONS DANGEREUSES 1960 (Fr. v.a.): Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.f.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Danon, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Ermitage, 6 (45-43-16-16); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Napoléon, 17 (42-67-43-42); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); Trois Secrétas, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

quelques chiffres

CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-72-74). Quand on a peur de la peur, de la peur: 20 h 30.

PALAIS DE CHAILLOT (47-37-81-15). L'Impasse des deux anges (1948), de Maurice Tourneur, 16 h. Une poule, un tricot, et quelques montres (1969), v.a.f.l. de Dino Ris, 17 h. Clamart à tout prix (1953-1954, v.a.), de David Lean, 21 h 15.

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Georges V, 9 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (43-20-12-06); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14); UGC Convention, 15 (48-28-42-27); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES GENS DE DUBLIN (A. v.a.): Utopia Champanillon, 5 (43-26-84-65); Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14); Trois Parisiennes, 6 (45-20-30-19).

LES FILMS NOUVEAUX
L'AFFAIRE DU CANON NOIR. Film chinois de Hsiang Jiacong, v.a.; Utopia Champanillon, 5 (43-26-84-65).

LES LIASONS DANGEREUSES 1960 (Fr. v.a.): Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.f.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Danon, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Ermitage, 6 (45-43-16-16); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Napoléon, 17 (42-67-43-42); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); Trois Secrétas, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

cinéma

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Georges V, 9 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (43-20-12-06); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14); UGC Convention, 15 (48-28-42-27); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Georges V, 9 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (43-20-12-06); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14); UGC Convention, 15 (48-28-42-27); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Georges V, 9 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (43-20-12-06); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14); UGC Convention, 15 (48-28-42-27); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Georges V, 9 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (43-20-12-06); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14); UGC Convention, 15 (48-28-42-27); Le Moulin, 17 (47-48-06-06); Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX
L'AFFAIRE DU CANON NOIR. Film chinois de Hsiang Jiacong, v.a.; Utopia Champanillon, 5 (43-26-84-65).

LES LIASONS DANGEREUSES 1960 (Fr. v.a.): Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.f.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Danon, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Ermitage, 6 (45-43-16-16); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Napoléon, 17 (42-67-43-42); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); Trois Secrétas, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Les exlucivités

LES AILES DU DÉSOR (Fr.-All. v.a.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).
AU REVOLVÉ LES ENFANTS (Fr.-All.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Gaumont Opéra, 9 (42-36-83-93); Le Troisième Bureau, 11 (43-27-84-50); Les Trois Louzembourgs, 6 (46-33-97-77); Le Triomphe, 8 (45-42-48-18); La Galaxie, 13 (45-36-23-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LES AILES DU DÉSOR (Fr.-All. v.a.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).
AU REVOLVÉ LES ENFANTS (Fr.-All.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Gaumont Opéra, 9 (42-36-83-93); Le Troisième Bureau, 11 (43-27-84-50); Les Trois Louzembourgs, 6 (46-33-97-77); Le Triomphe, 8 (45-42-48-18); La Galaxie, 13 (45-36-23-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LES AILES DU DÉSOR (Fr.-All. v.a.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).
AU REVOLVÉ LES ENFANTS (Fr.-All.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Gaumont Opéra, 9 (42-36-83-93); Le Troisième Bureau, 11 (43-27-84-50); Les Trois Louzembourgs, 6 (46-33-97-77); Le Triomphe, 8 (45-42-48-18); La Galaxie, 13 (45-36-23-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

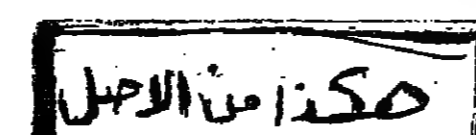
LES AILES DU DÉSOR (Fr.-All. v.a.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).
AU REVOLVÉ LES ENFANTS (Fr.-All.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Gaumont Opéra, 9 (42-36-83-93); Le Troisième Bureau, 11 (43-27-84-50); Les Trois Louzembourgs, 6 (46-33-97-77); Le Triomphe, 8 (45-42-48-18); La Galaxie, 13 (45-36-23-44); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX
L'AFFAIRE DU CANON NOIR. Film chinois de Hsiang Jiacong, v.a.; Utopia Champanillon, 5 (43-26-84-65).

LES LIASONS DANGEREUSES 1960 (Fr. v.a.): Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.f.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Danon, 6 (42-25-10-30); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Ermitage, 6 (45-43-16-16); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Napoléon, 17 (42-67-43-42); Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01); Trois Secrétas, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

CINÉ BEAUBOURG - St-ANDRÉ DES ARTS - UGC ROTONDE
DOMINIQUE SANDA
JEAN-PHILIPPE ECOFFEY - ANNE ROUSSEL
LES MENDIANTS
UN FILM DE BENOIT JACQUOT
D'APRES LE ROMAN DE LOUIS-RENE DES FORETS (EDITIONS GALLIMARD)

JAZZ-ROCK
EN DIRECT
Achetez dès maintenant vos places aux bornes BILLETTEL pour:
ANTONIO CARLOS JOBIM - AL DI MEOLA le 29 avril à la Cigale
PACO DE LUCIA - KASSAV du 5 au 15 mai au Zénith
TERENCE TRENT D'ARBY - FRANK ZAPPA le 20 mai au Zénith
JULIEN CLERC - le 4 juin (salle non fixée)
Mais aussi pour la Nuit des Publiores, le Dernier Picasso, Zingaro, les Ballets Foliorico de Mexico, etc., etc.
LES BORNES BILLETTEL: toutes les Fracs de la Région Parisienne et des grandes villes de Province, plus Euromarché Autoulet et Saint-Quentin-en-Yvelines.
Informations : 36.15 BILLETTEL
Le Monde sur minitel
ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS au Monde et à ses publications 36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO



on Michel Drouot
ations du juge Gré
Denis Hamilton est mort

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi sauf dimanche-mardi. Signification des symboles: P Signal dans le Monde radio-télévision. O Film à vision ou à sa part voir. N Ne pas manquer. C Chef-d'œuvre ou classique.

Dimanche 10 avril

Vendredi 8 avril

TF1 20.40 Variétés: Dalida, la gloire et les larmes. Emission présentée par Jean-Luc Lahaye. Avec Frédéric Mitterrand, Gina Lollobrigida, Aouk Bouferridj, Alain Delon, Omar Sharif, Gilbert Bécaud, 22.50 Alain Daccache face à l'histoire. Le secret de la Grande Pyramide. 23.50 Journal du Soir. R1 Série: Les chevaliers. Conférence au sommet. 0.50 Voyages intérieurs. La psychanalyse citée deux (2 partie).

CANAL PLUS

20.30 Football. Paris-Saint-Germain-Metz Racing. en direct du Parc des Princes. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Série: Un film dans la mafia. 23.40 Cinéma: La Loi. Film franco-italien de Jules Dassin (1958). Avec Gina Lollobrigida, Marcolino Mattioli, Yves Montand, Pierre Brasseur. 1.25 Cinéma: Dame. Film américain de David Lynch (1984). Avec Francesca Annis, Brad Douvill, Jose Ferrer. 3.40 Cinéma: Le Docteur et les Femmes. Film américain de Freddie Francis (1985). Avec Timothy Dalton, Jonathan Pryce, Twiggy. 5.00 Téléfilms: Biogage.

LA 5

DEMAIN SAMEDI entre 12 h & 12 h 30 COMMENT TRAITER La Chute des Chevaliers Sur le 6^e cent de l'empire d'Allemagne à un épisode sur ORF2. scénario complet, reportage, musique des chevaliers (sur les 6 parties). 20.30 Téléfilm: Merveilles à Las Vegas. De Noël Godé. avec Nicolas Sarkozy, Kevin Ailey, Pat Corley, Ben Murphy. 22.10 Série: Mises en scène impossibles (rediff.). 23.00 Magazine: Seize de misère. De Thierry Ardisson. 0.30 Série: Thriller. Double meurtre. 1.40 Série: Kojak (rediff.). 2.30 Arta de rêve. Trois impromptus posthumes D. 946. de Schubert, par Christian Ivaldi, piano.

TF1

7.00 Bonjour la France, bonjour l'Europe. Journal présenté par Jean Offredo, en direct d'Aljacio. 8.00 Méteo. 9.05 Dessin animé Cady; les Trois Mousquetaires; Jen et les hologrammes; Bioman. 9.10 Variétés: Jacky show. Avec Jean-Michel Martial. Vays con Dia. Les Calandris. Les Albetris. 9.30 Série: Tarzan. Les fanatiques. 10.30 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les amoureux du monde. Emission de Martine de La Grange et Antoine Reille. Sauvez le regard: La vision chez les animaux. 11.30 Magazine: Antenne. 11.50 Méteo. 12.00 Magazine: Téléfoot. 12.55 Méteo. 13.00 Journal. 13.20 Série: Starsky et Hutch. Quel charme! 14.20 Jeu: Le jeu des jokers. Présenté par Max Meynier et Harold Kari. 15.25 Tiercé à Longchamp. 15.40 Série: Les chevaliers de la foi. De Patrick Jamain. Trente-six heures. 16.30 Variétés: A la folle. Emission de Patrick Poivre d'Arvor. Avec pour la partie variétés: Jill Kaplan, Bob Robin, Jean-Pierre Capdevielle, Bernard Tapie, Mire Odette Ventura. 18.05 Série: Pour l'amour du risque. Des témoins gênants. 19.00 Magazine: 7 sur 7. Emission d'Anne Sinclair. Invité: Pierre Arditi. 19.50 Loto spécial. 20.00 Journal. 20.30 Méteo et Texte vert. 20.40 Cinéma: Les vacances de Dédé. Film américain de Douglas Hickox (1976). Avec James Coburn, Susanoh York, Charles Aznavour, Robert Culp, John Beck. 22.35 Sport dimanche soir. Halo Act's Studio. D'Anne Trepoux. 2^e partie. Une soirée publique.

FR 3

7.00 Magazine: Sports 3 (rediff.). 8.02 Bomba. 8.15 Croc-noct show. 8.20 Dessin animé: Inspecteur Gadget. 8.45 Les complices de Vieux Cordoux. 9.50 Raccourci à la BFM. 9.00 Magazine: Ensemble aujourd'hui. Emission de L'ADRI. 10.30 Téléfilms. Emission de RFO.

LAURENT BROOMHEAD "Avec Téléfoot, réussi en affaires, c'est l'affaire d'un 1/4 d'heure." R.V. sur FR3 Ile-de-France le 11-4 à 10h.

LA 5

7.00 Dessin animé: King Arthur. 7.25 Dessin animé: Caddy la petite fermière. (rediff.) 8.15 Dessin animé: Vanessa. (rediff.) 9.30 Top suggest. 10.00 Série: Captain Power (rediff.). 10.30 Série: Galactica (rediff. en français). 10.50 Invité woman (rediff.). 11.20 Série: Supermarché (rediff.). 13.00 Journal. 13.25 Série: K 2000. 14.15 Magazine: Télé-marchés. Emission présentée par Pierre Cagnion. Les événements sportifs du week-end. La télévision sportive à travers le monde; Rétrospective de la semaine sportive. 16.10 Téléfilm: Vengeance en affaire. De Curtis Harrington. Avec Anthony Perkins, Julie Harris, Joan Hickox, Ken Smith. La sortie de l'hôpital psychiatrique d'Alta. Un téléfilm par présentation de 17.30 Méteo. 18.20 Série: Baratta. Un geste est mort. 19.10 Feuilleton: Dallas. Le chat et la souris. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma: La femme de valeur. Film chinois (Hongkong) de Lo Wei (1972). Avec Bruce Lee, Nora Miao, Tien Feng, Bob Baker. 22.10 Téléfilm: Vengeance en affaire (rediff.). 23.00 Série: L'Asiatique. L'assassin aux deux visages. 0.45 Magazine: Reporters (rediff.). 1.25 Série: Baratta (rediff.). 2.05 Série: L'Asiatique. L'assassin aux deux visages. 2.45 Magazine: Reporters (rediff.). 3.05 Série: L'Asiatique. L'assassin aux deux visages. 3.45 Magazine: Reporters (rediff.). 4.25 Série: Baratta (rediff.). 5.05 Série: L'Asiatique. L'assassin aux deux visages. 5.45 Magazine: Reporters (rediff.). 6.25 Série: Baratta (rediff.). 7.05 Série: L'Asiatique. L'assassin aux deux visages.

Samedi 9 avril

TF1 13.15 Magazine: Reportages. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. Percé sur Singapour. 13.45 Le monde de la nuit. Les témoins choisissent un témoin à la carte. 13.50 Série: Matt Houston. A corps perdu. 15.45 Tiercé à Longchamp. 16.00 La nuit de la mort. 18.05 Téléfilm: millions d'Amis. De Jean-Pierre Hulin. Sommaire: Bernard Freson lit Mabrouk, chien d'une vie; Gros plan: la nuit de la mort; Les bénévoles de Cesars. 18.35 Série: Agence tous risques. La dernière séance. 19.25 Série: Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.45 Têtu vert et drage de Lola. 20.45 Variétés: Sébastien. C'est son émission présentée par Patrick Sébastien. Hommage à Louis de Funès. Avec Mireille Mathieu, Amanda Lear, Jean Lapointe, François Feldman, Simon et les Modanais, Darry Cowl, Sophie Darel, Linda de Suza, Les Rita Mitsouko, Francis Lalonde, Félix Gray. 22.20 Feuilleton: Les oiseaux se cachent pour mourir (4^e épisode). 23.00 Journal et météo. 23.55 Série: Les inconvertissibles.

Vous entendez mal? Samedi sur FR3 à 16 h 15 dans "Aux couleurs de la vie" LES SOLUTIONS POUR ENTENDRE MIEUX

TF1

13.15 Magazine: Reportages. De Michèle Cotta et Jean-Claude Paris. Percé sur Singapour. 13.45 Le monde de la nuit. Les témoins choisissent un témoin à la carte. 13.50 Série: Matt Houston. A corps perdu. 15.45 Tiercé à Longchamp. 16.00 La nuit de la mort. 18.05 Téléfilm: millions d'Amis. De Jean-Pierre Hulin. Sommaire: Bernard Freson lit Mabrouk, chien d'une vie; Gros plan: la nuit de la mort; Les bénévoles de Cesars. 18.35 Série: Agence tous risques. La dernière séance. 19.25 Série: Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.45 Têtu vert et drage de Lola. 20.45 Variétés: Sébastien. C'est son émission présentée par Patrick Sébastien. Hommage à Louis de Funès. Avec Mireille Mathieu, Amanda Lear, Jean Lapointe, François Feldman, Simon et les Modanais, Darry Cowl, Sophie Darel, Linda de Suza, Les Rita Mitsouko, Francis Lalonde, Félix Gray. 22.20 Feuilleton: Les oiseaux se cachent pour mourir (4^e épisode). 23.00 Journal et météo. 23.55 Série: Les inconvertissibles.

FR 3

14.00 Espace 3: Des centres et des entreprises. 15.00 Espace 3: Entre-

LA 5

13.15 Magazine: L'assiette anglaise. De Bernard Rapp. 14.00 Série: Les mystères de l'Ouest. La nuit du cobra d'or. 15.00 Samedi-passion. Jeu: Ibibelle. tennis; Coupe Davis. France-Australie à Clermont-Ferrand. 17.55 Série: Ma sorcière bien-aimée. Les nouveaux pouvoirs de Jean-Pierre (1^{er} partie). 18.25 Magazine: Entre chiens et loups. D'Alain Bougrain-Dubourg. Sommaire: L'animal star; Aristocats; Sur le terrain: Trafic; Animatement vété; Mémorie de chien; Salut aux oiseaux; Du coq à l'âne; Bestiaire sans frontière; En compagnie de campagne; Le toutou de la semaine. 19.05 à 19.10 Actualités régionales. 19.35 Jeux: Bêtes à malice. Présentés par Fabrice. 20.00 Journal. 20.30 Méteo. 22.25 Variétés: Champs-Élysées. Emission présentée par Michel Drucker. Avec: Enrico Macias, Noam, Charles Aznavour, Romina Power et Albano. Jean-Jacques Goldman. Yann Reboucq. Georges Lemaire. Charlie makes the cook. Peter Gabriel. Tina Turner. Les Ballets tziganes. Daniel Bilaljan. 22.15 Série: Sam et Sally. Isabelle. 23.15 Journal. 23.30 Magazine: Les enfants du rock. Best of... George Michael. Une interview du chanteur et de nombreux clips.

FR 3

LAURENT BROOMHEAD "Avec Téléfoot, réussi en affaires, c'est l'affaire d'un 1/4 d'heure." R.V. sur FR3 Ile-de-France le 9-4 à 10h.

FR 3

14.00 Espace 3: Des centres et des entreprises. 15.00 Espace 3: Entre-

FR 3

14.00 Espace 3: Des centres et des entreprises. 15.00 Espace 3: Entre-

le hit parade du siècle En direct de l'Olympia les 20 plus grands succès français du siècle présentés par M. Deniset. A 20H30 EN CLAIR CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

Audience TV du 7 avril 1988 (BAROMETRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Table with columns: Horaire, Foyers avant, TF1, A2, FR3, Canal+, LA 5, M6. Rows show audience data for various time slots from 19h22 to 22h44.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel: Du 25 mars 1988 fixant la composition et le fonctionnement du Comité national des grades pour le judo, ju-jitsu, l'art-do, le karaté et les disciplines assimilées. Du 7 avril 1988 arrêtant la liste des candidats à l'élection du président de la République.

LE MONDE diplomatique AMERIQUE CENTRALE Perspectives de guerre NUMERO AVRIL EN VENTE PARTOUT

LOTO 4 avril 1988. Table with numbers and prizes: 186 715 000 F, 56 285 000 F, 2 700 000 F, 65 000 F, 800 F.

سكنا من الاجل

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Conseil général du Val-d'Oise RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS SUR EPREUVES LES 18 ET 19 MAI 1988 UN DOCUMENTALISTE DU CADRE DÉPARTEMENTAL

EXCELLENT VENDEUR(CE) ESPACES dynamiques pro

secrétaires Syndicat des Médiocres

DEMANDES D'EMPLOIS J.F. 35 ans, docteur langues

Mag. photo à Versailles... automobiles ventes de 5 à 7 C.V.

R21 NEVADA GTS 1988, bleu orage, inter. beau

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt HOTEL DE VILLE

5^e arrdt M^r CADET

15^e arrdt M^r DUPLEX

16^e arrdt M^r JASMIN

17^e arrdt M^r WAGRAM

Province VDS app. GRASSE, 52 m²

appartements achats Recherche URGENT 110 à

locations non meublées offres Paris

locations non meublées demandées Paris

terrains Part. vd 20 km CANNES

viagers F. CRUZ 42-66-19-00

bureaux Locations

DOMICILIATIONS

LOCATIONS DE VACANCES

Vous êtes propriétaire d'une résidence secondaire, appartement, maison ou villa.

L'AGENDA

Cours Claude Cyrilleq

Conférence F. ALIAGA anthropologue

Appels

ITALIEN

LOCATIONS DE VACANCES

Le Monde « SPÉCIAL PARTICULIER » FORFAIT 6 LIGNES

Vacances Tourisme SAINT-TROPEZ

Associations

Session et stages

Associations

Associations

Associations

Défense

Détectés chaque année avant leur service 30 000 conscrits ont tout oublié de l'école

La ministre de la défense, M. André Giraud, se montre plus inquiet du nombre des jeunes appelés ayant désappris à lire et à écrire...

appelés qui, bien qu'ayant été scolarisés, n'ont jamais pu maîtriser normalement la lecture ou l'écriture.

M. Giraud précise, d'autre part, que la commission armées-jeunesse, qui réunit des responsables d'associations de jeunes et des représentants des états-majors...

Le Carnet du Monde

Naissances - Il a pu à Seigneur de rappeler à lui le général André HALLIER... Décès - M. Jean Paul NUSS, agrégé de l'Université...

VENEZ CHEZ NOUS !... PERSONNES RETRAITÉES Un accueil de qualité dans une Maison Bourgeoise à l'abri de son parc centenaire...

GALERIE 10 10, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - Tél. : 43-25-10-72 MAGANA Jusqu'au 20 avril

SOMMAIRE

■ Le groupe libéral du Parlement européen, réuni en journées d'études à Barcelone, s'est inquiété des avantages dont pourraient bénéficier les entreprises des pays tiers dans le marché unique européen (lire ci-dessous).

■ Le différend entre les deux compagnies pétrolières américaines Texaco et Pennzoil est réglé. Texaco devra verser à ses créanciers 6 milliards de dollars (lire page 28).

■ Duménil-Leblé étend ses activités à l'étranger à travers Euro-

mobilière, la seconde banque d'affaires italienne (lire page 29).

■ Les interventions des banques centrales et la faiblesse du dollar ont coté quelque 7 milliards de deutschmarks à la Bundesbank et ont alourdi le déficit budgétaire allemand (lire ci-contre).

Le marché unique de 1992 et les pays tiers

Le libre-échange de Bruxelles critiqué par les libéraux européens

BARCELONE
de notre envoyé spécial

Les entreprises des pays tiers pourront-elles en 1993 bénéficier, au même titre que les entreprises communautaires, des avantages du marché unique européen ? A qui profitera le grand marché ? Ne sera-t-il pas réalisé pour les autres - c'est-à-dire pour les Américains, les Japonais, les Suisses, etc. - plutôt que pour nous-mêmes, au point de constituer pour nos entreprises autant une menace qu'une promesse ?

Tel était le thème des journées d'études du groupe libéral du Parlement européen qui se sont tenues du 5 au 7 avril à Barcelone. La majorité des députés a trouvé trop libéral l'approche présentée par M. Willy De Clerq, le commissaire chargé des relations extérieures, et a souhaité plus de prudence à l'égard des pays tiers.

Pour M. De Clerq, le maintien de régimes nationaux différents à l'importation est incompatible avec l'objectif d'intégration complète des économies nationales au sein du marché unique. Il convient, a-t-il expliqué, que l'accès des pays tiers au marché de la Communauté s'opère dans les mêmes conditions, quel que soit l'Etat membre. Cela suppose l'élimination progressive des restrictions quantitatives à l'importation actuellement mises en œuvre par certains Etats membres, en particulier celle qui est appliquée au secteur japonais.

Cinq Etats membres proposent ainsi leur marché de l'automobile : la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. M. De Clerq a admis qu'il n'est pas concevable de passer du jour au lendemain

main d'un régime de protection à la liberté totale. Selon lui, la Communauté devra donc négocier avec le Japon « un arrangement plurilatéral transitoire » prévoyant une certaine stabilisation de la part de marchés détenus par les Japonais dans la Communauté à son niveau actuel (10%), ainsi qu'une augmentation de la part de nos constructeurs sur le marché japonais (celle-ci devrait passer de 2,7% aujourd'hui à 5% au moins).

Obtenir la réciprocité

M. De Clerq réclame dans le même esprit l'élimination des restrictions quantitatives appliquées aux pays de l'Est. Il admet que la normalisation à l'échelle européenne sera très profitable aux pays tiers (un seul contrôle suffit aux produits d'un pays tiers pour être admis et pour pouvoir circuler à travers l'ensemble de la Communauté), de même que l'ouverture des marchés publics, ou encore l'instauration d'un marché commun des services. La Communauté, a-t-il souligné, devra engager des négociations avec les pays tiers afin d'obtenir dans ces différents domaines la réciprocité. Celle-ci devra être établie particulièrement avec les pays de l'AELC (Association européenne de libre-échange) qui sont les principaux partenaires commerciaux de la CEE.

« 1992, c'est un projet pour la Communauté, c'est un engagement que prennent les Etats membres entre eux, et qui ne préjuge pas de ce qui sera fait vis-à-vis des pays tiers », a répliqué Mme Siniöso-Vell, la présidente du groupe libéral européen. « Ce n'est pas dans la veille qu'on obtiendra une vraie

réciprocité pour une plus grande ouverture du Marché commun », a-t-elle ajouté. C'est vrai, croit-elle, non seulement pour les Japonais mais aussi pour les pays de l'AELC, qui exercent actuellement une « pression très considérable sur la CEE ». « La Suisse et la Suède veulent le beurre et l'argent du beurre ».

La présidente du groupe libéral constate qu'« il n'y a pas de parallélisme parfait entre le protectionnisme de la Communauté et ses entreprises, même si les pays tiers s'engagent à respecter les directives européennes ». En effet, du côté communautaire, la Cour de justice européenne veille scrupuleusement à ce que les règles assurant le libre-échange soient appliquées par les Etats membres; mais il n'y aura aucune sanction si des pays tiers s'en écarterent. « On devra faire preuve d'une grande prudence si l'on veut préserver la compétitivité de nos entreprises et éviter de leur part, en raison de ce qui sera fait à l'égard des pays tiers, un réflexe de rejet pour 1992 », a conclu Mme Vell.

Précéder par étapes

M^{me} Christiane Scriveux s'est également interrogée sur la possibilité de « faire les deux choses à la fois » : réaliser le marché intérieur et ouvrir les frontières de l'Europe vers l'extérieur. « Ne serait-il pas plus habile de procéder par étapes, de réaliser d'abord le marché intérieur et ensuite de l'ouvrir aux pays tiers ? » Même réflexe chez M. Jean-Thomas Nordmann, qui s'interroge sur la « conciliation et la compatibilité » de la mise en place du marché intérieur et d'un désarmement vers l'extérieur.

BILLET

Bundesbank

Le coût de la solidarité

Quelques jours avant le lancement des premières grandes réunions internationales du printemps, à Washington, la Bundesbank a confirmé, chiffres à l'appui, le montant de l'effort consenti au nom de la coordination des politiques monétaires. On savait de longue date l'institut d'émission préoccupé par les retombées inflationnistes des interventions de soutien du dollar, rendues nécessaires par le scepticisme des marchés financiers.

On en mesure mieux, aujourd'hui, les conséquences budgétaires. Avec l'effacement des bénéfices de la Bundesbank ramenés à 338 millions de deutschmarks en 1987, contre 7.795 milliards un an plus tôt, disparaît pratiquement une contribution de poids au budget. Le gouvernement fédéral tablit dans sa loi de finances 1987 sur un apport de 6 milliards de la «Buba». Il aura été ramené à un misérable 240 millions.

La spéculation à la baisse sur le dollar avait contraint, l'an dernier, les banques centrales du Groupe des sept principales puissances industrielles à s'écarter. Pour essayer la crédibilité des engagements pris dans les accords du Louvre de février 1987 et visant à stabiliser la devise américaine, chacun, et notamment la Bundesbank, avait été amené à acheter du billet vert.

Or, comme l'avait indiqué il y a quelques mois M. Karl-Otto Pöhl, le président de l'institut d'émission, chaque baisse d'un pfennig du dollar déprime d'environ 500 millions de deutschmarks l'évaluation, en devise allemande, des réserves monétaires.

Accentué au lendemain du crash boursier d'octobre dernier, l'affaiblissement de la devise américaine laissait la Bundesbank confrontée, au 31 décembre, dans le détail du bilan, à un dollar à 1,5815 mark, soit 14,6 pfennigs de moins qu'au 31 décembre 1986.

Quelque 7 milliards de marks d'actifs étaient partis en fumée. Depuis lors, et après les lourdes interventions qui ont suivi la réaffirmation des accords du Louvre, en décembre 1987, le billet vert s'est raffermi. Il s'échangeait, le vendredi 8 avril, à 1,67 mark. Si le Groupe des sept parvient lors de sa réunion à Washington, le 13 avril, à donner du poids à la réaffirmation de ses engagements, la «Buba» peut espérer éviter cette année les déboires de l'an passé.

La nervosité des marchés et les incertitudes qui continuent de peser sur la conjoncture internationale excluent tout optimisme intempestif. Mais un fait demeure. Les manipulations monétaires de 1987 ont contribué à l'effacement du déficit budgétaire fédéral allemand qui pourrait cette année passer le cap des 40 milliards de marks (70 milliards si l'on tient compte des Lander et des collectivités locales). Bonn pourra en tirer argument, si le 13 avril, pour exclure toute politique de relâchement budgétaire au cas où ses partenaires voudraient à la lui redonner. Même si cet argument n'est toujours pas trouvé convaincant en Europe ou aux Etats-Unis, compte tenu d'une croissance modeste et jugée inférieure au potentiel économique de la RFA.

F. CROUGNEAU.

Pour enrayer la spéculation sur la livre

La Banque d'Angleterre donne le signal d'une baisse des taux d'intérêt

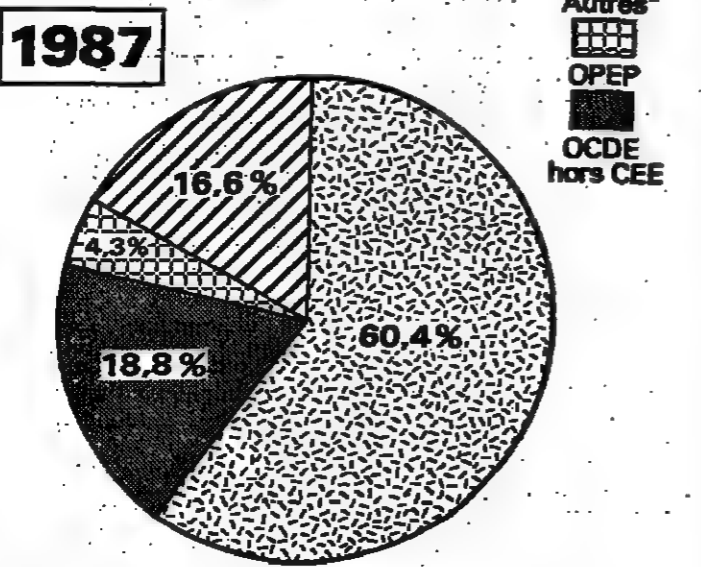
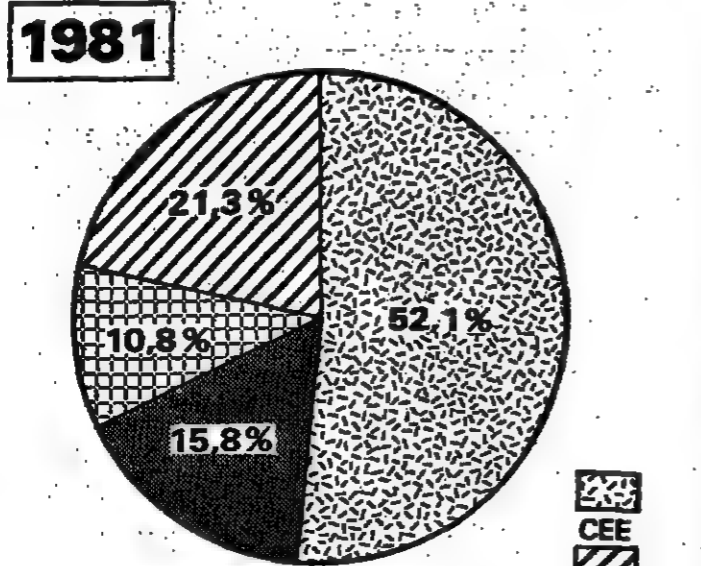
La Banque d'Angleterre a donné, le vendredi 8 avril, le signal d'une baisse des taux d'intérêt pour enrayer la spéculation à la hausse sur la livre sterling. En ramenant, en fin de matinée, à 8 % son taux d'intervention, soit une réduction d'un demi-point, l'institut d'émission a surpris les marchés, à vrai dire déconcertés ces derniers temps par les déclarations ambiguës du Premier ministre et du Chancelier de l'Echiquier.

La Midland Bank a été la première à emboîter le pas à la Banque d'Angleterre et à ramener son taux de base de 8,5 % à 8 %.

La décision des autorités monétaires britanniques, si elle a pris les opérateurs à contre-pied,

constituait la seule issue possible. Face à l'appréciation persistante du sterling, la Réserve fédérale a, le jeudi 7 avril, la Bundesbank étaient intervenues avec l'institut d'émission de Londres pour tenter de casser la spéculation. En vain, la livre cotant jusqu'à 3.1440 marks en fin de journée à New York. Le cap des 3,15 DM était de toute évidence testé par les marchés. Tout en continuant de donner officiellement la priorité à la lutte contre l'inflation, la Banque d'Angleterre a estimé le jeu trop dangereux et, en baissant les taux, a permis à la devise britannique de revenir, en début d'après-midi, le vendredi 8 avril, à 3,13 marks.

La France réoriente ses ventes vers les pays occidentaux



* pays de l'Est et PVD non pétroliers

La France, qui avait développé avec succès ses exportations vers les pays en développement dans les années 70, a dû les réorienter dans les années 80 après la chute des revenus de ces pays, notamment des producteurs de pétrole. Le graphique montre qu'un premier redressement a été effectué. La CEE gagne plus de 8 points et les autres pays de l'OCDE 3 points dans la ventilation de nos exportations.

ENERGIE

A la veille de la réunion du comité des prix de l'OPEP

Raffermissement des cours du brut

A la veille de la réunion du comité de surveillance des prix de l'OPEP, qui se tiendra à partir du samedi 9 avril à Vienne (1), les cours du brut se sont brusquement raffermis le jeudi 7 avril, effaçant d'un coup la petite érosion observée le long de la semaine. A New-York, le West Texas Intercontinental, qualité de référence, a gagné 25 cents à 17,06 dollars le baril pour une livraison en mai. La hausse serait due à des achats « techniques » d'opérateurs américains.

Cela étant, l'on observe avec intérêt sur les marchés les démarches des membres de l'OPEP auprès des pays producteurs ne faisant pas partie de l'organisation (les «NOPEP») pour obtenir leur collaboration. M. Hisham Naser, ministre saoudien du pétrole, s'est ainsi rendu à Mexico, le 7 avril, pour y rencontrer le président, M. de La Madrid, et son homologue. Un communiqué commun a été rendu public, affirmant que la stabilité du marché pétrolier et l'amélioration des cours du brut « ne pourront être obtenus que grâce à la coopération de tous les pays producteurs, membres ou non de l'OPEP ». Les deux pays ont décidé de former un groupe technique de consultation bilatérale sur le sujet.

Cette visite fait suite à une réunion en mars dernier de sept pays NOPEP. Rien n'avait été décidé (le Monde du 10 mars), mais l'on avait évoqué l'idée d'une réduction de 5% des productions pour parer les efforts de l'OPEP et apurer l'offre mondiale de brut en excès de 1 à 2 millions de barils par jour sur la demande. Excès qui a eu pour effet d'affaiblir les cours, qui ont perdu 3 à 4 dollars depuis le début 1988 pour s'établir à environ 15 dollars le baril (qualité OPEP).

Ces tractations entre les producteurs, même si les pays occidentaux (Norvège, Grande-Bretagne, etc.) n'y semblent pas associés, ont un effet bénéfique sur les cours, et la grande glissade de 1986 (le brut était tombé à moins de 10 dollars), a jusqu'ici été évitée.

● M. Naser président de l'ARAMCO. - Le roi Fayçal d'Arabie saoudite a nommé M. Hisham Naser président de l'ARAMCO, la puissante société pétrolière saoudienne.

Dans ces conditions de neo-crise, on attend peu de résultats de la réunion de Vienne. Les experts ne devraient pas appeler à une conférence extraordinaire de l'organisation avant la réunion ordinaire prévue pour le 8 juin. Ils devraient simplement démontrer, grâce à un audit demandé à une firme néerlandaise, que l'OPEP a respecté ses quotas. En conséquence, le comité des prix se demanderait pas une nouvelle réduction de ces quotas. Toutefois, un nouveau système, plus proche du marché, pourrait être proposé avec des fixations trimestrielles, voire mensuelles, des quotas. En revanche, un nouvel appel à démonter les rabais, qui est habituel, étant donné la multiplication actuelle des ristournes.

E. L. B.

(1) Le comité de surveillance comprend l'Arabie saoudite, la Nigéria, le Venezuela, l'Algérie et l'Indonésie.

TRANSPORTS

Grève des pilotes et mécaniciens du 11 au 13 avril

La direction d'Air Inter annonce être en mesure d'assurer « la grande majorité des vols »

La grève des pilotes et mécaniciens navigants d'Air Inter, annoncée pour les 11, 12 et 13 avril, sus-

cite des réactions hostiles de la Fédération nationale des associations d'usagers de transports (qui « s'élève énergiquement » contre « ce procédé inadmissible ») et de M. Paul Marchelli, président de la CGC (qui s'étonne « que des hommes compétents et responsables s'entendent dans une action (...) qui prend les usagers, de plus en plus exaspérés, en otage pour un combat qui n'a plus de sens »).

De son côté, la direction d'Air Inter annonce que si ce préavis de grève n'était pas levé, elle « serait néanmoins en mesure d'assurer la grande majorité des vols prévus, dont près de la moitié assurée par du personnel navigant non gréviste ». Les passagers qui ont réservé pourront se renseigner dès vendredi matin 8 avril auprès de leur centre de réservation.

Par ailleurs, seize vols supplémentaires sont mis en place dimanche soir 10 avril (fin des vacances scolaires) au départ de treize villes de province pour Paris (Strasbourg, Marseille, Nice, Bordeaux, Montpellier, Pau, Brest, Mulhouse, Nantes, Lyon, Toulon, Bastia et Toulouse).

* Renseignements : pour Paris, par téléphone au 45-39-25-25; pour la province, au centre régional ou, par Minitel au 36.14 code AIRINTER (appel gratuit).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS G.F.C.

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION
Le conseil d'administration du Groupement pour le financement de la construction, réuni le 23 mars 1988, sous la présidence de M. Roger Papax, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le taux d'occupation des immeubles est toujours voisin de 100 %, qu'il s'agisse des locaux à usage d'habitation ou des locaux à usage commercial.

La société a poursuivi, au cours de l'exercice, sa politique d'arbitrage et de rééquilibrage de son patrimoine au vue d'attribuer une proportion de bureaux et de locaux commerciaux de 25 %. En 1987, deux nouveaux immeubles, situés au Pecq, ont été achevés et étaient loués à 90 % à la fin de l'exercice. Un immeuble de 3 500 m² a été mis en œuvre à Vincennes et sera achevé à la fin de 1988. La société a également décidé de réaliser un immeuble de bureaux à Issy-les-Moulineaux, dans le ZAC des Deux-Fontes, ce qui représentera un investissement d'environ 80 millions de francs.

Les revenus locaux ont progressé de 4,8 %, s'établissant à 133 390 000 F. Les autres ressources, concernant les produits financiers, les produits exceptionnels et les plus-values brutes sur ventes, totalisent 20,1 millions de francs contre 19,7 millions de francs en 1986.

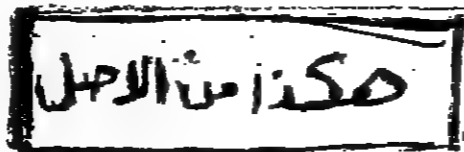
Compte tenu de la reprise des provisions antérieures et des provisions pour charges locales, en nette diminution (43 millions de francs contre 48,6 millions de francs), l'ensemble des produits s'est élevé à 204,2 millions de francs.

Après dotations aux comptes d'amortissements et de provisions, et compte tenu des charges d'exploitation de l'exercice, le bénéfice net s'établit, après impôt sur les plus-values, à 93,86 millions de francs, dont 7,4 millions de francs de plus-values nettes à long terme.

Le bénéfice hors plus-values ressort ainsi à 86,45 millions de francs, en augmentation de 5,3 %.

Ce bénéfice permet au conseil d'administration de proposer à l'assemblée générale un dividende de 20,50 F par action contre 19,50 F pour l'exercice précédent, en progression de 5,1 %.

Coté pour l'exercice 1988, il sera proposé aux actionnaires une option pour le paiement de ce dividende en actions qui porteront jouissance au 1^{er} janvier 1988.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de la SNEA, lors de sa réunion du 6 avril, a arrêté, pour l'exercice 1987, les comptes consolidés du groupe Elf Aquitaine et les comptes sociaux de la maison mère.

COMPTES CONSOLIDÉS 1987
Principales données du compte de résultat

En milliards de francs	1987	1986
Chiffre d'affaires	127,4	118,7
Marge brute d'autoconsommation (après exploitation en charge)	15,8	14,5
Marges nettes consolidées (part de groupe)	4,1	4,3
Bénéfice net par action, en francs (soit 4,16 francs par action en 1987)	41	43
Amortissements constants	15,9	16,1

Principaux éléments du bilan consolidé (avant affectation)

En milliards de francs	1987	1986
ACTIF		
Actifs immobilisés	98,1	87,7
Fonds de roulement	22,4	21,5
PASSIF		
Capital et réserves	21,9	20,9
Provisions pour dépréciation	28,6	47,8
Provisions pour impôts	4,1	4,3
Autres fonds propres	9,3	9,3
Capital et réserves	64,8	69,4
Provisions pour dépréciation	16,7	27,3
Provisions pour impôts	14,5	15,1
Autres fonds propres	17,5	16,2
Capital et réserves	122,9	129,0

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

L'évolution du chiffre d'affaires en 1987 reflète l'augmentation du prix des hydrocarbures et des produits pétroliers, exprimés en francs, ainsi que le niveau soutenu de l'activité dans le secteur de la chimie.

La marge brute d'autoconsommation, après exploration passée en charge (15 milliards de francs) et le résultat net consolidé (4 149 millions de francs) sont conformes aux prévisions établies au mois de janvier et traduisent des évolutions contrastées des différents secteurs du groupe.

Exploration - Production : Les productions d'hydrocarbures ont représenté 32,2 millions de TEP, la production de pétrole brut étant en hausse de 0,7 million de TEP et celle du gaz naturel en repli de 1,2 million de TEP; les résultats de ce secteur ont bénéficié de la hausse du prix du brut, malgré la forte inertie des valorisations du gaz naturel due aux effets retardés des formules d'indexation de prix.

Raffinage - Distribution : Ce secteur a enregistré une forte détérioration de ses résultats par suite de la baisse des marges de raffinage. L'excédent de produits pétroliers sur le marché et la disparition des contrats à marge garantie, expliquent cette situation.

Chimie et hygiène-santé : L'effort de rationalisation de la chimie, entamé il y a plusieurs années, a commencé à porter ses fruits dans un climat conjoncturel pas ailleurs favorable; en ce qui concerne l'hygiène-santé, le développement de SANOFI s'est poursuivi de façon très satisfaisante.

Trois éléments non récurrents interviennent en outre sur le résultat net consolidé: reprise de 1,5 milliard de francs sur les impôts différés au titre de la baisse des taux de prélèvement appliqués en France et dans certains pays étrangers, plus-value de 0,5 milliard de francs en part Groupe sur la cession par SANOFI de sa participation dans WYETH-BYLA et enfin amortissement exceptionnel de 1 milliard de francs concernant certains actifs chimiques américains (soufre et potasse notamment).

Le bilan consolidé, avant affectation du résultat, fait apparaître un renforcement de la situation financière du Groupe en 1987, marqué par une progression de la situation nette de 2,8 milliards de francs et une diminution de l'endettement à moyen et long terme de 0,6 milliard de francs.

COMPTES SNEA-MAISON MÈRE

Le bénéfice net de la société mère SNEA s'élève à 2 468 millions de francs, contre 3 040 millions de francs en 1986.

Ce bénéfice provient pour l'essentiel, comme les années précédentes, des remontées en provenance des filiales de la SNEA, sous forme de dividendes ou d'intérêts. Les produits financiers issus de la gestion de Laq, la filiale prépondérante, ont été réduits de moitié à la suite de la baisse des prix du gaz en France et de la diminution des productions.

L'amélioration de la situation de la chimie en France a permis de procéder à des reprises de provisions importantes composant les dotations rendues nécessaires par la situation d'ELF FRANCE.

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 6 avril, a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 1988 de fixer le dividende à 15 francs par titre de 10 francs de nominal, soit, avec l'avoir fiscal, une rémunération globale de 22,50 francs par action. Le montant ainsi distribué de 1 502 millions de francs représenterait 36,2 % du bénéfice net consolidé et 60,9 % du résultat net déposé au niveau de la Société mère.

Ce dividende sera mis en paiement le vendredi 8 juillet 1988.

Économie

AFFAIRES

Le règlement du conflit entre les pétroliers Texaco et Pennzoil
6 milliards de dollars en quelques minutes...

NEW-YORK
de notre correspondant

Un virement bancaire de 3 milliards de dollars a été effectué le jeudi 7 avril, via le système fédéral de compensation. Donneur d'ordre: Texaco Inc. Bénéficiaire: Pennzoil Co. En dix minutes, un cancheur juridique-financier, commencé en 1984, a pris fin en même temps que la faillite administrative, où Texaco s'était réfugié il y a exactement un an.

A White-Plains (New-York), au siège de Texaco, on poussait un soupir de soulagement. A Houston (Texas), à la direction de Pennzoil, on s'absorbait le champagne. « Nous avons gagné, la justice a prévalu », a déclaré, jubilant, le président de la firme pétrolière texane, M. Hugh Liedtke, qui a aussitôt utilisé la somme reçue pour rembourser plusieurs prêts à court terme. Son avis n'est pas partagé dans « le Nord civilisé », comme l'on dit volontiers à White-Plains, où la décision de la justice texane d'accorder 11 milliards de dollars de compensation à Pennzoil en novembre 1985 — la plus grande somme jamais allouée à un plaignant aux États-Unis — à la suite d'une somme OPA sur Getty Oil perdue par Pennzoil, est toujours considérée comme l'exemple même de la redesse des « gens du Sud ».

Après moult procédures et rebroussements — souvent plus surprenants que ceux imaginés par les auteurs de la série télévisée « Dallas » — le président de Pennzoil, personnage redoutable, plus vrai encore que J. R. Ewing, a accepté un règlement à l'amiable, dont l'avantage principal est de lui apporter six fois plus que son bénéfice de la meilleure année du boom pétrolier. Néanmoins, tout n'est pas réglé pour autant, car une série d'actions en justice intentées par des actionnaires minoritaires et des spéculateurs de tout poil, dont le redoutable « raidier » Carl Icahn, propriétaire de 15 % du capital, prolongent les affaires de Texaco bien au-delà de la présente décennie. Cependant, « le temps est venu de retourner à nos affaires », a constaté, grand seigneur, M. Liedtke.

Si Pennzoil n'a été que très peu perturbée par cette bataille, tel n'est pas le cas de Texaco, qui en sort terriblement affaibli, c'est le moins que l'on puisse dire. Aux 3 milliards de dollars payés à Pennzoil s'ajoutent en effet 2,6 milliards, transférés le même jour au profit de divers autres créanciers que Texaco faisait, grâce au régime de faillite administrative, patienter depuis un an. Pour compléter ce terrible décompte, 400 millions de dollars ont été versés au soutien d'Imperial. En tout, 6 milliards de dollars débiteurs des comptes de Texaco en quelques minutes. La firme du Nord a dû acheter des

causes qui comportaient 4,7 milliards de dollars en liquide et vendre bon nombre de ses vastes possessions, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, avant de se séparer d'autres intérêts importants.

Redistribution des cartes

Le règlement de l'affaire a, bien sûr, entraîné un plan de restructuration, accepté par le juge des faillites. Il suppose la vente par Texaco d'importantes participations dans des entreprises de raffinage en Europe et aux États-Unis, de même que celle de certains intérêts dans l'extraction en Angola et au Canada. À cette occasion, les grands acteurs de la scène pétrolière procéderont sans doute à une vaste redistribution des cartes, car l'Arabie saoudite et le Koweït attendent en profiter et renforcer leur propre présence dans le raffinage. On murmure que Rydell serait proposé 1,5 milliard de dollars pour les raffineries de Texaco, alors que le concurrent américain Chevron lougus le 50 % que possède Texaco dans Catber.

Après une bonne année 1986 (un bénéfice net de 725 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 32,6 milliards), les résultats de Texaco en 1987 ont accusé le poids du conflit avec Pennzoil: malgré un chiffre d'affaires de 35,3 milliards, les pertes ont atteint 4,4 milliards de dollars, principalement en raison des provisions faites à l'approche du règlement du litige.

« Quel qu'en disent certains, nous sommes en meilleure forme que ne le croit Wall Street et avons l'intention de jouer, en se mettant à profit cette malheureuse affaire », affirme le président de Texaco, M. James Kincaid, qui entend « vendre les canards boiteux et garder les vaches à lait ». « Ce n'est pas vrai », répond M. Carl Icahn. Texaco est effectivement au bord de la faillite et doit dire oui à l'imposant vertement à plusieurs reprises par les tribunaux, le valant à Haber son propre plan de restructuration, dont il tentera d'imposer certains éléments à M. Kincaid.

CHARLES LEBCAUT.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 56
avril
TELEMECANIQUE :
la bataille des O.P.A.
16 F

QUI... VOUS CHERCHENT ?

SFAC
VOTRE
PARTENAIRE
ASSURANCE
CREDIT.

EN 1987, IL Y A EU 30766 DEFAILLANCES D'ENTREPRISES. L'UNE DES CAUSES PRINCIPALES DE CE PHENOMENE EST LE DEPOT DE BRIAN D'UN OÙ DE PLUSIEURS CLIENTS DE L'ENTREPRISE. MAIS COMMENT RECONNAÎTRE UN CLIENT À RISQUES? OÙ TROUVER LES MOYENS D'APPRECIER LES RISQUES DE DEFAILLANCE DE VOTRE CLIENTÈLE? LES ANALYSTES DE LA SFAC ETUDIENT ET SURVEILLENT EN PERMANENCE LA SITUATION FINANCIERE DE 75000 ENTREPRISES PARMI LESQUELLES FIGURENT VOS CLIENTS ACTUELS ET FUTURS. EN DEVENANT VOTRE PARTENAIRE, LA SFAC SE PROPOSE EGALEMENT DE GERER EN TOTALITE LE RECOURS DE VOS CRÉANCES. ET SI MALGRÉ TOUT, CERTAINES DE VOS FACTURES SE RÉVÉLAIENT IRRÉCUPÉRABLES, VOUS SERIEZ INDEMNISÉS. CONTRACTER UNE ASSURANCE-CRÉDIT À LA SFAC, C'EST LIBÉRER DE L'ÉNERGIE, C'EST D'ONNER À VOTRE ENTREPRISE LES MOYENS D'ALLER DE L'AVANT. POUR TOUT RENSEIGNEMENT, PRENEZ CONTACT AVEC NOUS.

SFAC
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT
1, RUE EULER - 75008 PARIS. TÉL. 11 40 70 50 50.

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Générale d'Électricité

Réuni le 6 avril 1988 sous la présidence de M. Pierre Suard, le Conseil d'Administration de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Le résultat consolidé du Groupe CGE s'est élevé à 3 398 millions de francs en 1987 contre 1 721 millions de francs en 1986, soit une croissance de 97 %. Ce résultat représente 2,7 % d'un chiffre d'affaires consolidé de 127,5 milliard de francs; ce taux de marge nette est en augmentation sensible par rapport au niveau de 2,1 % atteint en 1986. Les progrès enregistrés en 1987 s'expliquent, d'une part, par l'amélioration des performances des grandes filiales déjà présentes dans le Groupe en 1986 et intervenant soit dans le domaine de l'énergie soit dans les télécommunications ou les câbles et, d'autre part, par la prise en compte, pour la première année, des activités dont la CGE avait repris le contrôle à l'ITT le 30 décembre 1986.

Après déduction de la part des fis, le résultat net revenant à la CGE s'est élevé à 1 832 millions de francs en 1987, contre 1 159 millions de francs en 1986, marquant une augmentation de 58 %. Calculé sur la base d'un capital de 66 millions d'actions qui exclut les titres détenus d'une manière stable par des sociétés du Groupe, le bénéfice par action s'élève à 27,80 francs.

Le résultat net de la Compagnie s'est élevé à 1 164 millions de francs en 1987 contre 882 millions de francs en 1986, en progression de 34 %. Son résultat courant avant impôt s'élève à 1 202 millions de francs contre 317 millions de francs en 1986. Cette forte augmentation s'explique en particulier par l'accroissement important des dividendes reçus des filiales et participations, résultant du versement d'un premier dividende par Alcatel NV et Framatome et d'une bonne évolution d'ensemble des distributions des autres filiales.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer aux actionnaires un montant total de 529 millions de francs en forte augmentation par rapport aux 188 millions de francs versés au titre de l'exercice précédent. Cette distribution correspond au paiement aux 70 535 361 actions composant le capital d'un dividende unitaire de 7,50 francs hors impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), soit un revenu global par action de 11,25 francs, avoir fiscal compris. Ce dividende serait mis en paiement à partir du 27 juillet 1988.

Par ailleurs, le Conseil a pris acte avec regret de la démission de ses fonctions d'administrateur de M. Jacques Rainan et, pour le remplacer, a coopté administrateur M. Frank Drendel dont la nomination sera soumise à la ratification de l'Assemblée.

Enfin, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée de nommer commissaires aux comptes titulaires la société Finaut Fiduciaire, représentée par M. Jean-Pierre Vincent, et le Cabinet Payer et Associés, représenté par M. Francis Payer, et commissaires aux comptes suppléants, respectivement de la société Finaut Fiduciaire et du Cabinet Payer et Associés, M. Michel Angot et M. Bertrand de Florival.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice et sur ses propositions concernant le paiement du dividende et les nominations d'un administrateur et des commissaires aux comptes, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale ordinaire le 15 juin 1988 à 14 heures 30, au Théâtre National de Chaillot à Paris.

LA CGE EN DIRECT :
• MINITEL: 36.15 code CGE
• Téléphone actionnaires: (1) 42 561 561

Économie

AFFAIRES

Les visées italiennes de Duménil-Leblé

Duménil-Leblé, l'un des établissements financiers les plus dynamiques de la place de Paris, et dont l'actionnaire de référence est désormais Cerus (avec 28,45 % du capital), poursuit activement sa stratégie d'acquisition de sociétés dans les différents pays européens. Après s'être implanté à Londres (dès 1985), Genève (1986) et Bruxelles (1987), cette banque de trésorerie, que préside M. Jacques Letortre, s'attaque aujourd'hui à l'Italie et avoue quelques projets aux Pays-Bas.

Banque de trésorerie gérant déjà plus de 15 milliards de francs d'actifs financiers, Duménil-Leblé vient en effet d'annoncer son intention de devenir le premier actionnaire de la seconde banque d'affaires italienne, Eurymobiliare. A l'issue d'une augmentation de capital à venir, il devrait disposer de 20 % des titres et rejoindre ainsi le syndicat de contrôle de cet établissement milanais, qui compte

déjà le groupe Compagnie Italiana Reunite (CIR) de M. Carlo De Benedetti, Ferruzzi (de M. Sergio Berlusconi), Duménil-Leblé attend de cette prise de participation des effets de synergie, notamment dans la gestion de trésorerie — le point fort de l'établissement français — et dans les activités de fusions et acquisitions.

Par ailleurs, M. Letortre étudie l'éventualité d'une prise de participation dans le groupe financier Latina, déjà contrôlé majoritairement par M. Carlo De Benedetti. Latina est un groupe ayant une importante activité dans l'assurance. Dans ce cas, c'est surtout le réseau de distribution de la société d'assurance qui intéresse la banque française, ses vendeurs pouvant être mobilisés non seulement pour la vente de contrats d'assurance, mais également de produits financiers.

E. L.

CONJONCTURE

La préparation du budget 1989

M. Chirac envoie la traditionnelle « lettre de cadrage » à ses ministres

Conformément au calendrier de la procédure budgétaire, M. Jacques Chirac, le premier ministre, vient d'adresser aux membres du gouvernement la « lettre de cadrage » pour la préparation du budget 1989. Elle prévoit une nouvelle réduction du déficit budgétaire, qui devrait être ramené à « environ 100 milliards de francs ».

Les objectifs de la politique budgétaire retenue par le gouvernement de M. Jacques Chirac à ce stade sont ceux annoncés par le premier ministre le 16 mars dernier. Selon le communiqué de l'Hôtel Matignon, « les dispositions concernant les économies générales (réduction des emplois de 1,5 % par non-remplacement de certains départs, maintien des crédits de fonctionnement en francs courants) s'inscrivent dans le droit fil des mesures retenues pour la préparation des budgets de 1987 et 1988 ; ces dispositions permettront à nouveau, à l'occasion du budget de 1989, une réduction simultanée du déficit budgétaire et des impôts ». La Rue de Rivoli recherche effectivement une diminution du déficit et des impôts de 15 milliards de francs chacun.

Dans un communiqué, publié le jeudi 7 avril, l'Hôtel Matignon déclare que « la procédure traditionnelle » de cette lettre, qui permet un premier travail sur les dépenses de chaque administration, « a été adaptée, compte tenu de la prochaine échéance électorale et afin de réserver à un examen ultérieur les propositions de mesures nouvelles et d'économies spécifiques concernant chaque budget ».

REPÈRES

Automobiles

100 000 véhicules importés au Japon en un an

Les importations automobiles du Japon ont progressé de 41,1 % durant l'année fiscale, terminée au 31 mars dernier, par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre 104 340 véhicules, a indiqué, jeudi 7 avril, l'association des importateurs japonais.

Ces importations franchissent ainsi, pour la première fois, la barre des 100 000 véhicules.

Les importations en provenance de RFA ont augmenté de 36,5 % pour atteindre 78 500 véhicules, soit 75,2 % du total. Ensuite, et loin derrière, on trouve la Grande-Bretagne avec 7 500 véhicules (+ 69 %), la Suède, 5 000 véhicules (+ 39 %) et les Etats-Unis, 4 700 véhicules. La France a exporté 4 500 véhicules (+ 114 %).

Chômage

Léger recul en RFA

En mars, le nombre de chômeurs en Allemagne fédérale a diminué, en données brutes, de 3 % par rapport à février mais a progressé de 1 % par rapport à mars 1987, indique l'Office fédéral du travail de Nuremberg qui attribue l'essentiel de cette amélioration à des facteurs saisonniers. Le taux de chômage s'inscrit ainsi à 8,5 % de la population active contre 8,8 % en février et 8,6 % en mars 1987. Par rapport à la population active salariée, l'indice le plus couramment utilisé outre-Rhin, ce taux s'établit à 9,6 % en mars — le même niveau qu'en mars 1987 — contre 9,9 % en février. Le mois dernier, le nombre des chômeurs à temps partiel a augmenté de 21 % sur le mois précédent.

Distribution

Ventes soutenues en mars aux Etats-Unis

Suivies avec attention pour tenter de mieux évaluer l'évolution de la consommation, aux Etats-Unis, les ventes de la plupart des grandes chaînes de magasins ont été soutenues en mars, à l'exception de la première d'entre elles, Sears-Roebuck. Cette dernière a vu ses ventes progresser de 1,5 % seulement par rapport à mars 1987 alors que K. Mart annonçait une progression de 8,6 % et que Wal-Mart Stores faisait un bond de 36 %. Mais les analystes soulignent que ces hausses sont partiellement dues au fait que Pâques est tombé plutôt cette année. A leur avis, les ventes, qui étaient faibles jusqu'à la veille des vacances pascales, devraient retomber.

ETRANGER

Les Etats-Unis jouent l'intensification des échanges commerciaux avec l'URSS

Le secrétaire au commerce, M. William Verity, a obtenu le feu vert du gouvernement pour mettre au point un programme visant à intensifier les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, rapporte le *New York Times*, citant des responsables américains.

Selon ces responsables, qui ont désiré garder l'anonymat, M. Verity a finalement obtenu, le mercredi 6 avril, le feu vert du cabinet pour ce projet malgré l'opposition du Pentagone qui craint qu'un renforcement de l'économie soviétique soit néfaste pour la sécurité des Etats-Unis.

Aux termes de ce programme, les Etats-Unis et l'Union soviétique vont créer des commissions de haut niveau visant à intensifier les échanges dans le domaine de l'énergie, des équipements de construction, des matériels médicaux, des biens de consommation et des services.

Les réunions seront organisées à Moscou, la semaine prochaine, lors de la visite que M. Verity et cinq cents hommes d'affaires américains doivent effectuer dans ce pays et au cours de laquelle ils rencontreront le numéro un soviétique, Mikhaïl Gorbatchev.

Les échanges commerciaux entre les deux pays ont été de 2 milliards de dollars en 1987, soit une diminution constante par rapport aux 4,5 milliards de dollars enregistrés en 1979. — (AFP).

SOCIAL

Impasse à la SNECMA

La coordination des grévistes inter-SNECMA CGT et CFDT a souligné, le jeudi 7 avril au soir, que les négociations salariales qui s'étaient déroulées dans l'après-midi avec la direction n'étaient « pas brillantes ». Elle a rejeté les propositions de la direction et appelé à « prolonger de vingt-quatre heures » le mouvement de grève dans les usines de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Villaroche (Seine-et-Marne) et Corbeil (Essonne). Le matin, des salariés de la SNECMA (5 000 selon les organisateurs et 1 000 selon la police) avaient manifesté à Paris.

La direction générale de la SNECMA a proposé, jeudi, une augmentation de salaire de 1 % au 1^{er} mars et de 1,1 % au 1^{er} novembre.

1988 pour les non-cadres. Elle a également admis le principe de hausse individuelle de 1 % au 1^{er} juin et de 0,7 % au 1^{er} octobre, notamment pour « les jeunes et les moins qualifiés ». Enfin, la direction, qui indique que ses propositions sont « les dernières possibles », propose une prime uniforme de 1 450 F pour chaque salarié dès l'instant où il reprendrait le travail le mardi 12 avril, « dernier délai ».

Les grévistes réclament une augmentation de salaire uniforme de 1 500 F par mois et le paiement des jours de grève. La direction refuse et envisage seulement de « trouver des aménagements à l'intérieur d'une enveloppe globale estimée à 3,9 % d'augmentation en masse et en moyenne ».

● Fin des négociations salariales à Charbonnages de France. — La direction des Charbonnages de France a proposé aux organisations syndicales une augmentation générale du niveau des salaires de 2,2 % en 1988 lors d'une ultime séance de négociations qui s'est tenue le mercredi 6 avril. Elle a également proposé l'instauration d'un salaire minimum brut mensuel de 85 000 F par an soit 5 500 F par mois et s'est engagée à recevoir les parties prenantes à la négociation en décembre prochain « afin d'examiner la situation de l'entreprise dans le contexte économique général ». La direction a toutefois précisé que « dans le cas où aucune organisation syndicale ne pourrait donner son accord, la direction générale appliquerait une décision unilatérale d'augmentation des salaires de 1 % au 1^{er} avril ».

Trop de voitures couinent... comme une portée de souris: nous y mettons bon ordre!

Toute médaille a son revers: si les matériaux de synthèse font faire de plus en plus de progrès à la construction automobile, ils sont parfois la cause, en frottant l'un contre l'autre, de petits bruits lancinants.

Des "couinements" qui pourraient faire penser qu'une souris a fait son nid dans la voiture! On a tenté d'y remédier sans succès avec des lubrifiants siliconés. Alors que faire? Rendre une souricière?

Soyons sérieux! Chez DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, on a découvert la solution en mettant au point une matière plastique aux qualités multiples: très solide, durable, résistante à la chaleur, se teintant avec exactitude, s'usinant sans difficultés particulières. Et en plus, les tests le prouvent, tout "couinement" est éliminé.

Ainsi, sur la route, avec le silence retrouvé grâce à DSM, plus rien ne grince... conducteurs compris!

DSM
Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

سكنا من الاجل



Marchés financiers

La Barclays Bank augmente son capital de près de 10 milliards de francs

La Barclays Bank, une des quatre grandes banques britanniques de dépôt, a créé la surprise au Stock Exchange de Londres en annonçant, jeudi 7 avril, une augmentation de capital de 921 millions de livres sterling (soit environ 9,8 milliards de francs ou 1,7 milliard de dollars), la seconde en importance jamais réalisée en Grande-Bretagne (après celle de BP, de 1,5 milliard de francs, en octobre 1987). La nouvelle a eu pour effet de faire baisser le titre de 10 % à 429 pence à la fermeture.

Barclays a indiqué qu'elle souhaitait devenir un des premiers groupes internationaux de services financiers et avait besoin du capital nécessaire pour financer sa croissance. La Banque veut accorder la priorité à son développement en Europe, aux Etats-Unis et en Extrême-Orient. A

la fin de 1987, les ressources en capital de Barclays avaient augmenté de 454 millions de livres, pour atteindre 6,8 milliards de livres.

Barclays va émettre 369,5 millions de nouveaux titres ordinaires d'un livre de nominal à un prix de 250 pence pour chaque paquet de deux actions anciennes ordinaires. Cette émission n'a pas été garantie en raison du rachat substantiel offert aux actionnaires, ce qui économise 22 millions de livres de commission à la banque.

L'an dernier, Barclays a réalisé un bénéfice avant impôt de plus de 1 milliard de francs avant constitution d'une provision exceptionnelle de 713 millions de francs, pour les créances sur les pays du tiers-monde.

Imétal détiert 23,9 % d'Origny-Desvois

Le groupe Imétal a acquis 23,9 % de la société Origny-Desvois spécialisée dans les carrelages, le ciment et la location d'engins. La firme précise que cette participation « s'inscrit dans la politique suivie depuis plusieurs années en vue de la constitution d'un pôle d'activités tournées vers la production et la distribution de matériaux pour la construction et l'habitat ». En septembre dernier, la société avait pris le contrôle du groupe familial Carré Grès d'Artois spécialisé dans le carrelage et la céramique, renforçant ainsi sa position dans les matériaux de construction. Ce pôle représente environ 1 milliard de francs de chiffre d'affaires au travers de firmes comme, notamment, Huguesnot Fénal, Tuileries Gilardoni, IRB, Tuileries Jacob et Penel et Carré Grès d'Artois.

Buitoni-Nestlé : examen reporté au 13 avril. - Le tribunal de commerce de Créteil (Val-de-Marne) a décidé, jeudi 7 avril, de reporter au mercredi 13 avril l'examen des conditions de la cession de Buitoni par le CBI, holding industriel de l'italien Carlo De Benedetti au groupe suisse Nestlé. Le Crédit agricole, détenteur de 10 % du capital de Buitoni SA par sa banque d'affaires LIE (Union d'études et d'investissements) avait demandé? au tribunal de commerce de Créteil de procéder en référé à la désignation d'un expert afin de protéger les actionnaires minoritaires de Buitoni.

Accord CdF-Chimie-Solvay pour maintenir l'activité à Sarralbe

L'usine du chimiste belge Solvay à Sarralbe (Moselle) vivra. L'épineux problème de son existence, liée à son alimentation en matières de base (éthylène et propylène), utilisées pour fabriquer du polyéthylène haute densité et du polypropylène et fournies par CdF-Chimie à partir de son complexe de Carling, est réglé.

Les deux groupes ont mis de l'eau dans leur vin. CdF-Chimie, qui, en février dernier, avait dénoncé son contrat d'approvisionnement au-delà de 1991 sous prétexte que son vapo-craqueur, beaucoup trop ancien, était déficient, a décidé de maintenir ce dernier en activité au-delà de 1996. Le groupe renonce aussi à demander à Solvay la construction d'un pipeline. De son côté, Solvay, qui avait menacé de fermer purement et simplement le site de Sarralbe, où sept cents personnes sont employées, a décidé de concourir à hauteur de 70 millions de francs à la modernisation du vapo-craqueur de CdF-Chimie. La firme belge s'engage notamment à enlever bon an mal an à la firme d'Etat 120 000 tonnes par an d'éthylène. Le 16 mars dernier, une opération « ville morte » et des manifestations violentes ont lieu à Sarralbe pour protester contre le projet de départ de l'usine Solvay de cette ville de cinq mille habitants.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAMBERT

LAMBERT FRÈRES ET C° BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ DE 74,5 MILLIONS DE FRANCS EN 1987

Les comptes 1987 de l'entreprise viennent d'être arrêtés par le conseil d'administration. Ces comptes confirment les indications données dans la note d'information relative à l'émission d'obligations avec bons de souscription d'actions de 172,5 millions de francs de septembre dernier.

Le résultat courant consolidé de l'exercice ressort à 114,3 millions de francs (contre 48,9 millions de francs en 1986). Le bénéfice net consolidé est de 74,5 millions de francs (contre une perte de 20 millions de francs en 1986). Ce résultat net est acquis après un solide récapitulé de résultats exceptionnels et impôts de 39,8 millions de francs, comprenant l'ultime dotation aux provisions pour litige Projexi de 26,5 millions de francs qui avait été annoncée.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'est élevé à 2 590 millions de francs, en progression de près de 1 000 millions de francs. L'essentiel de cette progression (812 millions de francs) résulte de l'intégration de plusieurs acquisitions : La Méridionale des Bois et Méridieux, Tuileries normande du Mesnil-de-Bervent, Sarni Central et Union des Entrepreneurs. Sur la base du périmètre 1987, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 6,5 %.

Les investissements de l'exercice se sont élevés à 190 millions de francs, dont 71,5 millions de francs pour les acquisitions de participations, et 118,5 millions de francs pour les investissements corporels. Dans le cadre de cette politique active d'investissements, deux nouvelles unités de production seront ouvertes dans les prochaines semaines : l'une aux Mureaux (Tuileries Lambert), et l'autre près de Lyon (enduit de façade, Lubret Sedel).

Malgré le poids de ces investissements, les frais financiers ont été ramenés de 2,63 % du chiffre d'affaires en 1986 à 1,67 % en 1987.

L'autofinancement, qui s'est élevé à 135 millions de francs en 1987, ainsi que les disponibilités procurées par l'émission d'OBSA permettent au groupe de moderniser les outils de production de ses filiales industrielles et de développer son activité dans la distribution de matériaux de construction.

Le bénéfice net de la société mère LAMBERT FRÈRES ET C° s'est élevé à 55,25 millions de francs (contre une perte de 17 millions de francs en 1986). Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée des actionnaires, pour la première fois depuis 1980, la distribution d'un dividende de 4 francs (assortis d'un avoir fiscal de 2 francs).

La société LAMBERT FRÈRES ET C° tiendra son bicentenaire fin 1988.

NEW-YORK, 7 avril ↑

Consolidation

D'assez importantes ventes bénéficiaires se sont produites, jeudi à Wall Street en réaction à l'annonce de l'opération enregistrée la veille. Elles ont cependant été bien absorbées dans l'ensemble. Et dans un ultime sursaut, le marché a refusé à combler son retard. A la clôture, l'indice des industries s'établissait même un peu au-dessous de son niveau précédent, soit à 2 062,17 (+ 0,50 point). Le bilan de la journée, lui, a été encore franchement positif. Sur 1 992 valeurs traitées, 975 ont monté, 538 ont baissé et 479 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », la déception, néanmoins, était grande. Beaucoup, après l'explosion de hausses récentes, s'attendaient à une prolongation de mouvement. Faut-il imputer la faute à l'arrêt des programmes informatiques ? - La hausse n'est plus ce qu'elle était », soupirent un professionnel. En vérité, il semble que la Bourse n'a pas perdu de vue les difficultés du moment, qui ont pour nom les grands déséquilibres économiques.

L'activité a été modérée avec 177,84 millions de litres échangés contre 189,76 millions la veille.

Table with columns: VALEURS, Cours de 7 avril, Cours de 8 avril. Includes stocks like Alcoa, Boeing, IBM, etc.

PARIS, 8 avril =

Terne

Le semaine s'est achevée dans le calme et la torpeur générale. A l'approche des annonces précédentes, la journée de vendredi a été terne et sans relief. Privé de l'équilibre de Wall Street et de Tokyo, qui avait un instant stimulé les opérateurs la veille, le marché se replie dès les premières échanges. L'indice de référence, qui perdait 0,5 % durant les transactions de la matinée, revenait à - 0,2 % en séance. Il clôture à - 0,14 %.

Le volume des transactions demeurait une fois encore peu élevé, le record de la semaine ayant été noté jeudi avec un montant de 657 millions de francs sur le marché à règlement manuel. A l'origine de cette faible activité, l'abstentionnisme, pour cause de vacances et, également, l'attentisme prudent en raison de la campagne électorale à la semaine prochaine. L'indice de référence, qui était estimé être un peu plus agité, a été un géant de portefeuilles. Toutefois, deux échéances risquent d'influer sur les Bourses : la réunion du G 7, qui rassemblera les sept ministres des Finances des pays les plus industrialisés, et la publication du montant du déficit commercial de février, attendue le 14 avril, soit six mois exactement après celui qui fut en partie responsable du krach d'octobre.

Dans ce climat d'indécision, les hausseurs doivent attendre un peu de vent favorable comme le Sogepar, BP France et Elf-Aquitaine. Versant ensuite Bougain, Acor et Michelin. En baisse, Appareilleries EuroFrance, Vellouco et Maisons Françaises.

Metal informait la Société des Bourses françaises qu'elle détiert 23,9 % de la société Origny-Desvois.

Sur le marché des obligations, la tendance demeurait ferme, mais l'attente dominait. Le contrat notional de juin sur le MATIF gagnait 0,98 % à 102,15.

LONDRES, 7 avril ↑

Raffermeissement

Tout comme les autres places internationales, le Stock Exchange a été stimulé, jeudi 7 avril, par les performances de Wall Street et du Kabuto-Cho. L'indice FT, sur la base d'une séance active, a terminé en hausse de 12,4 points à 1 399,4 (+ 0,9 %). 338 millions de titres ont été échangés contre 398 millions la veille. Le Barclays Bank a surpris les investisseurs en annonçant une augmentation de capital de 921 millions de livres (9,7 milliards de francs), la plus importante jamais réalisée en Grande-Bretagne. Le titre de cette banque se dépréciait alors fortement.

Les investisseurs ne se sont pas déclarés surpris de cet effort financier en l'absence de nouveaux éléments susceptibles d'encourager la demande. Reste que, d'une façon générale, le marché a conservé une note superbe avec un nombre de hausseurs encore supérieur à celui des baisseurs. Les valeurs fortement capitalisées (Mitsubishi Heavy, Nippon Steel) sont restées fermes, de même que les valeurs intéressées à l'exportation de biens de consommation (Globe Motors). Les investisseurs ont préféré de régner avec 1,5 milliard de titres échangés contre 1,6 milliard la veille.

Table with columns: VALEURS, Cours de 7 avril, Cours de 8 avril. Includes stocks like Alcoa, Boeing, IBM, etc.

TOKYO, 8 avril =

Effritement

Après avoir poursuivi son ascension et atteint de nouveaux sommets, la Bourse de Tokyo a vendredi rendu la main, non sans réagir aux nouvelles négatives de Wall Street et de Tokyo, qui s'était équilibré jusqu'au niveau de 26 926,41. Il est finalement tombé à 26 748,89, soit à un léger repli de 20,33 points d'un jour à l'autre.

Les investisseurs ne se sont pas déclarés surpris de cet effritement en l'absence de nouveaux éléments susceptibles d'encourager la demande. Reste que, d'une façon générale, le marché a conservé une note superbe avec un nombre de hausseurs encore supérieur à celui des baisseurs. Les valeurs fortement capitalisées (Mitsubishi Heavy, Nippon Steel) sont restées fermes, de même que les valeurs intéressées à l'exportation de biens de consommation (Globe Motors). Les investisseurs ont préféré de régner avec 1,5 milliard de titres échangés contre 1,6 milliard la veille.

Table with columns: VALEURS, Cours de 7 avril, Cours de 8 avril. Includes stocks like Alcoa, Boeing, IBM, etc.

FAITS ET RÉSULTATS

Basf: toujours roi de la chimie mondiale. - L'année écoulée n'a pas été facile pour le groupe chimique de Ludwigshafen. A cause des dépenses occasionnées pour se mettre en règle avec la loi sur la pollution et l'investissement pour reorganiser aussi ses divisions « engrais » (déficitaires) et « informatiques » (filiales avec Siemens), le bénéfice consolidé avait implosé à la fin de l'année. Mais les chiffres d'affaires dans la spécialité d'environ 38 milliards de deuteschemarks (129,2 milliards de francs). En outre la direction du groupe indique que les profits nets seront en nette amélioration, grâce à une plus forte rentabilité pendant le quatrième trimestre. Elle n'a cependant pas fourni le montant.

Base de 4,6 % de bénéfice d'Elf-Aquitaine. - Le groupe Elf-Aquitaine a réalisé un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 4,1 milliards de francs en 1987, en baisse de 4,6 % contre 4,3 milliards en 1986. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 127,4 milliards de francs, soit une progression de 6,4 %, due à l'augmentation des prix des hydrocarbures et des produits pétroliers exprimés en francs, qui est au niveau soutenu de l'activité chimie.

Le résultat net consolidé comprend une reprise de 1,5 milliard de francs sur les impôts différés au titre de la baisse des taux de prélevement, une plus-value de 0,5 milliard sur la cession par Saoufi de sa participation dans Wyeth Byla et un amortissement exceptionnel de 1 milliard de francs

concernant certains actifs chimiques américains (centrifuges). - P.M. Lablanc: 68 % de profits en plus. - Le groupe aéronautique (équipements automobiles et aéronautiques) annonce un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 144,80 millions de francs pour 1987, en hausse de 68,4 % d'une année sur l'autre. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2,61 milliards de francs (+ 15,2 %).

Le résultat comprend la quote-part des profits de Turbomeca (pour 24,4 millions de francs), ainsi que les bénéfices des nouvelles divisions Clack et Globe durant la période 24 novembre-31 décembre 1987 et de la société espagnole Mandel, filiale de Teima. Le bénéfice de la société mère ressort à 84,05 millions de francs (+ 17,8 %). Le dividende net est fixé à 13 F (contre 13,50 F).

Rhône-Poulenc: M. Madelin pour « un véritable accord » entre Elf et Bolket. - Evoluant, à l'occasion d'un déplacement aux Pays-Bas, la bataille autour de Rhône-Poulenc entre Elf et Vincent Bolket (voir Le Monde Affaires de ce jour), le ministre français s'est prononcé en faveur « d'un véritable accord ». - Au-delà de l'annonce de l'émission de bons de souscription d'actions, a expliqué le ministre, « l'espère encore un accord industriel raisonnable dans des délais très brefs », ajoutant: « Si l'émission n'est pas le cas, nous serions armés à prendre des dispositions pour défendre nos intérêts. » - Il y a différentes solutions, a poursuivi M. Michel Pecqueur, ou bien on fait une surenchère ou bien on vend notre participation, les deux choses peuvent s'imaginer.

PARIS: Second marché (sélection)

Table with columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. Includes various stock prices.

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 7 avril 1988

Nombre de contrats : 7 844

Table with columns: VALEURS, PRX exercice, Options d'achat (juin, septembre), Options de vente (juin, septembre). Includes various option contracts.

MATIF

Notional 10 %, - Cotation en pourcentage du 7 avril 1988

Nombre de contrats : 54 124

Table with columns: COURS, Juin 88, Sept. 88, Déc. 88. Includes market rates.

Table with columns: PRX D'EXERCICE, Options d'achat, Options de vente. Includes exercise prices.

INDICES

CHANGES Dollar : 5,88 F. BOURSES PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1985). Valeurs françaises... Valeurs étrangères... C° des agents de change (Base 100 = 31 déc. 1981). Indices général... NEW-YORK (Indices Dow Jones)...

Table with columns: COURS DU JOUR, 100 MOIS, 200 MOIS, 500 MOIS. Includes various market indices.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: SE-U, S em, Yen (100), DM, FF (100), PS, L (1 000), F. Includes interbank market data.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SE-U, DM, Franc, F.R.(100), F.S., L(1 000), F, F. Includes exchange rates.

Marchés financiers

BOURSE DU 8 AVRIL

Cours relevés à 14 h 54

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and various stock indices. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Comptant'.

Table containing 'Comptant (selection)', 'SICAV (selection)', and 'Cote des changes'. Includes various financial instruments and exchange rates.

Table containing 'Marché libre de l'or' and 'Cote des changes' with detailed data on gold prices and exchange rates.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

سكزا من الاصل

Le Monde

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINTEL. Lists various news items and their page numbers.

Après l'assassinat de Dulcie September
Un réfugié sud-africain, un Angolais, un Français
et leurs compagnes ont été placés en garde à vue

Chargée de l'enquête sur l'assassinat de Dulcie September, la brigade criminelle de la police judiciaire a interpellé, le jeudi matin 7 avril, à Paris, quatre personnes, qui étaient toujours en garde à vue vendredi matin. Il s'agit de Marijka Van Geens, Sud-Africaine blanche, ayant le statut de réfugié politique, de sa compagne Amarylis Horta, de nationalité chilienne, de Pytha Assenso, Angolais réfugié en France, opposant au régime marxiste de Luanda, et de sa compagne française, Mireille Desplanches. Ce vendredi 8 avril,

selon le renseignement obtenu par les RG, en début de semaine, Pytha Assenso aurait reçu, de commanditaires non identifiés à Lisbonne (Portugal), une somme d'argent qu'il aurait remise à Van Geens. Celui-ci l'aurait ensuite utilisée pour rétribuer le meurtre de Dulcie September, commis le 29 mars. Ces informations ont été jugées assez précises pour motiver les interpellations faites jeudi matin.

Au ministère de l'intérieur, malgré la prudence officielle, certains interlocuteurs soulignent que les enquêteurs étaient peut-être sur la piste des exécutants de l'assassinat, contrairement à des prédictions pessimistes - y compris dans ces colonnes - sur les débouchés concrets de l'enquête de police judiciaire.

Toutefois rien ne permettait de se prononcer, vendredi en fin de matinée, sur les résultats des interrogatoires menés par la brigade criminelle. La garde à vue des interpellés devait se terminer samedi matin, mais leur libération, sans qu'ils soient déferés au parquet, n'était pas exclue. Cependant, si, d'aventure, la piste suggérée par les RG menait bien aux exécutants de l'assassinat, leur profil soulève plus de questions qu'il n'en apporte de réponses claires sur leurs commanditaires.

Né le 15 mars 1959 à Capetown, Marijka Van Geens est arrivée en France en septembre 1984. Vouloir échapper à la conscription militaire, il a obtenu une carte de réfugié politique, délivrée le 21 mai 1985 par l'OFPRA. Dans les milieux anti-apartheid japonais, il est connu comme un jeune homme discret, « plutôt artiste, bohème, sympathique ».

un Français d'origine congolaise et sa compagne, Française également, ont à leur tour été interpellés et placés en garde à vue.

La police judiciaire a agi sur la foi d'une information obtenue par les Renseignements généraux (RG), laissant entendre que Van Geens et Assenso pourraient être impliqués dans le meurtre de la représentante de l'ANC. Il était impossible de savoir, vendredi matin, si les investigations policières avaient confirmé cette supposition.

apartéid, ou privilège l'hypothèse d'une manipulation de services sud-africains, notamment militaires, qui auraient recruté des « pigistes » comme exécutants.

Dans les milieux du renseignement occidental, notamment britanniques, cette analyse est également privilégiée. La PJ, elle, s'en tient aux faits. Des témoins ont ainsi aperçu, le 29 mars, un ou deux Blancs, sur les lieux de l'assassinat, sans que l'on sache exactement si ce fut avant ou après ce dernier.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

L'élection présidentielle
Les remboursements des frais de campagne
seront soumis à des critères stricts

Le Conseil constitutionnel a rendu public, le jeudi 7 avril à 15 heures, la liste des candidats à l'élection présidentielle admis à prendre part à la campagne officielle et qui seront présents au premier tour de cette élection, le dimanche 24 avril.

Dans un communiqué diffusé jeudi, le Conseil constitutionnel précise, d'autre part, que « dans un souci de complète information », il rendra public, « à compter du mardi 12 avril au matin, le nom et la qualité de tous les citoyens qui ont valablement présenté un candidat à la présidence de la République ». La consultation sera organisée dans le hall du Conseil constitutionnel, 2, rue de Montpensier à Paris, 1^{er} arrondissement, jusqu'au vendredi 15 avril inclus, de 9 heures à 19 heures. Les élus habilités à présenter un candidat avaient été avertis de cette initiative inédite, par la notice jointe au formulaire de présentation qu'ils avaient reçu.

Le compte de campagne de chaque candidat, qui sera publié au Journal officiel, doit être adressé au Conseil constitutionnel dans les soixante jours suivant le 24 avril ou le 8 mai, s'il y a second tour.

Un « mémorandum à l'usage des candidats », établi par le ministère de l'intérieur et qui a été soumis, pour avis, au Conseil constitutionnel et à la Commission nationale de contrôle de l'élection présidentielle, recense toutes les formalités auxquelles sont astreints les candidats, les règles et délais précis qu'ils sont tenus de respecter dans la conduite de la campagne officielle, ainsi qu'au moment du scrutin et les aides auxquelles ils ont droit automatiquement ou en fonction du nombre de suffrages qu'ils recueillent.

Il est interdit, rappelle notamment le mémorandum, de commettre un public les résultats des opérations électorales, partielles ou définitives, par voie de presse ou par des moyens de communication audiovisuelle, en métropole, avant la fermeture de dernier bureau de vote sur le territoire métropolitain. Il en est de même dans les départements d'outre-mer avant la fermeture du dernier bureau de vote dans chacun des départements concernés.

De même la publicité, sous toutes ses formes, en faveur des candidats est interdite jusqu'à la clôture du second tour, sans interruption.

Le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et deux autres cantons de la Moselle sont

l'objet de dispositions particulières : la déclaration des candidats envoyée aux électeurs peut y être doublée d'une traduction en allemand. Dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, les affiches officielles de grand format, que les candidats font apposer sur les panneaux électoraux, peuvent être accompagnées d'une reproduction à l'identique rédigée en allemand.

En application de la loi récente sur le financement de la vie politique, chaque candidat est tenu d'établir au compte de campagne (ensemble des recettes perçues et des dépenses consacrées à la campagne) du 12 mars, date de publication des textes, à celle du tour de scrutin où l'élection sera acquiescée.

Le détournement du Boeing koweïtien
Les pirates de l'air ont décollé de Mechhed (Iran)
vers une destination inconnue

Le Boeing 747 des Kuwait Airways, avec cinquante-cinq passagers retenus en otages, par des pirates, a décollé de l'aéroport de Mechhed, dans le nord-est de l'Iran, après que les pirates eurent menacé de le faire sauter, vendredi 8 avril, vers 14 h 30, heure locale. Les obstacles barrant la piste avaient été délogés au préalable par les employés de l'aéroport. La situation s'était brutalement tendue vers 13 h 30 (12 h, heure de Paris) quand les pirates avaient jeté à l'extérieur, après l'avoir battu, un passager du Boeing. Les pirates ont également tiré trois coups de feu en l'air, exigeant que les obstacles qui empêchaient le décollage de l'appareil soient immédiatement enlevés.

Après une soirée de tension, jeudi, au cours de laquelle les pirates avaient pour la première fois fait usage de leurs armes à l'encontre des forces de sécurité iraniennes encerclant l'appareil, les autorités de Téhéran avaient obtenu un délai de plusieurs heures. Les pirates acceptant de repousser de six heures leur premier départ, prévu pour jeudi minuit.

Le gouvernement iranien espérait ainsi permettre aux premiers ministres turc, M. Turgut Ozal, et pakistais, M. Jinnah, de convoquer les responsables koweïtiens d'accéder aux revendications des pirates qui réclament la libération de dix-sept intégristes musulmans emprisonnés au Koweït pour des attentats contre les ambassades de France et des États-Unis en 1983.

Entre-temps, la méfiance et le désaccord à l'égard du fait que grandit entre le Koweït et l'Iran. Les Koweïtiens trouvent le comportement des autorités iraniennes hautement « suspect ». Ils s'élevaient notamment contre le fait que Téhéran monopolisait à dessein toutes les

informations venant des pirates. « On ne sait plus ce qui est vrai et ce qui est faux, et nous n'avons aucun moyen de vérifier », se plaignaient-ils.

L'Iran, pour sa part, accuse la délégation koweïtienne, qui se trouve depuis mercredi à Mechhed, d'avoir refusé de négocier directement avec les pirates. Le vice-premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayeri, a accusé les négociateurs koweïtiens de « ne pas prendre l'affaire au sérieux » et de manquer d'autorité. Selon le vice-premier ministre, les négociateurs koweïtiens semblaient « ne pas attacher d'importance à la vie de leurs propres concitoyens ». L'Iran ne souhaitait pas d'autre part « prolonger une affaire qui ne concerne d'aucune manière la République islamique », a souligné M. Moayeri, laissant aussi entendre que son gouvernement pourrait autoriser le départ de l'appareil malgré l'opposition du Koweït. (AP, AFP.)

Le Conseil constitutionnel a fait savoir qu'il avait été conduit à ne pas retenir certaines des présentations reçues au dépôt des candidatures le 17 mars et le 5 avril à minuit, « en raison d'irrégularités substantielles ». Mais aucun de ces rejets n'a eu pour conséquence d'éliminer une candidature.

Le mémorandum à l'usage des candidats, établi par le ministère de l'intérieur et qui a été soumis, pour avis, au Conseil constitutionnel et à la Commission nationale de contrôle de l'élection présidentielle, recense toutes les formalités auxquelles sont astreints les candidats, les règles et délais précis qu'ils sont tenus de respecter dans la conduite de la campagne officielle, ainsi qu'au moment du scrutin et les aides auxquelles ils ont droit automatiquement ou en fonction du nombre de suffrages qu'ils recueillent.

Il est interdit, rappelle notamment le mémorandum, de commettre un public les résultats des opérations électorales, partielles ou définitives, par voie de presse ou par des moyens de communication audiovisuelle, en métropole, avant la fermeture de dernier bureau de vote sur le territoire métropolitain. Il en est de même dans les départements d'outre-mer avant la fermeture du dernier bureau de vote dans chacun des départements concernés.

Excitant et actuel, vu par le président des Tissus Rodin: LE GRAND JEU DE LA MODE, PROMOTIONS ET RABAIS! Toutes les femmes veulent des prix! (même et surtout les plus élégantes) Alors, Rodin, sort le grand jeu: A vous de repêcher les prix les plus intéressants, les rabais, les promotions. Un tableau "Hit-parade" situé dans le magasin vous y aidera. Une multitude de bonnes affaires: linéaires époustouflants, imprimés de charme, filés exotiques, soies précieuses, polystères rétro, tailles impeccables, etc. RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

PRINTEMPS HAUSSMANN 10 h - 19 h Nouveaux horaires à partir du 11 avril. Merveilleux Tissus soldés 39,50 F le m en 270. chez Artirec. Superbes Moquettes 59,90/m² anti-statique, usure, feu, salissures. Chintz 1^{er} choix anti-salissures soldé 39,90 F le m en 140. Beaux sols plastiques soldés 19,90 F/m², etc., etc., etc. Artirec-mars: 8, impasse Saint-Sébastien, 11^e. M^e Saint-Sébastien-Froissart ou Richard-Lenoir (46588112). • 94 Saint-Maur (48831997) • 78 Phleiss: N 12 (30555515).

